



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

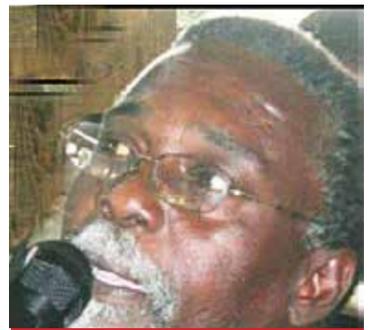
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Voir page 3

Les députés pro-Martelly du bloc des Parlementaires pour la Stabilisation et le Progrès (PSP), surnommé parlementaires sous payroll Palais national, bloquent le processus de désignation des représentants au CEP. Il est définitivement certain que Martelly ne veut pas organiser des élections



Adieu Dr Daniel Mathurin : 16 novembre 1951-17 février 2013

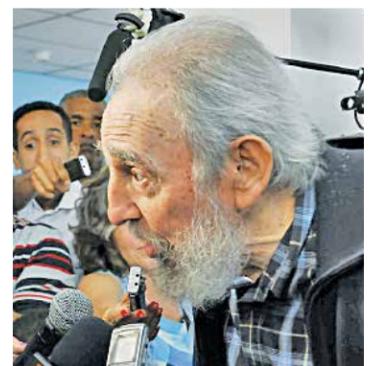
Page 4

English Page 9



La Cour d'Appel ordonne l'arrestation de l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier

Page 7



Fidel Castro rencontre la presse nationale cubaine !

Page 10



SOMMET CARICOM: LA MONTAGNE ACCOUCHE, À NOUVEAU, D'UNE SOURIS!

Voir page 4

La CARICOM a raté le coche. Ce forum n'est autre qu'un show médiatique et aussi un moyen pour le président Martelly de gagner des dividendes politiques personnels. Il n'hésite pas à faire imprimer une grosse banderole avec l'inscription suivante: "Président Martelly vous souhaite la bienvenue"



Arafat Jaradat, mort sous la torture...

Page 17

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Les griffes de l'impérialisme Canadien !

Par Berthony Dupont

Il est troublant de constater que le Canada a bien utilisé ses bons offices pour éteindre un brasier qui lui permettra d'affermir son emprise d'occupant sur la nation haïtienne, en brandissant tour à tour l'épouvantail des aides accordées au pays le plus appauvri et exploité du monde et des satisfecits accordés au régime Martelly-Lamothe.

Un grand problème nous préoccupe à l'instant, c'est le double jeu de ce pays du Nord, qui hier exhortait ses ressortissants à faire preuve de grande prudence lors de leurs visites en Haïti en leur indiquant que «La situation sécuritaire en Haïti est particulièrement instable et dangereuse» et qui aujourd'hui semble avoir mis un bémol à ses menaces.

Rappelons que juste après la visite en Haïti, au mois de novembre dernier du ministre canadien de la coopération internationale, Julian Fantino, le Canada avait décidé de suspendre toutes les aides accordées à Haïti. Il avait exprimé ses menaces en ces termes « Le fait est qu'Haïti est toujours en mauvais état, et lorsqu'on va de l'autre côté de la frontière, en République Dominicaine, les choses vont beaucoup mieux. Allons-nous continuer à faire la même chose de la même manière en Haïti ? Je ne pense pas parce que nous n'obtenons pas le progrès auquel les canadiens sont en droit de s'attendre ». Et l'ambassadeur du Canada en Haïti, Henri-Paul Normandin pour sa part d'abonder dans le même sens quand il avançait : « Le Canada encourage le gouvernement haïtien à faire des efforts visant à combattre la corruption et à renforcer l'établissement d'un Etat de droit dans le pays ».

Ces réactions canadiennes avaient forcé ses valets du gouvernement Martelly-Lamothe à réagir, tout d'abord par la voix de la ministre de l'Economie et des Finances, Marie Carmelle Jean-Marie affirmant que « le Canada ne donne même pas un centime au Trésor public » et Martelly d'en rajouter : « Haïti ne reçoit pas de l'argent du Canada, Haïti ne gère pas de l'argent d'aide du Canada ».

Mais ce qui nous apparaît plus curieux que ces insidieuses calomnies ou ces mensonges lancés de-ci de-là tendant à créer de la confusion, c'est que cette semaine, le lundi 25 février 2013, John Baird, le Ministre canadien des Affaires étrangères et Diane Ablonczy, la Ministre d'État des Affaires étrangères soient venus en visite dans le pays, où ils ont rencontré le Président Michel Martelly et le Premier Ministre, Laurent Lamothe. Même quand Baird a tout de même rappelé au Président Martelly que le Canada s'attend

à ce que les millions de dollars qu'il verse annuellement en aide donnent des résultats concrets, il s'est pourtant dit satisfait des progrès accomplis sur le terrain depuis un an contredisant par là ses devanciers. Il nota même les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption du fait qu'Haïti a progressé apparemment de 10 places dans l'échelle d'indice de corruption, passant du 175e rang en 2011 au 165e rang en 2012. Ce qui a l'air d'une volte-face politique du Canada nous paraît encore beaucoup plus étrange.

En effet, comparons les déclarations arrogantes du nouveau chef civil de l'occupation, le canadien Nigel Fisher, faites la semaine dernière, avec les propos d'aujourd'hui de la Ministre Ablonczy, par exemple: « Notre visite aujourd'hui en Haïti, nous fournira de précieux renseignements sur ce que le Canada peut faire pour mieux aider le peuple haïtien à cheminer vers la réalisation de ces objectifs. » et Baird de souligner que l'ancien président américain Bill Clinton, lui avait personnellement vanté les qualités du premier ministre Lamothe durant une réunion à New York l'automne dernier. Une vraie politique de la carotte et du bâton !

N'est il pas légitime de conclure qu'on se trouve face à deux sinistres contradictions conjuguées de navettes diplomatiques. Ces déclarations alambiquées et contradictoires des dirigeants canadiens laissent deviner un embarras en effet troublant et permettent d'affirmer qu'il y a bel et bien complot en gestation.

Alors, il faut maintenant se poser la grande question: est-ce le vote de la résolution de l'assemblée des sénateurs, le mercredi 20 février, demandant la cessation de toute démarche visant à l'extraction des ressources minières du pays sans consultation du Parlement et à l'insu de l'opinion publique nationale, qui a forcé le Canada à adoucir ses positions? C'est à se demander: que leur ont promis, les deux vendeurs de patrie Martelly et Lamothe en ce qui concerne l'exploitation des ressources minières qui du reste a bel et bien déjà commencé depuis longtemps?

Reconnaissons que toute tentative de reconquête du pays par les griffes impériales qu'elles soient étasuniennes ou canadiennes ne fera que prolonger et aggraver encore les souffrances du peuple haïtien, et conduire le pays à une situation intenable.

Dans ce puzzle d'événements complexes et confus, un point fixe demeure: le peuple haïtien doit résister à ces vau-tours, se battre par tous les moyens de façon à imposer son droit imprescriptible à l'autodétermination et à une nouvelle indépendance.

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : ____ / ____ / ____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Mouvement de protestation dans le Plateau central

Par Jackson Rateau

Le matin du lundi 25 Février dernier, suite à un vaste mouvement de protestation des habitants de la commune de Thomonde, haut Plateau Central, la circulation sur la Route Nationale # 3 a été interrompue au niveau de cette localité par des barricades enflammées et d'autres objets y relatifs. Les citoyens de cette ville étaient rouges de colère à cause du fait que le gouvernement Martelly/Lamothe s'obstine à reconduire comme agent exécutif intérimaire dans la mairie de Thomonde, un personnage très controversé dans la communauté. Il s'agit bien de Jean Sauverne Delva, ancien maire de cette commune avec qui la population a eu beaucoup de précédents tels corruption, malversation dans l'administration communale et crimes sur de nombreux citoyens de la commune dont le correspondant de la Radio Zenith, Wendy Felt, qui avait reçu 3 projectiles de l'agent de sécurité du maire, Jean Robert Vorbes, il y a de cela un an. Les protestataires qui fustigeaient le gouvernement Martelly/Lamothe pour avoir trop persisté à trainer le pays dans la corruption, scandaient à cor et à cri JUSTICE pour le journaliste dont un de ses reins avait été atteint par une balle assassine du criminel Vorbes.

Un militant politique de la commune, répondant au nom de Jean Marie Peralte a ainsi opiné sur le fait : « Effectivement, l'agent de sécurité de Jean Sauverne Delva, Jean Marie Vorbes avait déchargé son revolver sur le correspondant de la Radio Zénith, Wendy Felt depuis cela un an. Un dossier qui fait son cours, mais de manière très piteuse. Des membres de la population de Thomonde, en quête de justice pour le citoyen (Felt) se trouvent dans le marquis... Hier soir, aux environs de 7 heures, sur les ondes d'une station de radio locale, Radio Levé Campé, l'ancien maire Delva a fait savoir qu'il ne s'intéressait pas à une quelconque fonction de maire intérimaire. Puisque le gouvernement a jugé nécessaire de le reconduire dans sa fonction de maire ou agent exécutif intérimaire, c'est justement

parce qu'ils ont mesuré sa capacité. Donc, ce n'est pas à lui, non plus, de décliner une telle fonction. Il est détenteur de sa lettre de nomination. Maintenant, il n'attend que sa prestation de serment.

La population, une fois informée de cette nouvelle, a investi les rues. Les manifestants, très en colère, à l'aide des barricades enflammées, de pancartes et de banderoles, ont interrompu toute circulation de véhicule sur la Nationale # 3... Actuellement, beaucoup de militants de KID sont partis en cavale. L'ancien maire Delva a été au sous commissariat de Thomonde où il s'est fait accompagner par des agents de la PNH, d'UDMO et des militaires de la MINUSTAH pour pourchasser des militants qui faisaient partie du mouvement... ».

« L'Année dernière, il y a eu un événement à Thomonde où l'ancien maire Jean Sauverne Delva et son agent de sécurité, Jean Marie Vorbes, ont tiré sur le journaliste Wendy Felt. Sur les ondes de la Radio Levé Campé, Delva répand la nouvelle, faisant savoir que le gouvernement l'a imploré d'accepter la fonction d'agent exécutif intérimaire de la mairie... Nous n'aurions jamais imaginé que le gouvernement aurait agi de la sorte, en nommant ce criminel, ce malfaiteur. De toute façon, s'il l'a nommé, c'est peut être parce qu'il fait parti du groupes des malfaiteurs centraux. Nous les jeunes de Thomonde, nous savons très bien que nous n'avons aucune espérance avec ce gouvernement de bandits légaux... De toute façon, la population les attend de pieds fermes. On a quand même permis le passage ce matin. Mais, tout de suite après le déblocage de la route, il a donné une interview, où il dit : Que la route soit bloquée ou non, il est nommé maire par intérim de Thomonde. Ce bandit Delva, ce corrompu, non seulement il nous a poursuivis jusqu'à nous faire prendre le marquis. Mais aussi, il nous accuse de tous les maux comme par exemple, des individus qui travaillent à saper le gouvernement Martelly/Lamothe », avait ainsi précisé Kedy Lafalaise, membre de l'Association des Jeunes Travailleurs pour le Développement de Thomonde (AJTDT).

Choléra-Minustah: L'ONU déboute la demande des victimes

Par Yves Pierre-Louis

Evoquant la Convention sur les privilèges et les immunités dont bénéficient les forces d'occupation des Nations Unies en Haïti, le Secrétaire général de l'Organisation mondiale, Ban Ki-Moon a déclaré que la demande à l'indemnité des victimes de Choléra est irrecevable. Selon un communiqué rendu public par le Secrétariat général des Nations Unies ainsi titré : « Ban Ki-Moon annonce que la demande d'indemnisation des victimes du Choléra en Haïti n'est pas recevable et se dit déterminé à éliminer l'épidémie. » Il a téléphoné au président d'Haïti, Michel Martelly pour l'informer de cette décision. Alors que le président Martelly n'a jamais supporté ladite demande formulée par les avocats des victimes devant les instances compétentes de l'ONU. « Aujourd'hui, l'organisation des Nations Unies a informé les représentants des requérants que les demandes ne sont pas recevables en application de l'article 29 de la Convention sur les privilèges et l'immunité des

Nations Unies. », a déclaré le porte-parole des Nations Unies, Martin Nesirky jeudi 21 février 2013, un an 4 mois après l'introduction de la demande.

En Novembre 2011, le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) et l'Institut pour la Justice et de la Démocratie en Haïti (IJDH) avaient produit une demande d'indemnisation auprès des Nations Unies pour cinq mille victimes de l'épidémie de Choléra, introduite en Haïti en Octobre 2010 par les soldats Népalais de la Mission des Nations Unies pour Stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Des experts indépendants de renommée internationale ont prouvé par des études menées sur le terrain que le Choléra qui fait rage en Haïti est d'origine asiatique. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), depuis la découverte du Choléra en Haïti, en Octobre 2010, plus de sept mille sept cents (7.700) Haïtiens ont déjà trouvé la mort et six cent vingt mille (620.000) autres ont été infectés par cette épidémie.

Alors toutes les victimes directes des Nations Unies, une organisation

mondiale qui est devenue un instrument répressif entre les mains des grandes puissances impérialistes pour terroriser les peuples des pays dits pauvres n'ont aucun droit à la justice et à une juste réparation. Pour les responsables des Nations Unies l'immunité est-elle synonyme à l'impunité ? Les articles 6 et 7 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) sont pourtant clairs en la matière : « Article 6 : Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique. Article 7 : Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination. »

L'ex-représentant de l'organisation des Etats Américains (OEA), Ricardo Seteinfus, n'avait-il pas raison de dire en faisant référence aux agissements des forces de l'ONU en Haïti : « On ne résout rien, on empire la situation en Haïti. »

Aucune élection n'est possible avec Martelly !

Par Thomas Peralte

Les élections sénatoriales partielles et des Collectivités territoriales qui devraient être organisées depuis novembre 2011 se trouvent jusqu'ici dans l'impasse. Les membres de l'institution électorale chargée d'organiser ces élections n'ont jamais été convenablement nommés et encore moins installés à leur poste. A la faveur de la constitution amendée, le président Michel Martelly cherche toujours à contrôler cette institution en vue d'organiser des joutes électorales à son avantage pour rafler tous les postes vacants.

Le 24 décembre 2012, un accord a été conclu par des membres du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif avec la médiation des Religion pour la Paix. Deux (2) mois plus tard, l'application des clauses de cet accord l'a rendu quasiment impossible. L'accord a donné naissance à une commission bicamérale qui devait désigner les trois (3) représentants du

Conseil Electoral. Cette Commission composée de 9 députés et de 7 sénateurs n'existait plus depuis l'échec de sa première réunion. Les députés pro-Martelly du bloc des Parlementaires pour la Stabilisation et le Progrès (PSP), surnommés parlementaires sous payroll Palais national, bloquent le processus de désignation des représentants au CEP. D'aucuns soupçonnent la main invisible du président Martelly dans la stratégie des députés pour retarder la mise en place du Conseil Electoral qui devrait se charger de l'organisation des élections. Il est définitivement certain que le président Martelly ne veut pas organiser ces élections, en dépit de la pression de l'internationale, notamment ; les Etats-Unis et le représentant du Secrétaire général de l'ONU.

L'attitude du président Martelly et des parlementaires du PSP qui cessent d'être députés du peuple pour se mettre au service d'un pouvoir anti-peuple a été critiqué par des représentants de la classe politique, de l'église catholique, de la société civile et des organisations

populaires. Le sénateur Jean-Baptiste Bien-Aimé, membre de la commission mort-née accuse les députés de faire le jeu du président Martelly, qui ne manifeste aucune volonté réelle pour organiser les élections dans le pays. « Il s'agit d'une tentative des députés pro-Martelly pour bloquer le processus de la mise sur pied de l'organe électoral. Nous pensons que le travail ne peut pas se faire n'importe comment. Il faut que les règles du jeu soient établies », a-t-il indiqué.

Le président du bloc des parlementaires pour le Renforcement Institutionnel (PRI), Sadrac Dieudonné dénonce les manœuvres dilatoires des députés du PSP qui ne feront que produire de nouvelles crises politiques dans le pays. Le PRI dénonce également, dans une note de presse, ce qu'il appelle un plan machiavélique du pouvoir kaletè de Martelly en vue d'organiser des élections frauduleuses dans la perspective du contrôle du Parlement. « La conclusion est logique et patente, vu l'Assemblée des députés ignore totalement le contenu de cet accord et tout ce qu'il implique d'obligations pour le pouvoir législatif pour la simple raison qu'il n'a jamais été lu ni débattu en séance plénière », écrit-on. Selon cette note, le groupe PRI ne regrette jamais d'avoir dénoncé et combattu les absurdités et les violations des principes.

Pour le sénateur Steven Benoit, la commission n'existe plus, les députés du PSP se laissent manipuler par le pouvoir pour bloquer les activités de la commission moins de 48 heures après son installation. Donc, il lui serait très difficile de reprendre ses travaux, puisque les divergences étant trop évidentes entre la position des députés et celle des sénateurs.

Comme les députés veulent avoir la possibilité de désigner eux seuls les conseillers électoraux et que les sénateurs de leur côté n'entendent pas lâcher prise, il revient aux groupes organisés de la société civile le soin de faire des propositions. Alors, après l'analyse des dossiers, la commission désignera les trois (3) représentants pour soumettre à l'Assemblée nationale, qui aura à se prononcer définitivement sur le choix des dits représentants. Ce que

Suite à la page (15)

MATHON'S TAX PRO
"When Quality Matters"



Marie Thérèse
Tax Professional

Income Tax Preparation

- Rapid Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit • IRS Check
- IRS E-File Provider

You have questions. We have answers.
Nou pale kreyòl.

\$40 off with this ad.

1865 Flatbush Avenue
(between Aves. K & L)
Brooklyn, NY 11210
718.600.7914



Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tel: **4269-2770**
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau,
furnitures scolaires



• Vitamins
• Herbs
• Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 **421-6030**
Local: 718 **421-6030**

www.PotentialVegetal.com

Maison à vendre



A Bon Repos, Haiti
Impasse Josaphat
Sur ¼ carreau cloturé,
mais mur lézardé,
Comprenant :

5 chambres à coucher dont
2 en bas, 3 en haut sans
mosaïques

5 toilettes – 2 chambres
indépendantes pour servit-
eur et servante

arbres fruitiers (cocoyer –
mangues)
Prix \$150.000,00
Pour information sonnez le
305-788-4295

Sommet CARICOM: la Montagne accouche, à nouveau, d'une souris !

Par Jose Clément

« Par un bon matin du 14 mai 2011, la récompense due au talent, à la moralité politique, à la rectitude, à la créativité et aux valeurs de la République est attribuée à la médiocrité. »

Avec une économie exsangue (croissance PIB 2,5%) et un taux de chômage avoisinant les 80% de la population active, sans oublier une instabilité politique croissante depuis plusieurs décennies, Haïti n'est autre qu'une nation en faillite, aux yeux du monde international.

C'est dans ce bref contexte qu'il faut comprendre la tenue de la 24^{ème} réunion de la Conférence inter-sessionnelle des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté de la Caraïbe (CARICOM), les 18 et 19 février 2013, à Port-au-Prince. Une réunion qui, pour certains, n'a pas tenu ses promesses, en raison du fait que les vrais problèmes auxquels fait face Haïti n'ont pas été abordés par les conférenciers, préférant tabler sur l'opportunité qu'offre ce pays de 11 millions d'habitants à travers son adhésion à l'organisation régionale. La Communauté et le Marché Commun des Caraïbes (CARICOM) furent créés par le Traité de Chaguaramas signé le 4 juillet 1973. Haïti y est devenue un membre en juillet 2002. Si l'on considère sa taille, géographiquement et démographiquement, Haïti est une puissance. Elle a le plus grand nombre d'habitants et la plus grande superficie. Que fait Haïti au sein de cette organisation ? Que peut-elle en bénéficier ?

Selon le protocole de Port of Spain adopté en 1992 par les membres de la CARICOM, il est question de promouvoir le "développement d'une société civile forte qui est un élément clé dans la structure de la Communauté, de veiller au bon fonctionnement du système parlementaire et d'une presse libre, de questionner la moralité dans la conduite des affaires de l'Etat et le respect fondamental des droits civil, politique, économique et culturel". Les participants à cette rencontre n'ont pipé mot quant à la rupture du processus démocratique en Haïti depuis l'avènement du président Martelly au timon des affaires de l'Etat. Les élections démocratiques et libres pour renouveler le tiers du Sénat et les Collectivités n'ont pu avoir lieu à l'échéance dictée par la Constitution, en raison de tergiversations de l'Exécutif qui peine à mettre sur pied un Conseil Electoral crédible et impartial devant organiser ces joutes, en plus de la velléité du président d'écourter le mandat de certains législateurs dans la perspective d'organiser des élections anti-démocratiques pour renouveler deux tiers du Sénat au lieu d'un seul tiers, comme prévu. Un élu ne peut en aucune façon réduire le mandat d'un autre élu. La Charte fondamentale de 1987 est formelle là-dessus. Pis encore, le concept de société civile forte dans chacun des pays membres que mentionne ce même protocole est devenu lettre morte. Le constat est clair. La Société civile haïtienne est réduite à une peau de chagrin. La corruption dans les sphères étatiques est en nette progression, selon un rapport de Transparency International. La presse critique est devenue la cible du pouvoir en place. Les médias qui se rangent publiquement du côté de l'Exécutif en place ont droit à des publicités au détriment d'autres qui veulent garder un profil normal. Et la misère bat toujours son plein.

Quid de l'intégration des économies des pays membres de la CARICOM ?

Dans une économie fortement anémiée comme la nôtre, il faudrait prendre des mesures en vue de la revigorer en facilitant des investissements massifs privés et faisant la promotion de petites et moyennes entreprises pour créer des emplois directs. Force est de constater que le pouvoir en place a préféré utiliser les maigres ressources dont dispose encore l'Etat dans des futilités (voyages somptueux, organisation de festivités carnavalesques, projets fictifs), rendant ainsi plus vulnérables les couches nécessiteuses de la population.

Au lieu de s'attaquer aux problèmes fondamentaux du pays, l'exécutif haïtien ne fait que s'enliser dans une crise politique sans fin aux conséquences incalculables. Le problème énergétique n'est jusqu'ici pas résolu. Il en est de même de l'insécurité et le crime organisé. Comment peut-on parler de business dans un pays où l'instabilité politique bat son plein, l'insécurité est galopante, la justice non seulement très partielle, mais aussi contrôlée par une minorité ? Un vœu pieux ! On ne peut raisonnablement espérer des investissements massifs, ce dont le pays a immensément besoin entre autres, avec la présence d'une force d'occupation dans le pays. C'est une preuve majeure que le pays est instable, sinon les forces étrangères se seraient retirées.

Axé entre-autres sur le renforcement de la sécurité dans la région, cette rencontre aura été l'occasion pour les autorités de Port-au-Prince de solliciter l'aide et l'expertise des pays membres pour aider Haïti à éradiquer le fléau de l'insécurité, le phénomène du crime organisé et le narco trafic. L'insécurité a des conséquences très néfastes sur l'économie haïtienne, puisque bon nombre d'investisseurs haïtiens et étrangers ont préféré investir dans d'autres pays de la Caraïbes et de l'Amérique Latine relativement plus stables en matière de sécurité et de politique intérieure. Récemment, le représentant du Secrétaire Général des Nations-Unies à Port-au-Prince, Nigel Fisher, a déclaré qu' "Haïti n'est pas encore ouverte aux affaires", contrairement à la propagande des autorités haïtiennes. Et il a précisé que c'est la conclusion à laquelle les pays dits amis d'Haïti sont arrivés lors de discussions tenues récemment au conseil de sécurité des Nations-Unies. On peut blâmer les partenaires extérieurs pour leur lenteur à déboursier l'assistance promise. Mais le problème est bien plus large. Lorsque les amis d'Haïti et les investisseurs potentiels se demandent si « Haïti est ouverte aux affaires », si Haïti est « open for business », certains répondent oui mais la majorité, après un temps de réflexion, disent : « Pas encore, (Radio Kiskeya). » Mais sur un ton beaucoup plus sévère, Mr. Fisher a évoqué un ensemble de problèmes liés à l'absence d'investissements dans le pays. Il a notamment fait état du processus d'offres, de contrats et d'attributions des marchés qui ne respecte pas toujours les normes. « Peu d'acteurs les considèrent suffisamment justes et transparents pour garantir une compétition saine. Le Président Martelly a identifié ses questions comme des problèmes nécessitant des réformes pour garantir la protection des investissements, tout comme les douanes et les impôts, ainsi que les conditions de création d'entreprises. Mais ces réformes sont toujours en cours, souligne-t-il. »

Les informations, grâce aux technologies de l'information et de la communication, vont très vite. Le monde international et local est au courant en une fraction de seconde de ce qui se passe en Haïti. On ne peut plus mentir aux gens comme avant. L'environnement haïtien est très précaire en matière de business en général, surtout quand de forts soupçons pèsent sur d'éventuelles implications de hautes autorités de l'Etat dans des affaires louches relatives à la drogue, le crime organisé et le blanchiment d'argent sale. Justement, c'est à ce niveau-là que l'Agence spécialisée de la CARICOM, IMPACS (Implementation Agency for Crime and Security) devait intervenir pour enquêter sur le niveau de responsabilités de certains hauts fonctionnaires de l'Etat haïtien dans certains crimes jugés suspects commis dans le pays. Rien n'a été dit ou fait de tout cela. Le Secrétaire d'Etat haïtien a la Sécurité Publique, Reginald Delva a déclaré haut et fort et à maintes reprises que l'homme d'affaire haïtien Clifford Brant, incarcéré depuis plus de quatre mois pour implication présumée dans le kidnapping dirige le plus importants gang de la Caraïbe. En lisant entre les lignes, ce gang en question représente un danger réel pour la région Caraïbe. Un tel gang représente un frein au développement du secteur des affaires d'autant que, son chef pré-

Adieu Dr Daniel Mathurin : 16 novembre 1951-17 février 2013

Par J. Fatal Piard

« Sortir Quisqueya de sa crise identitaire actuelle en vue d'apaiser les tensions sociales entre les insulaires afin de tenter de les unifier autour de leur vraie généalogie et les richesses de leur sous-sol ». « Un peuple qui ne connaît pas son identité est voué à l'hibernation et à la cryogénéisation ».

Ce sont là deux des milliers de réflexions du Dr Daniel Mathurin. Il va sans dire que ces éléments qui constituent les constantes fondamentales de sa vie de chercheur lui ont valu les foudres de l'impérialisme destructeur. Il va sans dire aussi qu'il faut chercher les vraies causes de sa disparition dans son engouement à faire ressortir les vraies valeurs de l'être haïtien.

Ne perdons pas trop de temps pour mettre à nue la stratégie de l'impérialisme prédateur. A travers de puissantes structures d'aliénation appelées églises, il s'adonne à un processus de chosification permanente de nos compatriotes coincés dans une naïveté ingénue. Force est donc de chercher les vraies causes de son assassinat déguisé sous forme « d'accident de la route ». Ce fut le dimanche 17 février dernier que cette triste nouvelle est venue affliger les communautés haïtiennes encore sensibles à leurs fils qui sont restés conséquents. « *Nou te bon. Nou bon. E n ap toujou bon* ». Ces phrases du moins provocantes sont inscrites dans la langue maternelle sur des banderoles attachées à ces fleurs naturelles multicolores qui ornaient la bière où reposait la dépouille de cet Haïtien exceptionnel.

« *Le Docteur Daniel Mathurin ne mettait que trois jours pour guérir à domicile les malades que les autres médecins mettaient plus de deux semaines pour guérir à l'hôpital* ». C'est ce que nous a appris son épouse Madame Ginette Mathurin Pérodin en guise de mots d'adieu à son époux qu'elle a affirmé avoir rencontré depuis l'âge de 12 ans. « *Dòk Mathurin, tu peux partir avec la ferme assurance que nous nous aimerons pour l'éternité* ». Ainsi, la veuve courageuse a conclu son oraison funèbre en l'honneur de son mari parti par anticipation pour l'orient infini. C'est sur ces phrases qu'on l'a transporté vers ce lieu où plus personne ne pourra jamais le revoir, au Parc du Souvenir à Torcelle dans la commune de Tabarre.

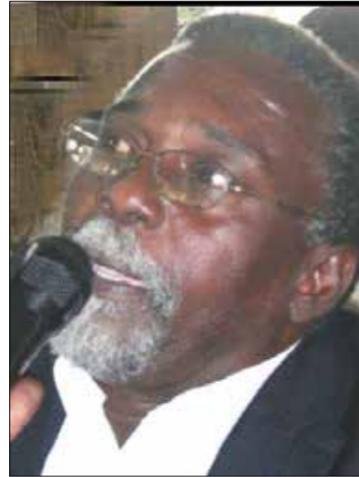
Notes biographiques

Le Dr Mathurin a vu les premières lueurs du jour à Port-au-Prince des œuvres de Ernst Mathurin et de Ida Cassy eux-mêmes originaires de l'Anse-à-Veau, département des Nippes. Ses études classiques bouclées au Canada Haïtien, il fut en 1973 le co-fondateur de l'organisation inter-philo. Son aura, son magnétisme, son charisme et sa fi-

sumé serait impliqué dans l'enlèvement de deux fils d'un autre homme d'affaires de la place.

Encore une fois, la CARICOM a raté le coche. Ce forum n'est autre qu'un show médiatique et aussi un moyen pour le président de la République de gagner des dividendes politiques personnels. Faute de pouvoir résoudre les problèmes social, politique et économique du pays de l'intérieur, M. Martelly cherche une porte de sortie et une justification en s'attendant à voyager constamment sous prétexte qu'il cherche des opportunités pour le pays. En réalité, il ne fait que se leurrer, puisque le peuple haïtien n'est nullement dupe. Les affaires de la République, il en fait son dossier personnel sur fond de culte de personnalité. Il n'hésite pas à faire imprimer une grosse banderole avec l'inscription suivante: "Président Martelly vous souhaite la bienvenue", en référence à la présence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CARICOM présents pour le sommet. Il est omniprésent. A lui seul, il veut incarner le pouvoir politique. C'est le prototype même d'un chef d'Etat d'un régime totalitaire qui veut être vénéré comme

Suite à la page (16)



Dr Daniel Mathurin

La constante passion pour son pays

Dès son plus jeune âge, Daniel notre chercheur national a cultivé une intense curiosité, ne se contentant jamais d'explications partielles. Il s'est toujours adonné à découvrir les racines des phénomènes qu'il observe. Il voulait tout connaître sur son pays, son histoire, ses fonds marins, et osa même questionner sa formation géologique. Au cours de ses voyages, il en a profité pour conduire des enquêtes approfondies et arriver même à dégager des informations peu connues et bien des fois enfouies aux fins fonds de l'imaginaire collectif haïtien. Son exceptionnelle érudition lui a permis d'établir des interconnexions entre les phénomènes historiques, géologiques et culturels.

Son élan de nationalisme confirmé lui a permis de remettre en question le discours colonial sur Haïti qui veut faire croire que c'est un lieu dépourvu de toutes formes de richesses. Autrement dit, il s'est révolté contre cette assertion erronée selon laquelle Haïti serait un pays de seconde zone comme se sont amusés à le dire ces politiciens arriérés soumis à une aliénation constante. Durant toute sa vie, le Dr Mathurin a toujours rêvé d'une Haïti grandiose, régénérée et surtout capable de progresser à la dimension de ses richesses inestimables et de son exceptionnel parcours historique. Il était convaincu que les peuples qui avaient habité cette terre avant l'arrivée des colons prédateurs avaient l'habitude de mettre en pratique des découvertes fondamentales.

Il a eu le temps de prédire que c'est d'Haïti que partiront les réponses essentielles aux nombreuses questions que se pose aujourd'hui l'humanité désorientée par une profonde crise de civilisation. A travers ses conférences, ses débats, ses émissions de radio, ses publications, le Dr Mathurin a toujours montré qu'il porte Haïti dans son cœur. Mais c'est aujourd'hui mardi 26 février que ses nombreux amis, proches parents, lui ont rendu un dernier hommage au parc du souvenir après avoir prononcé des oraisons, des témoignages et des propos d'appréciation.

Selon les premières informations il serait victime d'un accident survenu sur la route menant à Sangtiago en République Dominicaine. Mais fort de ces pressions qu'il disait subir de la part des agents de l'impérialiste, n'aurait-il pas matière à diligenter une enquête sérieuse. Car notre pays vient de perdre un patrimoine vivant. En fait, Dr Daniel Mathurin était de ces intellectuels conscients de leur responsabilité en tant qu'éléments d'une élite ayant une grande mission à remplir. Haïti Liberté souhaite que la terre lui soit légère et du courage à son épouse, sa nombreuse famille ainsi qu'à ses proches que sa disparition a plongés dans l'affliction. Va en paix Dòk Mathurin !

Case des Sept Vierges (Seven Virgins Cabin)

Voulez-vous tout savoir de vous? De vos Dieux? Stérilité? Amours? Travail? Comment parler à vos anges cependant proches de vous? Comment guérir vos maux pas toujours simples ou naturels?

Would you not like to know about yourself? Your Gods? Luck? Money? Love in your life? Sterility? Your angels, talk to them? Your disease not always simples?

Ou ta renmen konnen sekrè lavi w? Pou kisa ou pa gen djòb? Kòb? Pitit? Chans? Kote zanj k ap veye w? Pale avèk li ? Rele li pou maladi ki pa natirèl?

Appelez

Call: Doc AGLEB
Rele: 646-377-4851

Fò l jije, wi, fò l jije !

« les délinquants, sans qu'ils s'en doutent, sont tenus au collet par leur forfait, spectre invisible »

Victor Hugo

Par Fanfan la Tulipe

Je n'avais jamais pensé qu'un jour, je serais en position de parler des «gens de mon âge». Eh bien oui, aujourd'hui, du haut de ma granmounicité, à l'âge septuagénaire, je m'enorgueilliss, presque, de dire : les gens de mon âge peuvent se rappeler ci ou ça. Ainsi, ils se rappellent les journées turbulentes des «Cinq glorieuses» de 46. Ils se rappellent les jours fastes du Bicentenaire, le président Titim qui nous roulait des deux bords, notre splendide et regrettée Lumane Casimir qui chantait isit an Ayiti nou chaje de koutwazi, le Théâtre de verdure où le Jazz des Jeunes et la Troupe Folklorique Nationale brillaient de tous leurs feux et des «rythmes de nos ancêtres, nègres Aradas».

Ils se rappellent les jours non moins fastes du règne de Paul Magloire, alias *Kanson fè*, époque du *toulejou m sou, se wiski m bwè*. Magloire qui commémora glorieusement à vertières le 2 janvier 1954 les cent cinquante ans de la bataille de Vertières du 18 novembre 1803. Ils se rappellent les débuts du *konpa dirèk* de Nemours Jean-Baptiste qui faisait danser ses fans sur l'air de «*avèk Jean Lumarque Aux Calebasses kanpe*», les chansons de Guy Durosier, «*Twa bebe soti Leyogàn o* », «*Gabelus*» avec son pantalon vert qui ressemblait à un *jako repèt*, et j'en passe.

Ils se souviennent certainement de la tumultueuse période électorale de 1957 émaillée d'épisodes aussi divers que les tapageuses interventions radiophoniques des candidats, la pose de bombes attribuée à un agent de Duvalier (le cubain Thémistoclès Fuentes) et la tragique journée du 25 mai 1957 qui pava la route à la présidence du roublard et malin Duvalier. Chacun des quatre candidats Fig nolé, Déjoie, Duvalier et Jumelle bénéficiait d'une ou de

plusieurs chansons qui célébraient leur victoire à venir. Pour sa part, le trio d'Anilus Cadet avait composé une chanson politiquement virulente qui mettait en cause Clément Jumelle, air inspiré d'une hostilité à l'encontre de ce candidat, et attribuée – disait-t-on – au camp de Déjoie.

Les gens de mon âge peuvent se rappeler le refrain : *Fò l jije (bis), men sa se twòp atò. Fò l jije, men sa se twòp atò*. Deux des couplets expliquaient pourquoi il fallait juger le candidat, à mon avis, le moins populaire à l'époque :

*Yo tiye dè zinosan /
ryen ke pou yo vèsè san
Yo bay Brandt yon lasenal /
men di mwen si se legal*

*Se yon bèl pati biya /
Yo tiye doktè Tèya
Yo tiye doktè Loubo /
moun Okay fò n di yon mo*

Et à la fin du refrain, un des membres du trio s'exclamait : *jije Clément Jumelle !* Avait-il été coupable de ces «crimes» ? Je ne l'ai jamais su.

Cet air d'Anilus Cadet m'est donc revenu à la mémoire alors que je suivais de près les gesticulations, agitations et contorsions de Jean-Claude Duvalier et de ses avocats. En effet, ces derniers, alors que fiston Duvalier devait se présenter au tribunal le jeudi 21 février, annonçaient que leur client ne se rendrait pas à la séance de la cour d'appel de Port-au-Prince. Ils contestaient la compétence même de ladite cour et ils ont porté le dossier devant la Cour de cassation, la plus haute juridiction haïtienne, dont Baby Doc était en droit d'attendre le verdict, selon les hommes de loi défendant le dictateur.

Or, ce coup de théâtre s'est produit alors qu'une mobilisation au niveau international semble en cours pour aboutir au jugement de Baby Doc. On sait, en effet, qu'Amnesty International et Human Rights Watch ont mandé leurs observateurs sur place, à Port-au-Prince, respectivement Béatrice Vaugrante et Reed Brody. De son côté, la Commission interaméri-



Jean-Claude Duvalier, le petit macaque auprofil de lézard.

caine des droits de l'homme, en la personne de Nady Pillay, a rappelé mercredi à l'Etat haïtien son devoir de juger les violations des droits de l'homme commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier et de faire en sorte que les juges puissent exercer leur fonction en toute indépendance. Ah oui ! *Fò l jije, men sa se twòp atò*.

Alterpresse écrit que : « Le collectif contre l'impunité a dénoncé les manœuvres des avocats de Duvalier pour empêcher l'instruction de se poursuivre [...] Plusieurs



Gwo Soso et fiston Olivier. Se manman, se pitit, se dwèt long

autres organisations haïtiennes associent le comportement de l'administration du président Michel Martelly à une dictature naissante qui cautionne le silence de la justice autour des peines infligées à de nombreuses familles haïtiennes par la dictature ». Frantz Duval dans un éditorial paru dans le *Nouveliste* « La justice lave plus blanc que l'histoire » est plus qu'explicite : « Cette procédure judiciaire semble être une façon d'effacer lentement le tableau des crimes reprochés à tout un régime de 29 ans ». Non, *fò l jije*.

Jean-Claude Duvalier avait déjà décliné une première invitation de la Cour d'appel. Invité une seconde fois le jeudi 21 à se présenter au tribunal, le *malandrin* a cru montrer ses biceps politico-martellystes en ne s'amenant pas. Les choses ont alors pris une autre tournure non pas pour le petit *bonbonfle* Jean-Claude mais pour le gros *krèbete* Duvalier. La Cour d'Appel de Port-au-Prince a alors ordonné que l'ancien dictateur soit amené par-devant elle le 28 février «dans le cadre du recours exercé par des victimes de la dictature contre un jugement en première instance rejetant la charge de crime contre l'humanité portée contre l'inculpé» (Kiskeya).

Pris d'un gros saisissement et d'une forte *latranblad*, les avocats de Duvalier, mauvais coucheurs en matière de loi et de droits humains, ont eu vite fait de dénoncer l'ordonnance judiciaire, ce qui n'a



Clifford Brandt: visage d'animal traqué, yeux hagards de délinquant submergé par ses méfaits, barbe-moustache de type «vulvaire» typique de l'obsédé du crime

nullement intimidé le juge Lebrun (pas «le Père») qui a maintenu son ordonnance au Commissaire du gouvernement près la Cour d'appel d'amener à la Cour le petit macaque salé sans dents au profil de lézard, lors de l'audience fixée au 28 février. Ah oui ! *Fò l jije, men sa se twòp atò ! Judicandus macacus*. Le macaque doit être jugé, comme on l'a fait au Chili, en Argentine et ailleurs. *Judicandus malandrinus*. Le malandrin doit être jugé.

Ils sont toute une tribu de macaques et guenons aux moeurs corrompues qui doivent être jugés. On peut se rappeler que le 16 août

croc a été «arrêté le 29 août 2007 et emmené à la prison du Comté de Palm Beach où, volontairement, il a déclaré sous serment avoir volé le [s] montant[s] susmentionné[s] aux dates susdites». Il lui avait été accordé «une période probatoire de six (6) ans [qui] devait prendre fin en 2014. Cependant, entre temps il est rentré en Haïti pour prendre part à la campagne électorale» [de Martelly]. Voilà qu'aujourd'hui, le mec, sans vergogne, «occupe aujourd'hui la prestigieuse fonction de conseiller auprès de la première dame Sophia Martelly». L'information ayant défrayé la chronique, le sans-vergognard a été contraint de démissionner par la sans-vergogneuse Gwo Soso de concert avec son mari, l'obscène et grivois ex-musicien. *Fò l jije*, Louis-Jeune le sans-vergognon.

Ce n'est pas tout. «Le RNDDH déplore le fait que vous [Martelly] comptez aujourd'hui encore auprès de vous, plusieurs individus dangereux, recherchés par la Justice en raison de leur implication dans la perpétration de crimes non encore élucidés». Qui se ressemble s'assemble. Autour d'une famille présidentielle dont le paterfamilias volait des camions pour s'acheter de la drogue à Miami s'agglutinent des indésirables qui doivent être jugés pour leur comportement déviant ou criminel. *Fòk yo tout jije*.

Et pour compléter le palmarès des délinquants proches ou au sein du pouvoir, on ne saurait oublier le spécialiste en kidnapping, le déshonorable Clifford Brandt, terroriste à la tête d'un réseau de malfaiteurs et d'assassins protégés par des *bandi legal*. L'Exécutif et le Judiciaire semblent se liguier pour casser les feuilles kidnappantes de ce garçon de «bonne famille» et couvrir ses mœurs corrompus et putrides. Ils font le mort et se livrent à diverses manœuvres de diversion, y compris une visite incongrue et osée de la famille présidentielle au Vatican, pour cacher ce qui pourrait être un gigantesque et boueux scandale impliquant les rejets des familles Brandt et Martelly rejetés par toute une communauté. *Fòk Clifford jije*.

Je vous parie mon testicule droit que dans sa «cellule», sûrement climatisée, Clifford Brandt, ce bourgeois aux habitudes d'enfant gâté de riches, doit être aux petits soins. J'imagine comment il est gâté pour ses repas. Au petit déjeuner : croissant viennois, tasse de chocolat chaud à la française, jus de kiwis français et de banane antillaise. Au déjeuner : Bouillon d'agneau aux nouilles chinoises, magret de canard et sauce à l'orange, tartelette au citron, un décilitre de Bordeaux. Au souper : velouté de poireaux ou de carottes (au goût du «prisonnier»), jus de mangue vanillé. Et bien sûr le menu varie chaque jour. Car on ne va quand même pas mener la vie dure à l'estomac de ce riche fils de famille, délinquant par surcroît, habitué à la fine cuisine des restaurants chics de Pétiyon Ville.

Entre-temps le peuple crève de faim, la famille Martelly nage dans l'opulence, l'indécence et la corruption. Non, Clifford Brandt doit être jugé, *kòmsadwa*. Crève le silence autour du roi de la «kidnap»! *Fò l jije, men sa se twòp atò !*

DR. DAVID DERISSE
Dentiste Haïtien

- Fillings & Cleaning
- Implants
- Bad Breath
- Bleeding Gums

We accept Medicaid & most major insurance plans

Nou pale kreyòl

651 West 180th St.
New York, NY 10033
718-421-1480
212-923-0505

www.dentistdentistaplic.com
Serving NY, NJ, PA & CT Metro Area

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Deklarasyon Frakka pou denonse dife kriminel yo mete nan kan Akra 2 Jivena

FRAKKA denonse dife kriminel bandi ak zam mete nan kan Akra 2 jivena ak deklarasyon manti manm Karikòm yo ki (fèlitate gouvènman an paske yo leve tout moun anba tant) dapre sa premye Minis Loran Lamòt di nan laprès.



Samdi 16 fevriye 2013 la vè minui, bandi ak gwo zam fannfwatouye Anèl Egziyis yon jenn gason ki t ap viv anba tant epi yo mete dife nan kan Akra 2 ki chita nan jivena tou prè otèl karibe. Dimanch 17 fevriye gwo lajounen, bandi yo retounen mete dife pou fin boule rès tant ak tout materyèl viktim yo ki pa t boule nan samdi swa. Dife kriminel sa a boule yon timoun ki gen 5 lane, li boule anvivon 4 mil tant, li boule tout sa 4 mil fanmi te posede kòm byen. Madan Dilya Mari ki gen 5 pitit, ladan yo Kadè Izabela yon ti bebe ki gen sèlman yon mwa, se dejistès li sove tibebe a nan flanm dife braslè woz yo.

Aprè dife kriminel sa a fin boule kan Akra 2 a, plis pase 4 mil fanmi pa gen kote pou yo ale, se nan lari, sou galeri kay moun y ap dòmi, viktim yo di: mèt kay yo ap ba yo pwoblèm, yo lage san anyen nan men yo.

Popilasyon an di, yo te wè yon machin lapasyon ki te fè yon similak parèt nan zòn lan pandan operasyon an, bandi yo tire kèk kout boutèy epi

lapolis disparèt. Konpòtman sa a, se youn nan prèv ki montre se yon operasyon kriminel bandi yo t ap mennen ak konplisite lapolis. Nou sonje jan sa te pase 21 desanm 2011, kote youn ekip bandi akonpaye lapolis sou Plas Jeremi an, te bat moun, kraze tout sa viktim yo te genyen epi fòse yo kite zòn lan. Nan dat 11 janvye 2012, pandan prezidan Michèl Mateli t ap resevwa yon ofisyèl peyi kanada, li deklare: (nou ba yo 4 gòl). Kan plas Jeremi an se te youn ladan yo. Lajistis ta dwe mete aksyon piblik an mouvman kont zak kriminel sa yo bandi ap fè kont moun k ap viv anba tant yo, alòske prezidan peyi a te revandike youn nan zak sa yo ofisyèlman. Poutan, atik 25 deklarasyon inivèsèl dwa moun di akèl: Leta gen responsablite pou pwote lavi tout moun ki viktim anba nenpòt katatwòf natirèl epi li dwe bay moun sa yo tout fòm asistans

ki nesèsè.

N ap raple, aksyon kriminel bandi legal yo fèt youn jou anvan de-woulman rankont Karikòm lan ki te fèt nan otèl Karike lendi 18 ak madi 19 fevriye 2013 la. Jedi 21 fevriye 5 jou apre bandi ak zam fin boule kan Akra 2 a, tout moun te kapab tandè epi wè nan laprès premye Minis Loran Lamòt k ap deklare (delegasyon Karikòm lan felisite gouvènman an paske li leve tout moun anba tant). Alòske, premye Minis lan pa janm di yon m sou 1 timoun ki boule nan dife, sou anvivon 4 mil fanmi ki pèdi tout sa yo te genyen nan dife kriminel la. Youn zak ki sanble tèt koupe ak aksyon makout Divalye yo te konn fè, lè gen delegasyon ofisyèl etranje k ap vizite peyi a, yo te konn ranmase tout pòv nan lari epi touye yo. Lè nou fin tandè deklarasyon premye Minis lan, sa pèmèt nou konprann, bandi yo mete dife nan kan an, yon fason pou manm Karikòm yo pa t wè jan moun ap viv pi mal pase bèt a kèlke mèt kote yo vin banboche nan paradi otèl karibe.

Pou nou menm nan FRAKKA, mete dife nan youn kan ki boule yon timoun, ki boule 4 mil tant ak tout byen anvivon 4 mil fanmi te genyen pou yo viv, se youn pratik fachis, se youn krim kont limanite ki merite denonse epi kondane.

Jis kilè wi mwen di jis kilè

I
Jis kilè Ayiti va wè klè
Menm si doule ak tristès ap dechire
kè m
Mwen oblije di sa mwen wè
Ayiti nan mizè, pou kisa w pa ka
wè klè
Pou kisa w toujou nan fènwè
Pou ki w toujou anba malè.

II
Jis kilè wa sispann rete bèkèkè
Anba malfèkè ki toujou fè bonè yo
lè w nan malè
Jis kilè atoufè ki chita nan gwo palè
Va rekonèt ou se youn manman ki
pa vle wè
Pitit li yo nan mizè.
Jis kilè gwo blofè antoure ak militè

pèpè
A sispann fè maryonèt ak youn pèp
k ap bat dlo pou fè bè nan doule.

III
Jis kilè ya rekonèt li lè pou nou tout
mete tèt
Pou nou ka sèl mèt.
Ayiti gen youn lè k ap rive w ap
frape pye w atè
W ap di ase magouyè, atoufè, blofè,
vòlè
Kidnapè, kadejakè ou bouke
Anba tout fòs fènwè ki pa sispann
souze
Menm ti gout san ki te rete youn
rezèv
Jouk andedan fon kè w.
Mimose Juslin

Sou baz sa a, FRAKKA mande pou:

Komisè gouvènman an mete aksyon piblik an mouvman kont tout kriminel ki boule kan Akra 2 ki chita nan jivena a, arete bandi yo, jije yo, kondade yo epi dedomaje viktim yo;

Gouvènman Mateli Lamòt la ak tout moun k ap reklame tèt viktim 12 janvye yo okipe se byen prive yo, kanpe sou tout fòm ekspilyon fòse;

Tout òganizasyon k ap defann dwa moun, akonpaye viktim kan Akra

2 yo pou yo kapab jwenn jistis ak repasyon;

Tout moun k ap viv anba tant yo leve kanpe pou frennen machin kriminel sa a, epi fòse gouvènman an ban nou bon jan kay pou nou rete jan aktif 22 konstitisyon egzije sa.

Revòlte pou nou defann dwa nou, se youn devwa sitwayen ak sitwayèn.

SANON Reyneld, Sekretè Egzekitif ak Jean Gardy Souverain, Trezorye annapre

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Pregnant? Anxious? Get FREE, no-pressure, confidential counseling, guidance, financial assistance at our licensed agency; if adoption is your plan, choose from loving, pre-approved families. Call Joy: 866-922-3678. www.ForeverFamiliesThroughAdoption.org.

BUSINESS OPPORTUNITY

START NOW! OPEN RED HOT DOLLAR, DOLLAR PLUS, MAIL-BOX, DISCOUNT PARTY, \$10 CLOTHING STORE, TEEN STORE, FITNESS CENTER FROM \$53,900 WORLDWIDE! WWW.DRSS16.COM 1-800-518-3064

DRIVERS

Drivers: CDL-A. TEAM WITH TOTAL .50c/ Mile. For Hazmat Teams. Solo Drivers Also Needed! 1 year experience required. 800-942-2104. Extension: 7308 or 7307. www.TotalMS.com

EXPANDING CO. hiring FT and PT ap-

plicants for three departments. Will train. Advancement opportunity. Great work environment. Bilingual English/Creol a plus. Call for details (973) 748-5251 ext. 304 ask for Nicole.

HEALTH

BUY REAL VIAGRA, Cialis, Levitra, Staxyn, Propecia & more... FDA- Approved, U.S.A. Pharmacies. Next day delivery available. Order online or by phone at viamedic.com, 800-467-0295

HELP WANTED

Driver- Qualify for any portion of \$.03/mile quarterly bonus: \$.01 Safety, \$.01 Production, \$.01 MPG. Two raises in first year. 3 months recent experience. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED

AIRLINES ARE HIRING -Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified -job placement assis-

tance. CALL Aviation Institute of Maintenance 866-296-7093

LEGAL

DIVORCE or annulment in as little as one day. Over 50 years experience. 100% guarantee. From \$995. All information at www.divorcefast.com

LOTS & ACREAGE

LENDER SAYS SELL!! 18 acres-\$29,90 Woods, creeks, loads of leed! Call (888)701-7509 or click www.NewYorkLandandLakes.com

LOTS & ACREAGE

LENDER ORDERED LAND SALE! 8 ACRES-\$19,900. Mix of woods & fields, nice views! Less than 3.5 hrs NY City! Call (888)905-8847 www.NewYorkLandandLakes.com

MISCELLANEOUS

ATTEND COLLEGE ONLINE from home. *Medical, *Business,

*Criminal Justice, *Hospitality, Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV Authorized. Call 888-201-8657. www.CenturaOnline.com

OUT OF STATE REAL ESTATE

Sebastian, Florida. Affordable custom factory constructed homes \$45,900+, Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes, minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals

OUT OF STATE REAL ESTATE

Exeter, NH- 55+ New homes from \$69,900-\$129,000. 2br/2ba Along Scenic Exeter River. 7 miles to ocean, 50 minutes to Boston! 603-772-5377 or email exeteriv-erlanding@comcast.net

SERVICES

Cellini Chair Doctor. Refinishing, Reupholstery, Drapery, Chairs, Tables, Bedrooms, Diningrooms, Custom Upholstered Headboards, Valences, Cornices & more. Over 50 years experience. FREE ESTIMATES call 347-627-5273.

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best

selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

VACATION RESORTS

\$399 Cancun All Inclusive Special Stay 6 Days In A Luxury Beach-Front Resort With Meals And Drinks For \$399! <http://www.cancun5star.com/> 888-481-9660

WANTED

CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

DAISLEY INSTITUTE

2172 Flatbush Ave., Brooklyn, NY
718-377-4070



TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

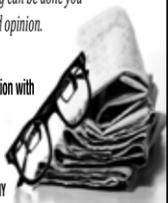
Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.
Call 718-377-4070

Living with VISION LOSS?

If you've been diagnosed with macular degeneration, find out if special microscopic or telescopic glasses can help you see better. Even if you have been told nothing can be done you owe it to yourself to seek a second opinion.

Call today for a free phone consultation with
Dr. Steven Schoenbart
516-794-0704
www.SchoenbartVisionCare.com
901 Stewart Avenue, Suite 202, Garden City, NY



CERTIFIED HOME HEALTH AIDES IMMEDIATE HIRE! WORK AVAILABLE!

Paid Vacation • Direct Deposit • 401K • Paid in Service • Referral Bonus

FREE 13 DAY HOME HEALTH AID TRAINING
NASSAU 2/25/13 to 3/13/13
SUFFOLK 3/4/13 to 3/20/13
Call for an Appointment

UPON HIRE \$SIGN ON BONUS\$
\$125 LIVE-IN/ \$200 W/VE
\$50 Certified HHA UPON HIRE

Nassau 516-681-2300
Suffolk 631-654-0789

Queens 718-429-6565
Bronx 718-741-9835



tranzone auction

Court Ordered | Referee Auction
MIXED-USE COMMERCIAL PROPERTY
2,940-sf Two-Story Building | 1 Fl. Commercial | 2 Fl. Residential | Best-Stay Neighborhood | Prime Fulton Street Visibility | Former Event Venue/Catering Hall
Thursday, February 21 at 2:30pm ET
Brooklyn, NY | 1587 Fulton Street
Auction Location: Kings County Supreme Court, 360 Adams St Room 224, Brooklyn, NY

TRANZONE.COM 908-642-7984

Did your job give you Lung Cancer?

If you suffer from Mesothelioma or Lung Cancer, and were exposed to asbestos on the job - even decades ago - you may be entitled to compensation (even if you were a smoker!)
Contact the law firm of Weitz & Luxenberg today for a free and confidential consultation. We have won billions in verdicts and settlements, and it costs you nothing up front if we accept your case.
Weitz & Luxenberg P.C.
LAW OFFICES
We're with you - every step of the way!
700 BROADWAY | SUITE 1000 | NEW YORK, NY 10003
888-411-LAWS
WWW.LUNG-CANCER-TRUSTS.COM

Palais National: Un fugitif au bureau de la première dame



Karl Jean-Jeune

Par Thomas Péralte

Karl Jean-Jeune, un fugitif de la justice américaine, recherché pour crime financier travaillait au palais national au bureau de la première dame, Sophia Saint-Rémy Martelly. Selon des informations du Palm Beach post, un journal du comté de Palm Beach édité dans l'Etat de la Floride, aux Etats-Unis, ce fugitif a volé une somme de 28,700 dollars à la Washington Mutual Bank – devenue aujourd'hui Chase Bank – où il travaillait comme caissier.

Dans une lettre ouverte, datée du 18 février 2013, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) attire l'attention du président Michel Martelly sur ce nouveau scandale qui élabousse son administration.

Le signataire de cette présente, le directeur exécutif, Pierre Espérance a clairement indiqué : « Selon les informations fournies au RNDDH, Karl JEAN-JEUNE travaillait à titre de caissier à la Washington Mutual Bank, aujourd'hui Chase Bank, une institution financière américaine au détriment de laquelle il a commis les crimes de Grand Theft et de OrganizedScheme to Defraud. En effet, du 4 mai au 3 août 2007, Karl JEAN-JEUNE s'est adonné à des transactions frauduleuses et a volé un total de vingt-huit mille sept cents dollars américains et 00/100 (\$28.700) selon les opérations suivantes :

Le 4 mai 2007, il a volé mille (1000) dollars ;
Le 7 mai 2007, sept cents (700) dollars ;
Le 16 mai 2007, huit mille (8000) dollars ;
Le 31 mai 2007, deux mille (2000) dollars ;
Le 21 juin 2007, quatre mille (4000) dollars ;
Le 5 juillet 2007, quatre mille (4000) dollars ;
Le 19 juillet 2007, cinq mille (5000) dollars ;
Le 3 août 2007, quatre mille (4000) dollars.

Sur la base des statuts 812.014 (2B) et des statuts 817.034 (4A1), de l'Etat de Floride, Karl JEAN-JEUNE a été accusé de vol d'envergure (Grand Theft) et de fraude organisée (OrganizedScheme to Defraud), deux (2) crimes financiers commis au détriment de la Washington Mutual Bank. Il convient de souligner que *Grand theft* ou vol d'envergure est utilisé par la Justice Américaine pour établir la gravité des crimes associés au vol, notamment en raison de l'importance du montant dérobé. De plus, le vol d'envergure et la fraude organisée sont deux (2) infractions qui, au regard de la Législation Américaine, ouvrent la voie aux peines de prison, aux amendes et, dans la plupart des cas, à la restitution de la somme soustraite.

Une copie des transactions informatiques réalisées par Karl JEAN-JEUNE ainsi qu'une copie de la vidéo captée par la caméra de surveillance, montrant Karl JEAN-JEUNE subtilisant de l'argent à la

banque ont été utilisées pour confondre ce dernier. Le 29 août 2007, il a été arrêté et emmené à la prison du Comté de Palm Beach. Il a volontairement déclaré sous serment avoir volé les montants susmentionnés aux dates susdites. Il a aussi affirmé que son véhicule d'alors, son portable ainsi que son détecteur de radar ont été achetés avec le montant qu'il a illégalement subtilisé à la banque, selon la lettre du RNDDH.

Face à la pertinence des faits, Karl JEAN-JEUNE a plaidé coupable et a sollicité la signature d'un accord, demande qui a été agréée par la Cour le 6 février 2008. Selon cette entente, une période probatoire de six (6) ans a été accordée à Karl JEAN-JEUNE. Il a été aussi condamné à payer une amende et à restituer la totalité de la somme dérobée à la Washington Mutual Bank, dont deux mille dollars américains et 00/100 (\$ 2.000) à la signature de l'entente et quatre cents dollars américains et 00/100 (\$ 400) par mois. La probation devait prendre fin en 2014. Cependant, entre temps, il est rentré en Haïti pour prendre part à la campagne électorale ayant débouché sur l'élection de Martelly à la tête de la Magistrature Suprême de l'Etat. Il occupe aujourd'hui la prestigieuse fonction de Conseiller auprès de la Première Dame Sophia MARTELLY. »

Selon Pierre Espérance, le RNDDH a recommandé l'intervention rapide du président Martelly pour que le fugitif Karl Jean-Jeune soit renvoyé immédiatement du poste au bureau de la première dame.

Le vendredi 22 février dernier, le bureau de communication de la présidence a informé le public en général que le Secrétariat général du palais national a reçu et accepté le lundi 18 février 2013, la démission de Karl Jean-Jeune comme employé de ladite institution.

Depuis l'arrivée de l'équipe tétakale, kalètè au palais national, des brigands de toutes sortes, des kidnappeurs, des violeurs, des criminels et autres se retranchent derrière la protection de la présidence pour commettre des crimes odieux. Rappelons le cas d'un conseiller du président Martelly, Mercedieu Calixte Valentin accusé d'assassinat le 18 avril 2012 sur l'homme d'affaire Octanol Dérissaint à la frontière haïtiano-dominicaine. Moins d'un an après, il a été blanchi par le juge d'instruction, Fermo-Jude Paul, nommé à dessein par le ministre de la justice, Jean Renel Sanon. Le chef de sécurité du palais national, Marc-Arthur Phébé, travaillant également dans le gang de kidnappeurs de Clifford Brandt, est actuellement sous les verrous. L'ex-secrétaire général du palais national et actuel président du CEP contesté, Josué Pierre-Louis accusé de viol sur sa subalterne à ladite institution, Marie Danielle Bernadin. Harold Bruno accusé d'avoir détourné plusieurs millions de gourdes au ministère des Affaires Etrangères en 2006 aurait été à la tête de la caisse d'Assistance Sociale (CAS), si ce n'était la vigilance de certaines personnes. Il y a également un certain Roro Nelson, un proche du président Martelly, dont personne ne sait à quel titre il agit.

Est-ce comme chef de bandit légal ou comme chef du gang armé dénommé « Le Police » qui agit pour le compte du président Martelly. Des informations ont rapporté que le nommé Roro Nelson ne respecte personne. Il a agressé un policier en service à Pétionville la semaine dernière, il a agressé le député Patrick Joseph. Il se comporte comme un véritable bourreau auprès du président. Personne ne sait combien de Karl Jean-Jeune, de Mercedieu Calixte Valentin, Josué Pierre-Louis, d'Harold Bruno se trouvent toujours au palais national, dans l'appareil judiciaire haïtien et d'autres services de l'administration publique haïtienne.

La Cour d'Appel ordonne l'arrestation de l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier

Par Isabelle L. Papillon

L'ex-dictateur Jean Claude Duvalier qui a brillé par son absence après deux invitations de comparution personnelle au tribunal, devra être amené de gré ou de force par devant la Cour d'Appel le jeudi 28 février 2013. Telle a été la décision de la Cour après avoir rejeté la demande des avocats de l'extran d'Haïti. « Le pourvoi exercé par Jean-Claude Duvalier n'étant pas suspensif, en conséquence la Cour ordonne la poursuite de l'audience. La comparution de l'inculpé, Jean-Claude Duvalier s'avère impératif, il convient donc que l'inculpé soit amené pour être entendu conformément à l'article 77 du code d'instruction criminelle (CIC) », a déclaré le président de la Cour, Jean Claude Lebrun, après environ 3 heures de débats contradictoires entre le conseil d'avocats de la partie appelante, composé des maîtres : Jean Joseph Exumé, Mario Joseph, Rousse Célestin, Jean Dabia Lunès, Dieuseul Fleury Jean, Jaccéus Joseph, Patrice Florvilus et l'intimé, composé des maîtres Reynold Georges, Alix Jeanty et Fritzto Canton, en présence des victimes. Tandis que la Cour est composée de juges : Jean Claude Lebrun, président, assisté de Jocelyne Casimir et Durin Duret. La décision de la Cour doit être exécutée.

L'ex-despote, Jean-Claude Duvalier est inculpé par le cabinet d'instruction pour crimes financiers incluant détournement de fonds, vols de biens publics, de corruption et d'escroquerie. Des centaines de millions de dollars US disponibles pour la construction d'établissements scolaires, de centres hospitaliers, d'infrastructures routières, lancement de la production nationale ont été détournés par le dictateur, sa famille et ses proches. Actuellement, il est poursuivi pour crimes contre l'humanité, tels : torture, exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, viols entre autres.

De l'avis de plus d'un, en matière du droit international, il n'y a pas de prescription pour ces crimes qui sont des violations graves des droits de l'homme. : « De telles violations systématiques et généralisées des droits de l'homme ne peuvent être ignorées. Tous les Haïtiens qui ont souffert de tels abus ont le droit d'obtenir justice.



L'ex-despote, Jean-Claude Duvalier est inculpé par le cabinet d'instruction pour crimes financiers incluant détournement de fonds, vols de biens publics, de corruption et d'escroquerie.

J'encourage les autorités judiciaires à assumer leurs responsabilités et à garantir aux victimes la justice qui leur est due depuis longtemps », a déclaré la responsable du Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies Navi Pillay.

La commission Interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) rappelle les autorités haïtiennes que c'est un devoir de juger les auteurs des crimes odieux commis sous la dictature de Jean-Claude Duvalier. « Haïti en sa qualité d'Etat faisant partie de la Convention américaine relative aux droits de l'homme a l'obligation internationale de mener des enquêtes, et le cas échéant, de sanctionner les auteurs des violations graves des droits humains perpétrées durant le régime de Jean-Claude Duvalier », a-t-elle indiqué dans un communiqué. Elle appelle le gouvernement haïtien à adopter toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que les autorités judiciaires puissent exercer librement leur fonction avec indépendance et impartialité.

D'autres représentants des organisations internationales de défense des droits humains qui ont assisté aux débats tels : Béatrice Vaugrante d'Amnesty International, Reed Brody de HumanRights Watch ont salué la décision des juges. Ils estiment qu'à l'instar des systèmes judiciaires des pays tels que : l'Argentine, le Chili, le Cambodge, celui d'Haïti doit pourvoir la capacité de juger en toute indépendance des auteurs de crimes contre

l'humanité. « C'est une victoire pour les groupes de victimes », a fait savoir la représentante d'Amnesty International.

Le lendemain de l'audience, le vendredi 22 février, les victimes du dictateur Jean-Claude Duvalier soutenues par les responsables des organisations nationales de défense des droits humains ont exigé, dans une conférence de presse, que l'inculpé, Jean-Claude Duvalier soit amené par le Ministère public auprès de la Cour. Par contre, le ministère public qui est le défenseur de la société présente toujours des arguments en faveur des auteurs de ces crimes.

Vingt-quatre heures après l'ordonnance de la Cour d'Appel, demandant au Ministère Public d'amener l'inculpé Jean-Claude Duvalier au tribunal pour y être entendu, des organisations de défense des droits humains appellent la justice à respecter cette décision. Les organisations Human Rights Watch, Amnesty international, le Réseau national de défense des droits humains, le Collectif contre l'impunité et KOSIJID appellent, ce vendredi au cours d'une conférence de presse conjointe, le Ministère Public à exécuter le mandat d'amener, ordonné par la Cour, contre l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier. « Il faut que le mandat d'amener soit appliqué. Jean-Claude Duvalier doit être présenté le jeudi 28 février prochain au tribunal et la justice doit prendre toutes les mesures nécessaires pour l'empêcher de quitter le pays »,

Suite à la page (15)

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law
**Real Estate
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

**(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL**

**Vote Councilman
JEAN RODRIGUE
MARCELLUS**

for
**MAYOR
CITY OF NORTH MIAMI**

www.jeanmarcellus.org
victory@jeanmarcellus.org

(786) 290-6619

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère
**Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201**

Néolibéralisme, absolue contradiction de la démocratie !

Par Hervé Jean Michel

Le capitalisme, a quelque moment donné de l'histoire, échafaude tout un système de justification pour se légitimer et faire croire aux hommes qu'il est un système éternel de gestion des sociétés et, en tant que tel, est fondamentalement compatible avec l'ordre naturel des choses.

Quand ce sont les « grands hommes », ceux qui disent avoir toujours les mains blanches, détenant la puissance militaire, économique, politique et idéologique du monde, faisant la guerre, asservissant, tuant les peuples, aliénant leurs territoires et pillant leurs ressources, alors tout est toujours justifié et même nécessaire pour établir le bon droit. Le capitalisme se croit donc être dépositaire de la mission salvatrice de guider tous les hommes vers la pensée unique, la connaissance et l'acceptation de cette pensée unique comme l'unique crédo, l'unique voie de salut pour les colonisateurs et colonisés, pour les néo-colonisateurs et les néo-colonisés. Si tous acceptent et adhèrent à ces formules magiques, alors c'est le règne de la démocratie, le règne du bonheur pour tous, le règne de la raison.

C'est cette pensée que l'Occident a répandue à travers le monde. C'est par cette univocité qu'il jure tous ses grands dieux de maintenir l'ordre du feu et du sang, tant que la vie existe sur la terre des hommes. Cet ordre, évidemment, c'est un « Etat de droit ». C'est pourquoi l'ensemble des actes posés par ces seigneurs porte le sceau de la démocratie, de la liberté, de la justice et du bonheur, occidentalement parlant.

Comment donc définir la démocratie dans cette vision occidentaliste, du moins dans l'occidentalisation de la démocratie ?

L'histoire a présenté l'Occident chrétien, dans son traitement de la démocratie, depuis les grandes découvertes, qui poussaient les croisades vers la route des épices, des métaux précieux et des conquêtes coloniales. C'était le temps où cet Occident recevait en héritage l'épée de l'Eternel, qui l'habilitait à imposer un ordre de pouvoir et de justice de droit divin. Ayant été oint par l'histoire, l'Occident esclavagiste, néo-esclavagiste, colonisateur, néo-colonisateur, impérialiste, mondialiste,

croit devoir tout faire pour imposer sa discipline jusqu'aux confins même de la terre. Personnes n'a le droit de demander des comptes. On ne demande pas des comptes au détenteur de l'épée de l'Eternel, car cette épée ne fait qu'exécuter la justice du Tout-Puissant.

Voilà donc, clairement exprimé, ce que l'Occident chrétien, civilisé, démocratique, appelle démocratie !

Voyons effectivement ce qu'est le capitalisme, comment il a modelé la vie des peuples au cours des siècles d'existence ! Sur les ruines du féodalisme, système qui privilégiait des minorités d'exploiteurs, d'opportunistes, de jouisseurs, au détriment d'une majorité d'exploités, de semi-esclaves, de serfs condamnés à vivre toute leur existence sous la domination économique, politique, idéologique et culturelle de seigneurs féodaux, est né le capitalisme, qui a proclamé les droits universels de l'homme, tout en les niant par la même occasion.

A la différence du féodalisme, le capitalisme est dépositaire de sciences, de techniques, de révolutions dans la production des biens matériels nécessaires à la vie ; néanmoins, le drame est que ces qualités sont consubstantielles à l'exploitation de l'homme par l'homme, plus précisément à la domination d'une classe sociale détentrice des moyens matériels de production sur une classe ne possédant que sa force de travail pour subsister. L'acte de production des biens et services dans la société capitaliste se résume à l'unité contradictoire de forces qui agissent, non en fonction d'une intégration, mais en fonction de la sauvegarde des intérêts de classe, de groupe ; en quoi les motivations essentielles dans la société capitaliste sont fondamentalement individualisées. C'est l'initiative privée qui en fait décide de l'évolution de cette société, et non l'unité substantielle de toutes les forces qui agissent en vue d'une humanisation progressive et permanente des hommes, des cultures et des civilisations. En psychanalysant le système capitaliste, l'évidence éloigne de tout a priori, qu'il n'est nullement le système porteur de progrès, de vie, de paix pour tous les humains et pour toute l'humanité.

Les chantres du système, les profiteurs, les obnubilés le déclarent éternel. Comme si le capitalisme serait l'aboutissement de l'histoire de la

Droit à la nationalité des Dominicains-nes d'origine haïtienne: la solution politique

Dans le cadre d'une semaine d'activités incluant un symposium réalisé autour du Droit à la Nationalité et l'Etat de Droit en République Dominicaine, plusieurs interventions ont conclu que loin d'être d'ordre légal, la solution à la dénationalisation des Dominicains d'ascendance haïtienne est politique.

Nombre de ces personnes dont les pères ont été pour la plupart amenés au XXe siècle sur le sol dominicain à la faveur de contrats officiels d'embauche entre les deux Etats voisins pour la coupe de la canne, se retrouvent aujourd'hui sans personnalité juridique. Pourtant, la Constitution dominicaine jusqu'en 2009, soit avant l'amendement, reconnaissait le droit du sol, en l'occurrence le droit à la nationalité des personnes nées sur le territoire.

L'Etat dominicain s'est longtemps refusé à appliquer pleinement cette disposition constitutionnelle jetant ainsi dans l'apatridie ses propres citoyens et citoyennes. En outre, les descendants d'Haïtiens qui ont pu obtenir leur documentation après maintes difficultés, sont confrontés à l'heure actuelle, à une dénationalisation systématique.

Des étudiants dominicains d'origine haïtienne, détenteurs de leurs papiers d'identité depuis leur enfance, se voient ainsi obligés d'abandonner leurs rêves d'entrer à l'université, de poursuivre une carrière professionnelle ou de postuler pour un emploi ; car, devenus des êtres sans identité.

Quant aux pères et mères de famille, ils-elles ne peuvent pas enregistrer leurs enfants qui à leur tour deviennent des sans-papiers.



Des panélistes et représentants-es des organisations locales et internationales. Photo: Josué Michel

C'est à la réflexion autour de ce problème aigu associé à des violations flagrantes de droits humains notamment le droit à l'identification qu'ont invité diverses organisations locales et internationales à Santo Domingo du 5 au 8 février 2013. Promouvoir le dialogue entre les autorités des pouvoirs publics et les organisations de la société civile, tel était l'un des objectifs principaux du Comité organisateur.

Des échanges ont eu lieu avec les membres du Parlement et de la Junte Centrale Electorale (JCE), organisme préposé à la livraison de documents d'identité.

Le juge José Angel Aquino, représentant de la Junte a confié en la circonstance que «des efforts sont déployés pour améliorer la situation des personnes affectées par la dénationalisation mais la politique pèse plus lourd dans la balance».

L'une des panélistes du symposium, Jenny Morón, avocate et porte-

parole du Mouvement des Femmes Dominicaino-Haïtiennes (MUDHA), fondé par feu Sonia Pierre affirme que «seul un compromis politique pourra résoudre ce problème qui ne date pas d'aujourd'hui». Ces réflexions dans la capitale dominicaine, ont été assorties de visites de terrain dans les bateyes où des victimes de la dénationalisation ont témoigné des nombreuses difficultés rencontrées au quotidien.

Cette semaine d'activités autour du Droit à la Nationalité et l'Etat de droit en République Dominicaine a été coordonnée, entre autres, par l'Observatoire sur les Migrants de la Caraïbe (OBMICA) représentée par la chercheuse Bridget Wooding.

Une délégation du GARR conduite par le vice-coordonnateur de l'institution, Jean-Baptiste Azolin, a pris part à ces réflexions.

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés)

pensée et de la production humaines, bref l'indépassable civilisation de notre temps, la fin de l'Histoire. Pour eux, l'histoire humaine a atteint son apogée, la pendule du temps s'arrête avec l'éternité du capitalisme. Une telle vision (elle existe concrètement cette vision) absolument absurde et irrationnelle, ne peut que reproduire le spectacle macabre d'un système socioéconomique, qui pour fonder sa vérité, la grave dans le temps, dans la durée, tue, pille, écrase, détruit, appauvrit, sème la guerre avec ses cortèges de violence, comme la nuée secrète l'orage.

C'est le règne de la déraison, semblable à celui qui a poussé les capitalistes à s'engager dans deux génocidaires guerres mondiales, avec aujourd'hui les grandes illustrations des armées impérialistes modernes, pétrées de technostructures, dans des aventures belliqueuses de conquêtes à travers le monde. Plus de deux décennies après la fameuse victoire de l'Occident, victoire ayant consacré le démantèlement du bloc de l'Est et de l'Union Soviétique, les capitalistes poursuivent leur marche triomphale à la conquête de chaque pouce de terre, de chaque portion de pays, de chaque recoin de planète, de chaque mille océanique, sans pouvoir s'arrêter, sans pouvoir être rassasié. Aucune frontière ne les arrête, le monde meurtri est agenouillé à leurs pieds. Aucun pardon, aucune rémission. Des pays déstabilisés, des régions déguenillées, des chefs d'Etats arrêtés, emprisonnés, bannis, exilés, tués, pendus. L'épée de l'Eternel continue à pourfendre, à massacrer, à faire couler le sang de ceux qui refusent le néolibéralisme capitaliste, comme étant le crédo de toutes les sociétés, de toutes les idéologies, de toutes les cultures et de toutes les civilisations.

C'est ce néolibéralisme qui, après

la grande aventure ethnocidaire et génocidaire du colonialisme, a pris la relève pour punir les peuples du Tiers-monde, surtout ceux d'Haïti, pour avoir brisé les chaînes qui les asservissaient. Les colonisateurs affirment aux colonisés que la seule voie royale de sortie de la domination, de la paupérisation et de la mort, c'est l'adoption de la formule socio-politique et idéologique de la soumission totale aux maîtres. Or, les colonisés, ceux qui ont brisé les structures d'aliénation tissées au cours du processus de colonisation, savent pertinemment que l'histoire, telle qu'elle se déroule dans les actuelles relations géopolitiques mondiales, oppose maîtres et esclaves. Il n'a jamais été question de relations fraternelles entre les hommes habitant un même espace, une même planète, partageant et supportant le même système capitaliste.

Il s'en suit donc que le conscientisé, celui qui ne peut se départir de sa dignité d'homme et de femme, s'inscrit en porte-à-faux par rapport au projet mythomane de l'Occident, pour rechercher ses propres perspectives inscrites dans les droits inaliénables à la diversité, à la différence et à la coexistence pacifique. L'histoire, dans sa perspective, ne peut pas continuer à être l'histoire des maîtres et des esclaves, mais celle de peuples qui s'affirment dans leur autodétermination, dans la non-ingérence des étrangers dans leur cheminement. Il ne saurait en être autrement, car la culture de la pensée unique conduit, irrémédiablement, à la soumission totale, à l'intolérance, à l'infériorisation, au refus des idées contraires, bref à l'aliénation totale de l'histoire, de ses valeurs et de ses aspirations. Seuls les esclaves acceptent cet état de fait, bien sûr, de manière provisoire, mais quand vient le moment de la rupture, ils se déchangent, montent à l'assaut de

la servitude pour se libérer par le biais de leur propre humanité.

Au nom de la démocratie néolibéralisante, tout le monde l'a vu. L'Occident, avec à sa tête, les va-t-en-guerre étasuniens, anglais, français, canadiens et j'en passe, déclare la guerre à tous les peuples qui disent non à l'oppression, pour sauvegarder leur vie, leur culture, leur dignité et dégager des modèles spécifiques de développement socio-économique. Au nom de cette démocratie néolibéralisante, les peuples sont écrasés, leur pays occupé, leurs droits violés, méconnus et bannis.

Pourquoi vouloir mondialiser le monde sous le signe du néolibéralisme, alors qu'il eut été meilleur de le faire dans cette diversité historico-culturelle, qui serait la somme et la totalité de l'apport de tous et de chacun.

La réponse serait qu'il faut toujours que les grands seigneurs du monde, nient les petits dans toutes les perspectives qui engagent, brassent leur existence et les déterminent dans leur spécificité.

Pourquoi, encore une fois, l'Occident, cet Occident insatiable continue-t-il à dicter aux peuples le choix de leur quotidienneté dans un monde, déjà pillé, mis à mal par le capitalisme ?

Situant les peuples dans la non-pensée, la non-expression, la non-liberté, évidemment la non-action, les impérialistes proclament qu'ils sont les seuls maîtres, ayant déjà à leur actif des capacités capables d'imposer le respect « qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent », voilà la formule très chère qu'il convient de sauvegarder envers et contre tous.

Le néolibéralisme est condamné à la violence, parce que l'idéologie qui le sous-tend est raciste, individualiste, négationniste et inhumaine.

Suite à la page (15)

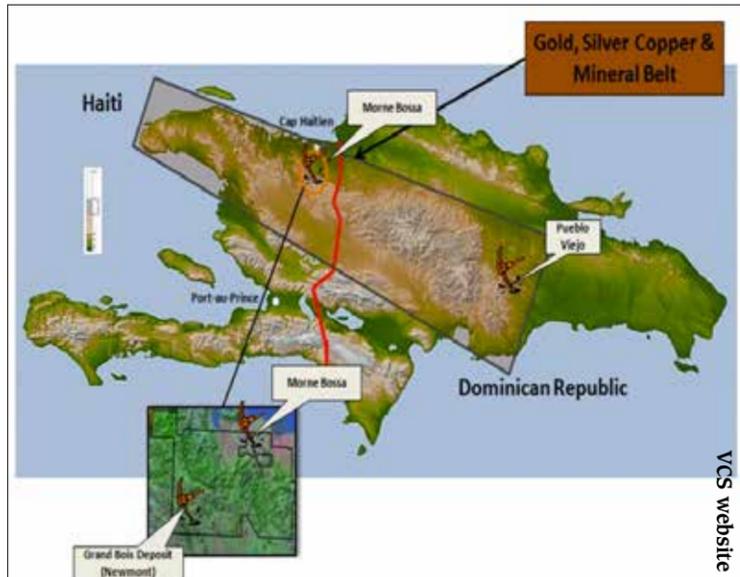
GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Haitian Senate Calls for Halt to Mining Activities



Map showing location of Morne Bossa in mineral belt running across Hispaniola

By Haiti Grassroots Watch and Inter Press Service

Outraged that they have not been consulted, this week Haitian senators called for a moratorium on all activities connected with recently granted gold and copper mining permits.

In a resolution approved by 15 of 16 senators present, the lawmakers also demanded the establishment of a commission to review all of the current mining contracts and “a national debate on the country’s mineral resources.”

The resolution – voted Feb. 20 in reaction to three new gold and copper mining permits issued late last year by the government – decried “the genocide that accompanied the pillage of our mineral resources in the 15th century,” “the waste of resources... since the Jan. 12, 2010 earthquake,” the foreign mining experiences of the 20th century which caused “trauma,” and “the incapacity of our country to calmly undertake negotiations related to its mineral resources in a context of political disequilibrium.”

News of the permits first caused an uproar in January. Journalists, experts, and politicians speculated on what Haiti had lost or would gain, and accused the state mining agency (the Bureau des Mines et d’Energie – BME) of granting “illegal” contracts.

Parliamentary protest

The senators say that the three new permits violate the Haitian Constitution because they are based on 1997 conventions that were never approved by the parliament.

The Constitution says that the parliament must “approve or reject international treaties and conventions” (Art. 98-3). According to attorney Mario Joseph, director of the Office of International Lawyers, “The conventions are illegal, because the parliament did not ratify them.”

At a special hearing on Jan. 22, senators accused BME director Ludner Remarais of subverting the law.

“In 20 years the parliament has never ratified any mining conventions,” Senator Steven Benoit (West) thundered, while Senator Andris Riché (Grande Anse) shouted: “We must not accept wacky contracts that seek to bury the people.”

“I am sorry the Senate was never contacted,” Remarais responded, tears in his eyes.

However, the conventions are not “international” because they concern the government and companies that – at least on paper – are Haitian. The BME’s former director, Dieuseul Anglade, maintains that the conventions are not “illegal” because the government decided to

sign and publish them as decrees, i.e. without ratification.

“Decrees have the same authority as laws,” Anglade told IPS in a telephone interview on Feb. 6, 2013. “If someone wants to be a demagogue or make political hay, he can call the conventions ‘illegal,’ but they are legal.”



A Haitian farmer stands next to a marker indicating where VCS made a test drill in Morne Bossa.

New permits not really “new”

The three “new” permits – for mining deposits in Morne Bossa, Douvray, and “Faille B” in Haiti’s North and Northeast departments – are not new. They are the conversion of permits for “exploration” into permits for “exploitation.”

They were originally granted in 1997 by the René Préval government via two mining conventions with two Haitian companies – St. Genevieve S.A. and Société Minière Citadelle S.A. Because they were sold or they changed their names, today the conventions are held by two small firms, also ostensibly Haitian: Société Minière Delta and Société Minière du Nord-Est SA (DOMINE S.A.).

But in both cases, the power rests overseas, in the hands of foreign companies and shareholders.

The Société Minière Delta is the property of VCS Mining, a small U.S. private company registered in the state of Delaware, infamous for its laws which permit firms to hide their profits, keep their operations secret, and pay minimal taxes.

DOMINE S.A. is a subsidiary of the Canadian mining company Majescor, which says it specializes in “emerging” regions. Last month, Majescor offered for sale over \$2 million worth of shares for “the DOMINE project.” Majescor says it controls DOMINE because it controls a company called SIMACT Alliance Copper-Gold Inc., which in turn controls the majority of DOMINE shares. The three mining permits are the

most advanced of the dozens of permits for one-third of Haiti’s north (about 2,500 square kilometers) handed out in recent years and will convert into concessions once the companies start mining.

VCS Mining, the company working in Morne Bossa, maintains that it has followed Haitian law from the beginning. Last year, VCS submitted the required “feasibility study” for the site, which maps out the steps they will take in order to prepare for mining, and it was finally accepted by the BME in November, a representative told IPS in a telephone interview.

The spokesman – who asked not to be identified by name because his company has decided to keep a low profile until the resolution of the BME-Senate conflict – insisted, “We have done the work as required by law. The permits are legal.”

The VCS representative also said that his company has invested over \$4 million in the Morne Bossa site so far, and that since gold was first discovered by UN geologists in the late 1970s, “over 38 million [dollars] has been spent.”

Now what?

Seeking verification and clarification, IPS requested an interview with BME director Ludner Remarais. The interview was

Morne Bossa Neighbors Nervous



A view of the Morne Bossa plain.

By Haiti Grassroots Watch and Inter Press Service

The population of Cardouche, a small village about 12 kilometers south of Cap-Haïtien in Haiti’s North department, is nervous about three new mining exploitation permits granted last December in an opaque and secretive process.

Located near the Morne Bossa deposit, the Cadouche economy is based mostly on agriculture. Families work day and night to take care of their needs. And they ask themselves if they are invisible to the authorities in Haiti’s capital.

Recently, over a hundred people living in Cardouche met to learn more about the mining industry. One after another, they asked questions and ex-

pressed their frustrations.

“Until today, not one single member of the government or of the company has consulted the population to hear our complaints or ask for our agreement to the mining of the Morne Bossa deposits,” said Mezadiou Toussaint, a teacher and farmer in his fifties. “If the mine benefits the population, that would be wonderful. But we are worried that it will poison our environment.”

Steno Chute, a member of the Democratic Movement for the Development of Quartier-Morin (Fédération du mouvement démocratique pour le développement de Quartier-Morin - FEMODEQ) who grows corn, beans and sorghum, said he is afraid of mining.

“Mining can have disastrous consequences,” he told the crowd. “We are really anxious and nervous. The water and environment will be polluted.”

about the very low royalties in the two mining conventions. Both award the Haitian state only 2.5% of the value of the minerals extracted – a number that is “really low,” according to mining royalties expert Claire Kumar.

“Anything under 5% is just really ludicrous for a country like Haiti,” Kumar told IPS in 2012. “You shouldn’t even consider it. For a country with a weak state, the royalty is the safest place to get your money.”

According to Haitian mining law, the financial agreements in a convention can be “revised,” but so far, no government official has mentioned the possibility.

The other major concerns are lack of transparency, and the lack of participation from and benefits to local communities. (See “Morne Bossa Neighbors Nervous”)

The Feb. 20 Senate resolution cannot legally block mining activities,

but it will undoubtedly cause the BME and the government to pause, according to Eddy Laguerre, a lawyer and also a member of the editorial staff at the Haitian weekly *Le Matin*.

“When the Senate votes a resolution, the executive needs to be careful,” Laguerre told IPS in a telephone interview. “If the resolution is not respected, the Senate can find ways to punish the executive, and can even punish it politically by calling for a change in government.”

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

EMMANUEL FUNERAL HOME

“An Oasis of Peace”



14300 West Dixie Highway, Miami, FL

110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud

561.502.8244 • 561.588.0302

954.942.0056

Pasteur Enoch Milien

305.949.0603 or 6118

786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

FIDEL CASTRO RENCONTRE LA

Une interview accordée par le commandant en chef Fidel Castro à la presse nationale après avoir exercé son droit de vote, le 3 février 2013, « Année 55 de la Révolution ». Après avoir salué l'assistance, le commandant en chef engage une conversation avec les électeurs et les membres de la table électorale, avant d'exercer son droit de vote.

Journaliste Ana T. Badia. - Quel plaisir de vous voir, commandant ! Nous vous le disons de tout notre cœur.

Fidel Castro. - Moi aussi, je suis ému et très content de m'entretenir avec vous.

Journaliste Ana T. Badia. - Nous voici, comme toujours, commandant, et nous vous souhaitons une bonne santé.

Fidel. - Vous êtes journalistes ?

Ivia Pérez Reyes. - Oui, ils sont tous journalistes, de Granma, de Trabajadores...

Fidel. - De la presse cubaine ?

Ivia Pérez Reyes. - Tous des Cubains.

Journaliste Fabiola Lopez. - Et de la chaîne TeleSur.

Ivia Pérez Reyes. - Ah, c'est vrai, Fabiola est là aussi.

Fidel. - Qu'est-ce que c'est que ce bruit ?

Écolier. - Ce sont les flashes des appareils photo.

Fidel. - Oui, je sais, mais on aurait cru des mitraillettes.

Journaliste Ana T. Badia. - On ne va pas vous demander pour qui vous avez voté, parce que c'est secret...

Fidel. - Je suis très satisfait de la liste des candidats.

Journaliste Ana T. Badia. - Commandant : avez-vous suivi le déroulement des élections dans tout le pays pendant la journée ? Qu'en pensez-vous ?

Fidel. - Oui, je suis les informations. Il paraît qu'on a aménagé une autre entrée. Il me semble qu'il y avait un escalier par ici.

Journaliste Ana T. Badia. - Il y a eu des modifications et on a placé l'entrée de ce côté.

Fidel. - C'est une bonne idée.

Journaliste Gladys Rubio. - Bien sûr, c'est plus pratique et il n'y a plus de marches à monter. Avez-vous des nouvelles d'Hugo Chavez ?

Fidel. - De Chavez ? Bien sûr, tous les jours. Il se remet, selon le dernier bulletin que j'ai reçu aujourd'hui, dimanche 3, vers midi.

Journaliste Gladys Rubio. - Son état de santé s'améliore.

Fidel. - Oui, même s'il a vécu des jours difficiles et durs. Nos médecins s'occupent de lui. C'est tout ce que je puis vous dire, car c'est une information qui relève du Gouvernement bolivarien et de sa famille.

Journaliste Ana T. Badia. - Et ces votes ont été un peu... car il a plu. Mais ensuite les gens sont sortis, et il y a pas mal de monde... Le vote a bien avancé.

Fidel. - À propos, un médecin m'a dit qu'il était passé à son bureau de vote et qu'il ne manquait que quatre personnes pour que le scrutin soit terminé. Combien de gens ont déjà voté ici ?

Journaliste Ana T. Badia. - Un peu plus de trois cents, pour un taux de participation de près de 90% jusqu'à présent.

Fidel. - Et les autres n'ont pas voté ?

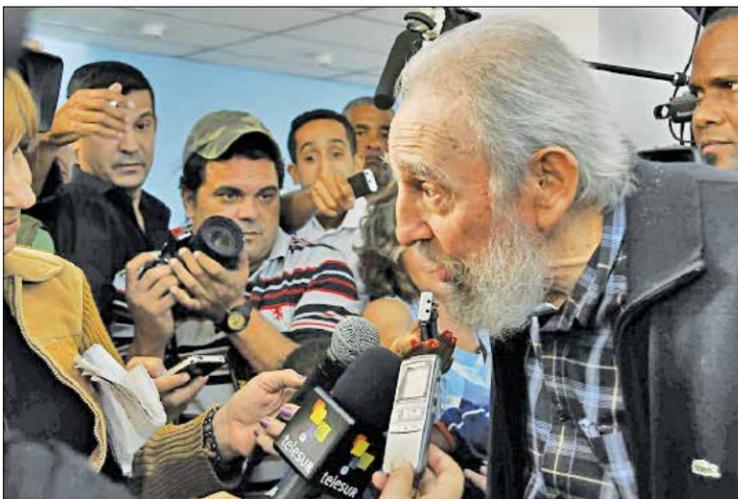
Journaliste Ana T. Badia. - Pas encore, car il y a encore beaucoup de gens qui travaillent, et d'autres sont à l'étranger, m'a expliqué la présidente de la table électorale.

Fidel. - Ah bon, ils sont à l'étranger, mais ils ne peuvent pas voter...

Journaliste Ana T. Badia. - Si, ils peuvent voter.

Fidel. - À l'étranger ?

Journaliste Ana T. Badia. - Non, j'ignore si ceux qui sont à l'étranger pourront voter, mais ceux qui travaillent à Cuba peuvent le faire dans un autre bu-



Le commandant en chef Fidel Castro Ruz interviewé par des journalistes cubains, après avoir voté, le 3 février 2013 dernier

reau de vote.

Fidel. - Je pense que quelqu'un peut voter dans un autre bureau de vote, s'il en demande l'autorisation.

Journaliste Ana T. Badia. - Voilà. Tout comme nous avons voté ici.

Fidel. - Ici-même ?

Journaliste Gladys Rubio. - Oui.

Fidel. - Il s'en est fallu de peu que je ne vous voie pas (Rires).

Journaliste Gladys Rubio. - Ah, c'est

et de la hauteur de l'escalier d'entrée. On m'a dit qu'il y avait huit marches, ce qui est exact. Vous savez, ma fracture du genou provoquée par ma chute à Santa Clara, en octobre 2004, deux ans avant de tomber malade en juillet 2006, m'a elle aussi passé facture.

Journaliste Ana T. Badia. - Commandant, que pensez-vous du nombre élevé de femmes au Parlement ?

Fidel. - Cela me semble très bien, et cela m'a permis de... Bon, je ne vais pas le dire, parce que c'est un secret (Rires),



Fidel entouré de ses compatriotes jeunes et vieux

comme ça !

Fidel. - Nous sommes tellement organisés que je l'ignorais...

Journaliste Gladys Rubio. - Nous sommes arrivés de très bonne heure pour voter pour nos députés.

Fidel. - Et vous êtes journalistes ?

Journaliste Gladys Rubio. - Journaliste à 100%.

Fidel. - Vous avez le droit de voter, où que vous soyez ?

Journaliste Gladys Rubio. - En effet.

Fidel. - Et combien de reportages avez-vous faits jusqu'à présent ?

Journaliste Gladys Rubio. - Eh bien, nous vous avons attendu toute la journée. On voulait aussi savoir si vous alliez venir ou envoyer votre bulletin de vote. Nous avons interviewé pas mal de gens ici, dont des jeunes et des enfants.

Fidel. - Ils avaient aménagé un petit hall pour les élections d'octobre, et ils ne m'avaient rien dit...

Journaliste Gladys Rubio. - Comment vous êtes-vous décidé à venir ?

Fidel. - Le membre de la Commission électorale m'a convaincu. Je m'étais enquis auprès de plusieurs camarades qui travaillent avec moi, du nombre de marches

mais il y avait trois femmes parmi les candidats.

Journaliste Ana T. Badia. - Vous avez certainement voté pour les femmes...

Fidel. - À votre avis ?

Journaliste Ana T. Badia. - Je crois que oui (Rires). Les femmes représentent près de la moitié du Parlement.

Fidel. - Je ne viole aucune loi si... ?

Journaliste Ana T. Badia. - Vous n'enfreignez aucune loi en nous le disant.

Fidel. - Eh bien oui, c'est vrai.

Journaliste Ana T. Badia. - Vous voyez ? Vous avez bien voté pour les femmes.

Fidel. - Oui, et pour qu'ils ne se sentent pas discriminés, j'ai aussi voté pour un candidat homme... (Rires).

Journaliste Ana T. Badia. - Merci beaucoup.

Fidel. - Si quelqu'un vient me demander des comptes, je vous appelle... (Rires).

Journaliste Ana T. Badia. - C'est d'accord.

Fidel. - Je me réjouis de constater qu'ici aussi les femmes journalistes représentent la majorité.

Journaliste Ana T. Badia. - Oui, nous sommes la majorité.

Fidel. - C'est quoi cet appareil ?

Journaliste Ana T. Badia. - C'est un magnétophone, commandant.

Fidel. - Un magnétophone. Est-ce qu'ils sont chers ou bon marché en ce moment ? Et les piles, combien ?

Journaliste Ana T. Badia. - Les piles coûtent un peu plus cher en ce moment, de même que les batteries, qui sont rechargeables.

Fidel. - Oui. Et vous, qu'est-ce que vous avez comme appareil ?

Journaliste Amaury del Valle. - C'est un téléphone portable qui fait fonction de magnétophone, commandant.

Fidel. - Ah bon ? Je me sers souvent de ce genre d'appareils, avec l'aide de mes camarades, bien sûr. Qui est cette petite ? (Il signale une écolière qui surveille l'urne).

Maria Antonia Puertas. - Cette fillette est ici depuis 6 heures du matin, commandant.

Fidel. - Lui a-t-on apporté à déjeuner ?

Maria Antonia Puertas. - Oui, elle a déjeuné, mais elle est arrivée tôt le matin.

Journaliste Gladys Rubio. - Oui, tout le monde a déjeuné.

Fidel. - Combien d'erreurs on peut commettre faute d'informations !

Journaliste Gladys Rubio. - Mais les modifications sont faites depuis le mois d'octobre !

Fidel. - C'est ce que m'a expliqué la responsable du Bureau de vote à mon arrivée.

Gladys Rubio. - Bon, maintenant vous êtes au courant.

Fidel. - Au mois d'octobre, lors des élections des délégués municipaux, le peuple se demandait : « Pourquoi Fidel n'est-il pas venu voter ? ». J'ignorais tous ces changements. C'est complètement différent. Je ne peux pas croire que j'ai failli ne pas venir et que vous seriez tous restés là, à m'attendre encore une fois.

Journaliste Gladys Rubio. - Mais vous êtes venu.

Fidel. - J'aime défier les escaliers.

Journaliste Ana T. Badia. - Je m'en réjouis, commandant. Je trouve aussi que cet endroit regorge d'histoire aujourd'hui.

Fidel. - Quoi de plus ?

Journaliste Ana T. Badia. - Je disais que cet endroit est chargé de symbolisme et d'histoire, commandant, depuis le début des élections dans le pays, car c'est ici que vous venez habituellement voter. Je trouve que c'est un endroit chargé d'histoire.

Fidel. - J'ai consacré pas mal de temps à la question électorale, et nous avons progressivement gagné en expérience et je m'en réjouis, car, malgré toutes les bêtises véhiculées par certains, je pense que nous avons un vrai processus électoral. Aussi bien les députés à l'Assemblée nationale et les délégués des Assemblées provinciales, que les candidats à ces fonctions sont élus par le peuple, sans intervention de l'État ou du Parti. Avant, je ne disposais pas de beaucoup de temps, mais à présent je vois les assemblées de quartier où les gens discutent et proposent, le moment venu, leurs candidats. En est-il ainsi dans les pays capitalistes ? Combien de votants y a-t-il aux États-Unis, dans ce pays qui se pose en champion de la démocratie ? Même pas 50% !

Journaliste Ana T. Badia. - De plus, aux États-Unis les élections ont lieu un jour de travail.

Fidel. - Oui, est-ce parce que c'est un jour de travail ils ne laissent pas voter les travailleurs. Beaucoup de grandes entreprises le font.

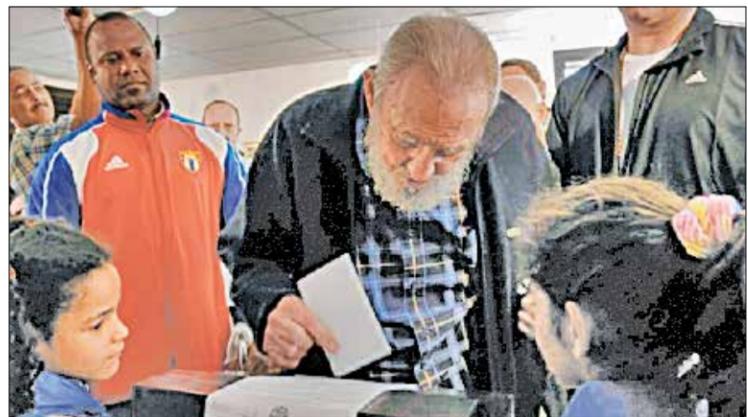
Journaliste Ana T. Badia. - Et les députés sont des professionnels, ce qui n'est pas le cas ici.

Fidel. - Où ça ?

Journaliste Ana T. Badia. - Aux États-Unis et dans d'autres pays, les membres du Parlement ne travaillent pas. Chez nous, ils doivent poursuivre leur métier d'instituteur, de médecin, d'ouvrier...

Fidel. - Beaucoup de députés dans ces pays sont maîtres dans l'art d'augmenter leurs salaires.

Journaliste Gladys Rubio. - Commandant, j'ai trouvé particulièrement intéressante et émouvante la réunion de la



Fidel déposant son bulletin de vote dans la boîte à urnes

mission électorale. Il m'a dit : « Allez, vous avez juste quelques pas à faire ». Je pensais qu'il exagérerait, qu'il essayait de raccourcir l'escalier, et j'ignorais même qu'il y avait une nouvelle entrée.

CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens), dont notre pays a assumé la présidence le 28 janvier, et qui marque la date de l'anniversaire de la naissance du Héros national José Martí.

PRESSE NATIONALE CUBAINE !

Fidel. - Bien sûr, et j'ai pu en suivre tout le déroulement à la télévision.

Journaliste Gladys Rubio. - Vous n'écrivez pas en ce moment ?

Fidel. - Je répondrai volontiers à ta question, mais permettez-moi, avant tout, d'exprimer mon opinion sur un fait qui m'a semblé digne d'intérêt. J'ai lu aujourd'hui une dépêche d'une agence de presse affirmant que des restes de l'homme de Neandertal, datés d'environ 200 000 ans, ont été retrouvés dans une grotte des Pyrénées orientales, en Espagne. Il semble qu'il serait même plus intelligent que l'Homo sapiens. Plusieurs dépêches précédentes parlaient même de l'existence d'une troisième espèce ayant coexisté avec sapiens. Les scientifiques n'arrivent pas à se mettre d'accord sur ce sujet.

D'autres dépêches aux répercussions plus immédiates évoquent la colonisation des planètes et des astéroïdes. Une entreprise privée néerlandaise envisage même de coloniser Mars. Elle recrute des jeunes pour les entraîner. Ils pensent que ce serait comme un voyage pour les Amériques depuis l'Espagne. Cependant, les volontaires doivent signer un contrat s'engageant à rester là-bas afin de remplir leur mission de colonisation, sur Mars, qui a une orbite et une gravitation différentes. Que c'est beau ! Cette entreprise recrute des jeunes, dont beaucoup s'embarquent tranquillement. Ce sont des informations dont la presse se fait de plus en plus l'écho, et qui témoignent des perspectives incertaines de l'aventure humaine.

Il y a d'autres informations de plus en plus réalistes dérivées de calculs précis et irréfutables. La population mondiale s'accroît à un rythme que l'on n'aurait jamais imaginé, au long de centaines de milliers d'années. La population a mis plus de 1 500 siècles pour atteindre un total de près d'un milliard en 1800. Un siècle plus tard, en 1900, ce chiffre s'est élevé à 1,65 milliard ; 50 ans plus tard, en 1950, à 2,518 milliards ; en 1975 à 4,088 milliards, en 2000 à 6,070 milliards, et en 2011 à 7 milliards. La population mondiale augmente d'environ plus de 100 millions d'habitants par an. Et ce chiffre incroyable continuera d'augmenter. Il y a une grande ignorance sur le monde dans lequel nous vivons. Ces sujets sont ignorés par beaucoup.

Par ailleurs, jamais dans l'histoire les guerres ont pu être évitées. Les armes se développent à un rythme accéléré. Des canons électromagnétiques peuvent propulser des projectiles à des distances de plus de 200 kilomètres. Les pays les plus développés informent de découvertes scientifiques et technologiques incroyables au service de la destruction et de la mort.

nombreuses armes nucléaires disséminées dans le monde par les puissances qui en détiennent pour provoquer l'« hiver nucléaire », qui est incompatible avec la survie de l'Homme. Si je réfléchis à ces choses-là, c'est aussi parce que j'en ai le temps. Ce qui n'est pas le cas avec le travail quotidien.

Journaliste Ana T. Badia. - Le monde peut éviter ces genres de choses, commandant. L'homme peut éviter la guerre, s'il le veut, commandant.

Fidel. - Je pense que l'Homo sapiens n'a pas suffisamment évolué pour pouvoir éviter une guerre. Malheureusement, les instincts et les égoïsmes prévalent dans les rapports entre les hommes.

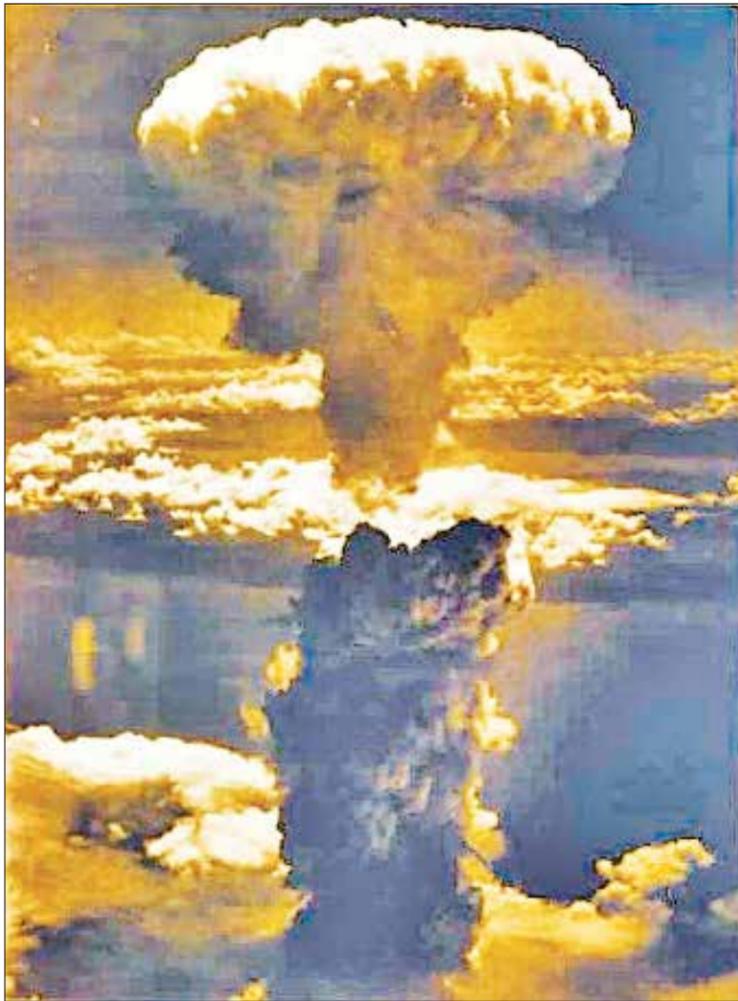
Journaliste Ana T. Abadia. - Et il y a les drones...

Fidel. - L'impérialisme et ses alliés ont fait de l'industrie militaire le secteur le plus prospère et privilégié de leur économie. Leurs agences diffusent chaque jour des informations sur la mise au point des engins de destruction et de mort les plus incroyables, et des codes sont élaborés pour leur emploi. Les droits des personnes, qui existent depuis des siècles, ont été balayés. Tuer et détruire sans aucune limite, telle est leur philosophie. Une telle attitude provoque logiquement des réactions de la part de leurs adversaires suffisamment avancés technologiquement et scientifiquement pour fabriquer des armes capables de contrecarrer, voire dépasser ces armes.

Que va-t-il se passer au Japon avec les îles qu'ils ont volées à la Chine ? Que gagnent les États-Unis à protéger le Japon dans ce différend ? Parce que, jusqu'à présent, il me semble que ce point ne figurait pas dans l'accord de protection. Et l'argument du gouvernement des États-Unis de vouloir inclure cette question dans l'accord provoque de grandes tensions dans la région. Certains journaux ont indiqué que les Chinois se préparent afin de répondre à toute provocation de la part de leurs adversaires traditionnels. Si on a le temps, on peut s'informer et étudier ces problèmes.

Est-on parvenu, ne serait-ce qu'une seule fois dans l'histoire, à éviter les guerres ? Et la Crise d'Octobre ? Notre pays fut sur le point de devenir un champ de bataille nucléaire à l'époque. Et plus tard, dans le sud de l'Afrique, alors que nous aidions les Angolais à combattre les troupes racistes sud-africaines ? Il y avait là-bas... 50 000 hommes, soldats cubains et angolais confondus. Nous fûmes exposés à deux reprises au danger d'une frappe nucléaire. Vous me parlez de la réunion de Santiago du Chili...

Journaliste Ana T. Badia. - Du Som-



La dernière guerre mondiale donna lieu à deux bombes lancées sur les populations civiles à Hiroshima et Nagasaki, qui tuèrent des milliers de personnes et en irradièrent davantage

tions de Martí sur Bolívar. Il y avait une grande fraternité entre les deux hommes. Vous avez vu les campagnes orchestrées contre Chavez au Venezuela. C'est horrible ! Les Vénézuéliens et les Cubains ont toujours été très proches. À Cuba, la bourgeoisie est partie à Miami ou au Venezuela, un pays qui était plus riche que le nôtre. Chavez a acquis un prestige énorme. Le peuple a répondu, et il ne s'agit pas d'une simple consigne lorsqu'ils peuvent dire : « aujourd'hui, les transports nous appartiennent. Pour la première fois de ma vie, j'ai une maison, j'ai un emploi, une école, un hôpital, beaucoup plus d'espoirs que jamais... ». Il a tout donné pour son peuple.

Quand il était en pleine bataille, il était tellement consacré à ces tâches qu'il en a oublié sa santé. C'est un bel exemple, inspiré de Bolívar et de l'histoire héroïque de son peuple. Bolívar porta ses idées d'indépendance et ses soldats depuis la mer des Caraïbes jusqu'aux frontières de l'Argentine. C'est ce qu'a signifié la bataille d'Ayacucho, où les partisans de l'indépendance achevèrent de briser les reines de l'empire colonial espagnol.

Plus de la moitié de la population moururent. C'est la seule grande personnalité de l'histoire qui acquit sa célébrité en libérant les peuples ; les autres ne firent que conquérir la gloire et les richesses, depuis Alexandre jusqu'à Napoléon Bonaparte. Napoléon passa de révolutionnaire à empereur. Il envahit la Russie. Vous avez peut-être vu les films La guerre et la paix et Libération... Ils sont assez instructifs. Mais bon... Et les prochaines élections, c'est pour quand ? (On lui dit qu'il faudra encore attendre quelque temps, que celles-ci sont générales). Bon, il ne faut pas que je vous oublie, vous qui êtes ici depuis le matin, et je m'excuse de mon ignorance.

Journaliste Gladys Rubio. - Je vous en prie... Le peuple sera très content de vous voir et de savoir que vous êtes venu.

Fidel. - Et moi qui ne me doutais de rien... Mais vous savez, on a des choses à faire, peu importe les jours, les mois ou les années dont on dispose. Rassurez-vous, je ne suis pas inquiet là-dessus. Mais j'aime bien profiter du temps, et cet entretien avec vous est la meilleure manière d'employer le temps. Vous pouvez me poser toutes les questions que vous voulez.

Journaliste Gladys Rubio. - Vous savez,

cela a été une énorme surprise de vous retrouver ici. Nous nous attendions à ce que ce soit Santiago qui amène vos bulletins.

Fidel. - Oui...

Journaliste Gladys Rubio. - On attendait Santiago, et lorsqu'on vous a vu entrer...

Cela a été une occasion unique.

Fidel. - Moi, j'appellerais plutôt cela de la chance. J'aurais beaucoup regretté ne pas



Fidel admire les enfants cubains travaillant comme surveillants électoraux dans les bureaux de vote

être venu, et j'aurais honte d'avoir laissé passer l'occasion de parler ouvertement avec vous sur des sujets qui vous intéressent. Mais... Racontez-moi un peu... Comment se déroulent les élections dans le reste du pays ?

Journaliste Ana T. Badia. - Plutôt bien jusqu'à présent. D'après le dernier bulletin publié vers 16 heures, plus de 77% des électeurs s'étaient rendus aux urnes.

Journaliste Gladys Rubio. - Le bulletin de 14 heures indiquait que 77% des électeurs avaient voté.

Fidel. - Ah bon ?

Journaliste Gladys Rubio. - N'oublions

pas qu'il a plu, mais malgré la pluie, 77%, c'est quand même pas mal.

Fidel. - Mais ce n'était quand même pas l'ouragan Flora...

Journaliste Gladys Rubio. - Non, il est tombé une pluie fine.

Fidel. - Un petit peu de pluie froide.

Journaliste Gladys Rubio. - Mais 77%, c'est déjà un pourcentage considérable pour 14 heures, n'est-ce pas ?

Fidel. - Comment se passent les choses par rapport à d'autres élections, vous qui avez les statistiques.

Journaliste Gladys Rubio. - Pour 14 heures, c'est assez bien. Autrefois, on a enregistré un taux de plus de 95%, mais à la fin de la journée. Pour 14 heures, c'est bien.

Fidel. - Allons-nous devenir une société comme celle d'avant, où les gens n'allaient pas voter ?

Journaliste Gladys Rubio. - Non, pas du tout ! Notre peuple a maintes fois confirmé son attachement à la Révolution. Nous avons un peuple très fier et enthousiaste, commandant, un peuple qui est fier de vous et de Raul.

Fidel. - Je suis convaincu que nous avons un peuple vraiment révolutionnaire. Ceci n'est plus à prouver. L'histoire l'a prouvé : 50 ans de blocus et ils n'ont pas réussi à nous faire plier, et ils ne réussiront pas ! Comme l'a dit Antonio Maceo : « Quiconque tentera de s'emparer de Cuba ne recueillera que la poussière de son sol baignée de sang ! ». Ce qui est parfaitement vrai. On vit mieux en étant libre, mais il faut apprendre à être libre, et l'on est révolutionnaire quand on peut améliorer constamment son expérience et mieux faire les choses. Parfois, nous sommes tous responsables, car nous partons d'une ignorance totale, comme c'est le cas encore dans le monde. Souvent tu ne trouves pas une seule solution, car il n'y en a pas qu'une, mais des centaines, selon la culture, les croyances et la géographie de chaque pays.

Il ne faut pas laisser prévaloir seulement l'intérêt, l'égoïsme, les instincts. La nature



De jeunes écoliers cubains prenant un snack à l'entrée d'un bureau de vote

Journaliste Ana T. Badia. - Vous faisiez précisément allusion à la fin de l'espèce humaine, et vous adressiez des mises en garde importantes au monde contre cette possibilité.

Fidel. - La dernière guerre mondiale donna lieu à deux bombes lancées sur les populations civiles à Hiroshima et Nagasaki, qui tuèrent des milliers de personnes et en irradièrent davantage. Il suffirait d'un petit pourcentage des

met de la CELAC.

Fidel. - La CELAC a représenté un progrès, un progrès réalisé dans une large mesure grâce aux efforts de Chavez. Hugo Chavez est l'une des personnalités qui ont le plus œuvré en faveur de la liberté et de l'union de ce continent. Il y a eu d'abord Simon Bolívar. Si tu réfléchis un peu, tu t'aperçois que Bolívar et Martí avaient les mêmes idées, comme l'a signalé Raul, lorsqu'il parlait des observa-

Célébrons Ensemble les 350 ans de Grand-Goâve

L'année 2013 ramène le 350ème anniversaire de l'établissement du bourg de Grand-Goâve par les boucaniers français en 1663. La fondation de Grand-Goâve est un important lieu de mémoire constitutif de notre passé et de notre identité collective. A ce titre, elle peut forger une citoyenneté active ou mieux plus de libertés pour les Grand-goâviens et Grand-goâviennes, car une collectivité ressoudée autour de sa mémoire peut mieux maîtriser son actualité et son avenir. Pour y arriver, nous croyons qu'il est impérieux de :

- **Célébrer la mémoire de la fondation de la ville pour mieux la fixer et la transmettre aux générations postérieures ;**
- **Renforcer le sentiment d'appartenance à la ville en mettant en valeur les symboles et les notions qui fondent notre imaginaire collectif ;**
- **Sensibiliser la communauté Grand-Goâviennne, les acteurs publics et privés nationaux sur l'importance de cette célébration ;**
- **Mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires à la réalisation des activités commémoratives.**

Aussi, nous plait-il d'annoncer la formation du **Comite de Célébration des 350 ans de Grand-Goâve**. Ledit Comité est ainsi constitué :

- | | | |
|--|--|---|
| 1. Jocelyn Rameau, Coordonateur | 8. Maxime St- Surin, Membre | 14. Guy Channel Léveillè, Représentant France |
| 2. Alain Zéphyr, Coordonateur Adjoint | 9. Camille Saint- Jean, Membre | 15. Eddy Jean Julien, 1er Représentant Canada |
| 3. Thérèse Dabas, Trésorière | 10. Garvens Laviolette, 1er Représentant Haïti | 16. Chesnel Pierre, 2eme Représentant Canada |
| 4. Géralda Vital, Trésorière –Adjointe | 11. Kedner Dermine, 2eme Représentant Haïti | 17. Rosilien Sénat, 3eme Représentant Canada |
| 5. Ulrick Normil, Secrétaire | 12. Gérald Chérubin, 1er Représentant Florida | 18. Conseillers : Harry Clinton, JosetteBijou, Julio Julien, Fito Joseph, Ludner Courtois |
| 6. David Adam, Relation Publique | 13. Guitho Marcelus, 2eme Représentant Florida | |
| 7. Louis Milord, Membre | | |

Nous appelons les Grand-Goâviens et Grand-Goâviennes de tous horizons sociaux et politiques, de toutes confessions religieuses à se joindre à nous pour faire œuvre qui vaille.

Nous appelons la Société Civile et les Pouvoirs Publics en Haïti à appuyer nos démarches qui s'inscrivent dans la recherche de nouvelles solidarités pouvant faciliter un vivre ensemble harmonieux à Grand-Goâve. Suivent les Signataires :

Etat-Unis		Canada		Grand-Goave		France	
1. Jocelyn Rameau	59.	Léveillè Marie Joanes	115.	Carline Adonis	177.	Francois Cadet	239.
2. Alain Zéphyr	60.	Jacques Jean Baptiste	116.	Patrick Fontus	178.	Mirlande Amitie	240.
3. Thérèse Dabas	61.	Jean Luckner Gala	117.	Ronald Fontus	179.	Normil Elizabette	241.
4. Géralda Vital	62.	Wigner Camillien	118.	Michelande Montana	180.	Normil James	242.
5. Ulrick Normil			119.	Lafleur Lomanove	181.	LormilVladimry Decosh	243.
6. David Adam			120.	Jean Louis	182.	Baptiste Frantz	244.
7. Louis Milord			121.	Jean Phenold	183.	Baptiste Romain	245.
8. Maxime St- Surin	63.	Chesnel Pierre	122.	Williams Marcellus	184.	Joseph Richardson	246.
9. Camille Saint- Jean	64.	Eddy Jean Julien	123.	Widleine Fontus	185.	Muscardin Yvel	247.
10. Chérubin Gérald	65.	Erl Jean Pierre	124.	Voltaire Adonis	186.	Joseph Claudy	248.
11. Yolette Clinton	66.	SÉNAT Rosilien	125.	Carline Fontus	187.	Caceus Jonas	249.
12. Ludnie Zephyr	67.	Avril Bénamour	126.	Wilinder Jean Louis	188.	Caceus Fritz	250.
13. Naila Zephyr	68.	Barbara Guillaume	127.	Rosela Juillet	189.	Faustin Fremont	251.
14. Carole Clinton	69.	SÉNAT Najax Getro	128.	Andre Valentin	190.	Faustin Nicole	252.
15. Abner Simon	70.	JOSEPH Jaccus	129.	Misterline Jean Louis	191.	JN Madcene Desire	253.
16. Marie Solange Nestor	71.	EVEILLARD Sabrina	130.	Jeantihomme Fontus	192.	Maccene Bein-Aime	254.
17. Aldrine Duvivier	72.	DESMORNES Samuel	131.	Michoue Julien	193.	Paulette Lormil	255.
18. Sophia Zephyr	73.	LAVIOLETTE Sheilla	132.	Savannette Adras	194.	Menos Demosthene	256.
19. Douglas Y. Clinton	74.	LORMIL, Béatrice	133.	Natacha Jean louis	195.	Marthurin Cebien	257.
20. Guitho Marcelus	75.	JEAN JULIEN Jeff	134.	Ghums Clairmond	196.	Pascal Patrick	258.
21. Ijeoma Simon	76.	JEAN JULIEN Félix	135.	James Desir	197.	Sainteus Frantzzy	259.
22. Magalie Rodney	77.	JEAN JULIEN James	136.	Gilbert Delva	198.	Midy Elaude	260.
23. Dominique Zephyr	78.	DOCTEUR Leslie	137.	Fabiole Desir	199.	Magdala Fanfan	261.
24. Louis René Leconte	79.	INNODET Jérôme	138.	Brenor Julien	200.	Lormil Wesly	262.
25. Marie Claude Midi	80.	RODNEZ, Jean Wesly	139.	Delourde Jean Baptiste	201.	Lormil Wily	263.
26. Ronald Duvivier	81.	Romuald Zephyr	140.	Deniese Jean	202.	Vilme Nesly	264.
27. FORTUNE, Alexander	82.	Patrick SAINT AIME.	141.	Rosemita Merville	203.	Vilme Rene	265.
28. Marie H. Nelchoix			142.	Roseline Seraphin	204.	Joseph Lony	266.
29. Daril Baltazar			143.	Thole Avril	205.	Auguste Nadia	267.
30. Normil Wilda	83.	Fito Joseph	144.	Mme Fanest Julien	206.	Auguste Lovely	268.
31. Roody Metellus	84.	Harry Clinton	145.	Erick jeudy	207.	Bacon Lucia	269.
32. Laurette Leconte	85.	Kedner Dermine	146.	Franchy Desir	208.	Bacon Marilyne	270.
33. Anold Desire	86.	Ludner Courtois	147.	Mimose Dilorier	209.	Baptichon J Renold	271.
34. Jean Robert Nestor	87.	Julio Julien	148.	Jarliere Fils-aime	210.	Baptichon Marcel	272.
35. Colbert Courtois	88.	Julio Julien	149.	Ricardi Ostine	211.	Bertand Dieumaitre	273.
36. Patrick Jean Baptiste	89.	Kettie Zephyr	150.	Andre Augustin	212.	Louis Jacquelin	274.
37. Adees Démas	90.	Garvens Laviolette	151.	Christine Adras	213.	Louis Venise	275.
38. Wilner Lormil	91.	Joseph Edmond Jean Julien	152.	Marie Michie Augustin	214.	Fanfan Remy	276.
39. Widger Jean- Baptiste	92.	Danica Ajax	153.	Reginald Innocent	215.	Fanfan Jameson	277.
40. Jean Joel Germain	93.	Guyrlene Justin	154.	Marie Jeanine Sanon	216.	Saintune Maxau	278.
41. Germie Abilhomme	94.	Coeurline Milord	155.	Marie Rose Ostine	217.	Saintune Evelyne	279.
42. Marie Marthe Zephyr	95.	Jean Yves Auguste	156.	Meyanne Jeune	218.	Ostine Real	280.
43. Jean Lionel Jean Pierre	96.	Jules Emmanuel Bellerice	157.	Hemaniella Dorvilus	219.	Ostine Joel	281.
44. Medgine Bellande Laviolette	97.	Fedner Chéry	158.	Marie Guleine Sainvil	220.	Desrissaux Jerome	282.
45. Bob Georges	98.	Paulio Justin	159.	Marco Seraphin	221.	Desrissaux Olga	283.
46. Jean Gerald Zephyr	99.	Amitie Luckner	160.	Heloise Cadet	222.	Desrissaux Josephine	284.
47. Jean R. Milord	100.	Nelise Jean Louis	161.	Milet Lafleur	223.	Joseph Ronald	285.
48. Jeanne Barthelemy	101.	Fridna Fidelus	162.	Gisele Lafleur	224.	Lector Mirlande	286.
49. Daniel Biko	102.	Brunel Casimir	163.	Corrieland Marie Rose	225.	Lector Yvenson	287.
	103.	Thierry A MICHEL.	164.	Edline Jean	226.	Bien-Aime Yvenson	288.
	104.	Enock ST GERMAIN.	165.	Ymmacula Chavannes	227.	Baptiste Madonel	289.
	105.	Jimmy LAVIOLETTE	166.	Jean Wisler Louinis	228.	Ostine Verdieu	290.
	106.	Dimitry LAVIOLETTE	167.	Jean Crisler	229.	Destine Jhony	291.
	107.	Freda GERMAIN.	168.	Anel Louinis	230.	Francois Bernard	292.
50. Guy Channel Léveillè	108.	James Amitie	169.	Daniel Fleuricot	231.	Auguste Bernard	293.
51. Grégory Leveille	109.	Gertrude Chavannes	170.	China Lafleur	232.	Auguste Bernard	294.
52. Pierre Paul Marie Magdala	110.	Magalie Merisier	171.	Mona Bazil	233.	Celine Lhorome	295.
53. Joseph Pierre Louis Delouis	111.	Stanley Jean Louis	172.	Elina Belfis	234.	Celine Moncles	296.
54. Harrydson Casimir	112.	Louisena Jean Louis	173.	Nadine Midi	235.	Andre Acene	297.
55. Klostock Casimir	113.	Heleine Amitie	174.	Makendy Valentin	236.	Moline Goliathe	298.
56. Franckline Lafolé	114.	Kethlie Amitie	175.	Sherwine Valentin	237.	Bacon Vania	299.
57. Borgela Yves		Nesly Adonis	176.	Benoit Clairmond	238.	Bacon Serette	300.
58. Evens Pierre Paul							

Lettre d'Hugo Chavez à l'Afrique (21 février 2013): « formons un seul peuple, un seul continent, nous ne pouvons rien attendre sinon de nous-mêmes »



Le président Hugo Chavez Frias, à son arrivée au Venezuela le 18 février dernier revenant de Cuba

Au moment où une part croissante de la gauche européenne se convertit au « droit d'ingérence » qu'elle critiquait il y a quelques années et où, complices de l'impunité, les médias occidentaux minimisent les milliers de victimes civiles de bombardements « humanitaires » ou « laïcs » (Afghanistan, Libye, Mali, etc...), les latino-américains ne sont pas dupes des habits neufs du colonialisme. Ils savent qu'au-delà du contrôle des matières premières, c'est l'unité politique du Sud qui est visée. La volonté des gouvernements progressistes latino-américains de développer des relations Sud-Sud (suivant la ligne tracée du Congrès de Panama organisé par Bolivar en 1828 au sommet de Bandoeng en 1955...) n'a rien à voir, contrairement à ce que martèlent les médias occidentaux, avec un quelconque « appui aux dictateurs ». Lorsque le président brésilien Lula da Silva signa avec la Turquie un Pacte appuyant le droit de l'Iran à développer l'énergie nucléaire civile et qu'il critiqua « l'ingérence des occidentaux dans les élections et dans la vie politique de l'Iran », quand les présidents Evo Morales, Cristina Fernandez ou Rafael Correa notamment, signent d'importants traités et contrats avec les iraniens, ils ne font qu'appliquer ce qu'il y a plus de trente ans un certain Régis Debray conseillait au prince à propos des pays du « socialisme réel ». Plutôt que d'entrer dans le Disneyland de la Guerre Froide en les ostracisant, mieux vaut développer une stratégie plus subtile et plus ambitieuse, garder des relations politiques et diplomatiques avec eux, pour les influencer dans le bon sens et garder son

mot à dire. En Amérique Latine, la concrétisation par des gouvernements de gauche de la démocratie participative, des droits de la femme, de l'éco-socialisme, etc... ne peuvent qu'influencer dans le bon sens la construction d'un monde multipolaire des trois-quarts de l'humanité. On ne peut qu'être frappé en comparaison par le néant idéologique qui caractérise le discours de gouvernants européens devenus simples « commis de commerce » vis-à-vis des nations du Sud (voir le récent sommet UE-CELAC à Santiago du Chili). Lorsque les occidentaux (y compris de gauche) raillèrent et rejetèrent la proposition de nombreux gouvernements latino-américains, soutenue par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), d'entamer des pourparlers diplomatiques en Libye afin d'éviter une guerre meurtrière, la présidente argentine sut exprimer le sentiment d'un continent : « Quand je vois les gens dits civilisés régler leurs affaires à coups de bombes, je suis fière d'être latino-américaine ».

Lettre du Président Hugo Chavez aux participants du IIIème Sommet Afrique-Amérique latine et Caraïbes (Guinée Équatoriale, février 2013)

Caracas, 22 février 2013.

Frères et sœurs,

Recevez mon plus fervent salut bolivarien, unitaire et solidaire, avec toute ma joie et toute mon espérance pour le déroulement de ce III^e Sommet tant attendu des Chefs d'État et de Gouvernement d'Amérique du Sud et d'Afrique.

Je regrette vraiment, du plus profond de mon être de ne pouvoir être présent physiquement parmi vous pour vous réitérer, par une sincère accolade, mon irrévocable engagement en faveur de l'unité de nos Peuples. Je suis présent, cependant, dans la personne du Chancelier de la République Bolivarienne du Venezuela, le camarade Elias Jaua Milano, à qui j'ai demandé de vous transmettre la plus vive expression de mon amour pour ces continents qui sont plus que frères, unis par de solides liens historiques et destinés à avancer ensemble vers leur rédemption pleine et absolue.

Je le dis du plus profond de ma conscience : l'Amérique du Sud et l'Afrique sont un même peuple. On réussit seulement à comprendre la profondeur de la réalité sociale et politique de notre continent dans les entrailles de l'immense territoire africain où, j'en suis sûr, l'humanité a pris naissance. De lui proviennent les codes et les éléments qui composent le syncrétisme culturel, musical et religieux de notre Amérique, créant une unité non seulement raciale entre nos peuples mais aussi spirituelle.

Suite à la page (19)

Mali : Solidarité avec le député Oumar Mariko, opposant à l'intervention française, victime des intimidations et des brutalités de la police d'Etat

Le dirigeant du parti SADI Oumar Mariko a été victime d'un enlèvement musclé de la part d'hommes armés de la Sécurité d'Etat dans un contexte où le parti qu'il a fondé est le seul à exprimer une position de résistance à l'intervention militaire française

La scène aurait pu se dérouler à Bogota ou à Mogadiscio.

Ce lundi 11 février, plusieurs hommes de la Sécurité d'Etat (SE) enlèvent Oumar Mariko au siège de son ONG, offrant des soins aux plus démunis, fracturant la porte de son bureau. Menotté, encagoulé, il est transporté dans une salle de la SE où il subit pendant deux journées un interrogatoire musclé, sans avoir le droit de manger ni de dormir sur un matelas.

Libéré le 12 février au soir, il est à nouveau interpellé, arrêté puis interrogé par les forces de la SE le lendemain, 13 février, durant toute la journée, avant d'être à nouveau relâché par les forces de l'« ordre ». Les agents de la police d'Etat malienne n'ont plus à se parer du masque de la légalité pour faire taire une des rares voix historiques d'opposition à l'impérialisme français et aux dirigeants maliens corrompus qui collaborent avec lui.

Mariko, figure estimée du peuple malien : médecin des pauvres et député-fondateur du parti anti-impérialiste SADI

Oumar Mariko est en effet une figure estimée par le peuple malien pour ses positions conséquentes, contre l'impérialisme, la corruption, pour le respect des droits humains fondamentaux du peuple malien notamment dans la santé. Dirigeant historique du mouve-



Le Secrétaire Général du Parti SADI, le Dr Oumar Mariko

ment étudiant malien, Mariko était déjà parmi les acteurs de la « Révolution du 26 mars 1991 » qui a renversé le régime autoritaire de Moussa Traoré.

Médecin de formation, il fonde durant les années 1990 une ONG Médecins de l'Espoir dont la mission est d'apporter des soins de base aux populations les plus pauvres et de se substituer aux défaillances de l'Etat malien.

En 1996, il fonde un parti politique, le SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance) qui se distingue par ses positions anti-impérialistes et de construction d'un modèle de société plus juste et égalitaire rompant avec les diktats du FMI et de la Banque mondiale.

Oumar Mariko est élu député en 2002, réélu en 2007 puis en 2012. Candidat à l'élection présidentielle en 2002 et 2007, il obtient près de 3% lors de ce dernier scrutin.

A l'assemblée comme dans la rue, il n'a cessé de prôner une ligne de résistance à la politique de l'impérialisme et du capital : contre l'emprise de l'agro-business sur l'agriculture malienne, contre le bradage du patrimoine public,

contre la corruption généralisée.

Des luttes positives également pour défendre le droit fondamental à l'éducation, la santé et à l'eau, pour construire des mouvements de coopératives agricoles, pour obtenir l'annulation de la dette du Mali et sortir de ce cercle vicieux imposé par le FMI. Une voix qui dérange : celle d'un parti qui reste le seul à porter une ligne d'opposition à l'impérialisme français

Au cours de l'année 2012, le parti de Mariko a un temps soutenu le coup de force du capitaine Sanogo contre le régime corrompu d'Amadou Touré avant de prendre ses distances avec le nouveau pouvoir après l'arrivée de l'« ami de la France », Dioncounda Traoré.

Le parti SADI, par la voix de son dirigeant historique Oumar Mariko, a toujours manifesté son opposition à toute intervention de l'ancienne puissance coloniale française, directe ou par la médiation de la CEDEAO.

Le parti a toujours défendu l'idée que le peuple malien devait lui-même traiter la menace que font porter les milices islamistes sur son intégrité territoriale, et que cela devait passer par la formation d'un gouvernement représentant réellement le peuple malien.

La voix d'Oumar Mariko et de son parti dérange, les intimidations se multiplient mais la détermination de nos camarades maliens n'est pas ébranlée. Solidarité avec le camarade Oumar Mariko, solidarité avec les camarades du SADI, voix de la résistance à l'impérialisme au Mali !

Solidarite-internationale
20 février 2013

La Bolivie reprend possession de ses aéroports !

Après la nationalisation du gaz puis de l'électricité, le gouvernement progressiste d'Evo Morales continue sa politique de ré-appropriation de ses richesses nationales avec la nationalisation des aéroports des trois principales villes du pays.

Le gouvernement bolivien d'Evo Morales a annoncé ce lundi 18 février la nationalisation de la SABSA (Service des aéroports boliviens), avec la prise de contrôle par l'Etat bolivien des actions détenues par les actionnaires majoritaires, les deux grands groupes espagnols Abertis et l'AENA.

Evo Morales a justifié cette mesure par la politique des deux monopoles espagnols qui ont cherché, par la gestion des trois principaux aéroports du pays (La Paz, Santa Cruz et Cochabamba), uniquement à « maximiser leurs profits aux dépens du peuple bolivien ».

20 millions de \$ de profits pour les monopoles espagnols en quinze ans pour un coût initial de 900 000 \$!

Morales a rappelé que les entreprises privées ont empêché depuis la privatisation des aéroports, en 1996, 20 millions de dollars pour la gestion d'aéroports alors que ceux-ci ont été cé-



Le président bolivien Evo Morales

dés aux entreprises espagnoles pour un montant de 900 000 dollars.

Le président bolivien a déploré l'absence totale d'investissement de la part des entreprises privées. Alors que 26 millions de dollars d'investissement étaient prévus entre 2006 et 2011, Abertis et AENA n'ont investi que 5 millions de dollars dans les aéroports boliviens en cinq ans.

Le secrétaire du syndicat des travailleurs de la SABSA, Alfredo Chavez, s'est empressé de saluer la décision du gouvernement bolivien : « Ce n'est que

justice pour la Bolivie, cela fait des années que l'entreprise floue les boliviens ».

« Maintenant il s'agit pour la Bolivie de reprendre contrôle des principales entreprises du pays » a souligné le syndicaliste de l'entreprise nationalisée.

Quatrième vague de nationalisations en Bolivie

Depuis l'arrivée à la tête de l'Etat bolivien du secrétaire du Mouvement vers le socialisme (MAS), le gouvernement bolivien a décrété une dizaine de nationalisations : le gaz en 2006, les télécoms en 2008, le réseau puis la distribution d'électricité en 2012.

Cette politique de nationalisations a permis de financer une politique sociale à contre-courant des politiques d'austérité européennes : recul de l'âge de la retraite, augmentation des budgets de l'éducation et de la santé, nationalisation des services essentiels.

Selon l'agence de l'ONU, la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), les résultats de la politique sociale d'Evo Morales sont incontestables : la pauvreté a été réduite de 61 à 49% entre 2007 et 2011,

Suite à la page (15)

Denasse REALTY

- Income Tax
- Rapid Refund
- E-Filing
- Rental: Co-ops, Commercial, Residential
- Typing Service
- Translations
- Notary Public
- Immigration Services
- Resumes, Faxing & More

Lebens Denasse
Licensed Real Estate Broker
674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brooklyn, NY 11225

718.484.4156 office
646.725.3327 cell
ldenasse76@yahoo.com

Fidel Castro

Suite à la page (11)

indispensable d'avancer en faisant très attention. Nous ne devons pas commettre d'erreurs. Nous partons d'une époque unique et très complexe de l'histoire, et tout au long de ces 50 ans, nous avons tiré des enseignements de la vie. Cuba est le pays qui s'est le plus rapproché d'une révolution profonde, malgré la proximité de l'empire. Tout n'a pas été parfait, mais nous avons l'obligation inéluctable de perfectionner et de dépasser ce qui a été fait.

Quand je vous dis que le journaliste a une grande responsabilité dans notre société, qu'il doit consolider et parfaire ses connaissances, je le dis comme un conseil objectif et fraternel, pas comme une critique. Bien sûr, je pense avoir rempli strictement mon devoir, mais je n'entretiens pas l'illusion que tout ira bien, que ce sera parfait et que c'est le dernier mot en matière d'organisation sociale.

Il est impossible que chaque province cherche aujourd'hui à posséder des institutions similaires à celles des plus développées, à un moment où le pays doit consacrer ses principaux efforts à la production d'aliments, étant donné les problèmes auxquels le monde sera très bientôt confronté.

Récemment, je me suis réuni avec des camarades qui travaillent dans l'élevage pour échanger des impressions sur la production d'aliments essentiels. Une question à laquelle j'ai beaucoup réfléchi ces derniers temps.

Qui contrôle la croissance vertigineuse de la population mondiale ? On pourrait dire que nous avons le même problème à l'inverse. Parce que, s'appuyant sur leurs salaires élevés de pays développé, les États-Unis nous ont privés de beaucoup de main-d'œuvre jeune et qualifiée, de beaucoup de diplômés universitaires ; par exemple, ils ont attiré des médecins, pas les meilleurs... Je sais où sont les meilleurs, ils sont ici et un peu partout dans le monde, accomplissant leur mission sacrée. Jamais ils ne parviendront à entamer l'esprit d'acier de la nouvelle Cuba. Vous qui êtes allés voir les expériences qui se font ailleurs... Bon, on m'a raconté ce qui t'es arrivé, Gladys, en Équateur, je crois, où tu couvrais le travail dévoué de nos coopérants.

Journaliste Gladys Rubio.- Vous voulez parler de l'histoire des bottes ?

Fidel.- Des bottes, des camions chargés, du bac qui avait du mal à traverser le fleuve... Il s'en est fallu de peu pour qu'il faille aller repêcher ton cadavre dans l'Atlantique, à l'embouchure de l'Amazone...

Vous connaissez aussi les problèmes du continent... D'où l'importance de la CELAC, qui constitue un grand pas en avant. Il faut plus de 10 minutes – bon, en 10 minutes il est impossible d'écouter un discours –, 10 heures et 20 discours pour savoir ce que pense chacun. Même aux visages des participants, on pouvait sentir ce que pensaient les Caribéens, le représentant de la Bolivie, l'autre...

La réunion de la CELAC a été accompagnée du sommet entre les dirigeants de l'Amérique latine et des Caraïbes et ceux de l'Union européenne.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec ceux qui viennent, je dirais même beaucoup d'entre eux, et je pense qu'ils sont mus par l'intérêt que nous accordons à ces rencontres.

J'ignore à quel moment les dirigeants politiques européens dorment ou rentrent chez eux.

Angela Merkel, elle, je la vois toujours d'une réunion à l'autre... Elle n'est jamais en Allemagne. Et les Anglais qui veulent entrer à présent alors qu'ils s'en sont très bien sortis pour saboter la monnaie. Qui peut les comprendre ? Par ailleurs, y a-t-il une solution au taux de chômage de 26% en Espagne ? Y a-t-il une solution à la corruption ? Tous ces pays sont saturés de problèmes.

Qui paie tout cela, la faim des autres, la pauvreté ? Concernant notre Révolution, je dois dire que Marx, qui n'aimait pas beaucoup les discours et les prophéties, nous a dit dans la célèbre Critique du programme de Gotha, en 1875, que dans la révolution sociale, durant sa première étape, la richesse serait distribuée en vertu du principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Dans une seconde étape la formule serait « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! ». Je ne fais que répondre

à ta question, Fabiola.

Quand on a du temps pour réfléchir, c'est plus facile. J'aimerais contribuer le plus possible à l'unité, au raisonnement. Je serais toujours contre la fatuité et la suffisance, car l'être humain a beaucoup tendance à la suffisance.

J'espère que vous n'allez pas vous décourager. Ce que je vous dis ne doit pas vous décourager, au contraire.

La prochaine élection, c'est quand ?

Journaliste Gladys Rubio.- Dans cinq ans, je crois.

Fidel.- Et Bien ! Ça me paraît un peu loin (Rires).

Ivia Pérez Reyes.- Enfin, deux ans pour réaliser les partielles. Deux ans pour les partielles, et dans 5 ans les générales.

Fidel.- D'accord. Il faudra que j'aille au Congrès des pionniers.

Journaliste Ana T. Badia.- Il y a celui de journalistes aussi.

Journaliste.- Des journalistes, c'est bientôt le Congrès.

Journaliste.- Et bien, considérez-vous comme invité.

Journaliste.- Vous êtes journaliste, vous pouvez venir au Congrès.

Fidel.- C'est quand le Congrès?

Ivia Pérez Reyes : Le 14 juillet, vous êtes invité, commandant.

Fidel.- Ah ! le 14. C'était quand la Prise de la Bastille ?

Journaliste Amaury del Valle.- Exact ! Écoutez, vous avez un... À la même date.

Fidel.- C'est d'accord.

Ivia Pérez Reyes.- Et voilà, vous êtes invité.

Fidel.- Quand vous avez mentionné le 14 juillet, je me suis souvenu de la Révolution française. À l'époque de Robespierre, que se serait-il passé si les gens avaient eu la télévision ?

Journaliste Gladys Rubio.- Alors là, cela aurait été...

Fidel.- Imaginez-vous celle qui a assassiné Robespierre. Non, pas Robespierre. Lui, il a été exécuté au moment où la Révolution française commençait à perdre du terrain après un extrémisme excessif. Vous pouvez faire naître les idées, mais vous ne pouvez pas les contrôler. Veillez à vous laisser guider le moins possible par l'instinct, et le plus possible par la connaissance. Je suis prêt à y aller, si je peux. Il faut monter des marches ?

Gladys Rubio.- Non, non, non, pas du tout.
Fidel.- Où allez-vous faire le Congrès ?

Ivan Pérez Reyes.- À Cojimar, à l'École des cadres de Cojimar. Là-bas, il n'y a pas d'escaliers.

Fidel.- C'est là-bas où nous avons démarré la formation des étudiants du Timor-Leste. Tous les médecins dont le Timor-Leste avait besoin doivent avoir déjà obtenu leur diplôme. À quand une solidarité mondiale ?

Journaliste Gladys Rubio.- On en a bien besoin !

Fidel.- Parce que nul ne peut dire : « Je suis le maître de la lumière, je suis le maître de

l'air ». Le concept de propriété sur les ressources essentielles de la vie continue de prévaloir. Quand l'Humanité pourra-t-elle se considérer comme une seule famille ? D'accord, si je peux, c'est avec plaisir que j'irai à votre Congrès.

Ivia Pérez Reyes.- De toutes façons, toute autre invitation à dialoguer de ces questions et de l'importance de la presse dont vous avez parlée, reste ouverte. Nous sommes à vos ordres, prêts à parler de ce sujet.

Fidel.- C'est un des sujets... quelque chose de très réel.

Aujourd'hui, nous avons de très bons journalistes, car ici le journalisme n'est pas un commerce sale ou quelque chose de semblable ; comme vous l'avez remarqué, le journal fasciste espagnol attaque quotidiennement le Venezuela avec des injures grossières. La première chose que je lis chaque jour, c'est environ 20 ou 30 dépêches, parmi les plus importantes, sélectionnées par un groupe de camarades habitués à cette tâche, qui viennent s'ajouter à d'autres qui me parviennent de différentes sources.

Les nouvelles qui arrivent de Chine sont

de plus en plus intéressantes. Ce sera bientôt la réunion, qui va durer plusieurs semaines, sur l'élection de la direction centrale du Parti communiste chinois.

J'ai connu Xi Jinping lors d'une de ses visites dans notre pays, il y a quelques mois. Je me suis entretenu un long moment avec lui, notamment sur la nécessité vitale de produire des aliments. C'est sans nul doute un homme très compétent. J'ai aussi eu le privilège de connaître Hu Jintao, ainsi que Jiang Zemin. La Chine est un pays étonnant, avec un peuple travailleur et très intelligent. Une légende sur les Chinois prétend qu'ils ne prononcent pas le « r » quand ils apprennent l'espagnol en parlant avec les gens. Quand ils l'apprennent dans une école, ils parlent l'espagnol mieux que quiconque. La langue chinoise est complexe et difficile, avec des milliers de signes. C'est à mon sens, un facteur qui contribue au développement de leur intelligence. En réalité, l'homme est l'unique espèce connue dont l'intelligence continue à se développer après la naissance. Bon, pour ne pas m'attarder, je vais penser sérieusement à la possibilité d'une rencontre. Combien de jours va durer votre Congrès

Ivia Pérez reyes.- Le Congrès, deux jours.

Fidel.- J'imagine qu'on va le publier.

Ivia Pérez Reyes.- Oui, bien sûr.

Fidel.- Si non, TeleSur se chargera de le diffuser.

Journaliste.- Oui, bien sûr, bien sûr.

Ivia Pérez Reyes.- Pas seulement TeleSur, tous les médias.

Fidel.- Excusez-moi d'avoir choisi certains porte-parole.

Journaliste Gladys Rubio.- Non, c'est parfait. Ne vous en faites pas.

Fidel.- Vous admettez que ce sont des gens très bien formés et qui peuvent avoir beaucoup d'influence, cela ne signifie pas que je vous sous-estime.

Journaliste Gladys Rubio.- Non, bien sûr.

Fidel.- Si les femmes gagnent de plus en plus de pouvoir, c'est qu'elles ont plus de force sociale que nous, mais n'allez pas me dire qu'elles sont plus révolutionnaires.

Journaliste Gladys Rubio.- Elles sont certainement plus fortes.

Fidel.- Les femmes, c'est sûr, je ne parle pas des Cubaines, je parle de toutes les femmes, partout.

Journaliste Gladys Rubio.- Nous sommes le troisième pays au monde avec le plus de femmes au Parlement.

Fidel.- Je crois que les Anglais nous dépassent. La reine d'Angleterre a passé 60 ans au pouvoir et ils lui ont offert un petit cadeau de 500 00 kilomètres carrés. Vous savez où ? En Antarctique.

Journaliste Ana T. Badia.- Dites donc !

Fidel.- Il y des réclamations à ce sujet. Le Pôle Sud est partagé entre un groupe de pays. Il n'y a pas d'alternative. Il faut nommer la Reine, souveraine du Pôle Sud. (Rires). Parfait.

Journaliste Gladys Rubio.- Merci pour tout. Merci d'être venu vers nous. Nous en sommes très heureux.

En chœur : Merci beaucoup, commandant.

Journaliste Gladys Rubio.- Nous sommes tous très heureux, et le peuple sera aussi très content d'apprendre la nouvelle.

Fidel.- Vous voulez que je vous dise quelque chose? Je me suis libéré de toute cette amertume.

Journaliste Gladis Rubio.- Bon après-midi, commandant.

Fidel.- D'accord, Et vous qu'allez-vous faire ?

Journaliste Amaury del Valle.- On reste là.

Fidel.- Vous êtes de quel journal ?

Journaliste Amaury del Valle.- Moi, de Juventud Rebelde, commandant.

Fidel.- Dites donc ! Et il a le meilleur papier.

Journaliste.- En effet.

Fidel.- Parfois on ne peut pas lire le Gran-

ma, les lettres sont très petites.

Journaliste Amaury del Valle.- Et vous pouvez lire sans lunettes, commandant ?
Fidel.- Oui, je vois même les chiffres. Cependant, à la télévision, j'ai du mal à lire les petites lettres, et le changement de lumière me gêne.

Journaliste Amaury del Valle.- Regardez ces lettres, elles sont mises au hasard. Vous voyez qu'il n'y a pas de nom.

Fidel.- Voilà une autre journaliste. De quel journal ?

Journaliste.- Moi ? De Radio Metropolitana, la radio de la ville.

Fidel.- La radio La Havane?

Journaliste : La radio de La Havane.

Fidel : Quelles sont les radios qui parlent de l'agriculture?

Journaliste.- De l'agriculture? La Havane ne parle pas beaucoup d'agriculture ?

Fidel.- Non mais, on m'a dit qu'il y en avait une.

Journaliste.- C'est Radio Cadena Habana, la radio des provinces Mayabeque et Artemisa.

Fidel.- Ah !

Journaliste.- c'est Radio Cadena Habana.

Fidel.- Qui la dirige?

Journaliste Amaury del Valle.- Je ne saurais pas vous dire le nom du directeur.

Fidel.- C'est laquelle ? Vous ne savez pas qui parle de l'agriculture ?

Journaliste.- Non, il veut dire que nous ne connaissons pas le nom du directeur ou de la directrice de la station. Mais Radio Cadena Habana parle beaucoup d'agriculture.

Journaliste Ivia Perez Reyes.- Yolanda Paris, la directrice de Radio Cadena Habana, c'est Yolanda Paris. Il y a aussi Radio Mayabeque et Radio Artemisa, qui parlent également beaucoup d'agriculture ; ce sont les stations des nouvelles provinces.

Fidel.- J'avais des contacts avec [Orlando] Lugo [président des petits agriculteurs], que j'ai conservés. Lugo connaît les meilleurs agriculteurs, Lazarito de Bejucal, et l'autre de Cienfuegos qui produit du lait de chèvre, Regino : c'est un formidable paysan producteur. Je lui demande : « et pour les travailleurs des abattoirs, comment tu t'organises ? » Et bien, me dit-il, « nous sommes plusieurs producteurs, nous échangeons. Et moi, par exemple, maintenant j'utilise la traite mécanique. » Regino pouvait traire manuellement 148 chèvres par jour, aidé par son fils adulte, et son autre fils, de 8 à 10 ans, qui va à l'école, en trayait 40. « Vous m'avez bien eu, maintenant avec la traite mécanique, je suis moins bien entraîné », clamait le gamin... « Maintenant, je dois consacrer plus de temps à l'étude » Lugo connaît les meilleurs paysans et cultivateurs de coopératives. Il a participé à la distribution des semences. On peut planter certaines plantes par millions. Le problème, c'est qu'il faut connaître les possibilités, la valeur et le coût de la

<p>Immaculéé Bakery & Restaurant</p> <p>2 Locations en Brooklyn</p>  <p><i>Spécialités</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux • Jus citron • Bonbon amidon • Bouchées • Cornets • Pain patate (sur commande) • Bouillon (chaque samedi) • Soupe (chaque dimanche) <p>1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)</p> <p>Tél: 718.778.7188</p> <p>1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)</p> <p>Tél: 718.941.2644</p>
--

production. C'est complexe, mais très encourageant.

Miguel Mauri.- L'agence AIN est ici aussi.

Fidel.- Fais-lui passer le message que j'aimerais m'entretenir avec elle. (Il fait référence à la directrice de Radio Cadena Habana).

J'ai des nouvelles sur les principales fermes. Le buffle produit deux fois plus de viande dans les parcs d'engraissement, avec moins de graisse. C'est ce que m'a raconté Alfredo, un paysan d'Alquizar, intelligent et sérieux.

Cet animal très avantageux n'existait pas à Cuba. En 1983, Torrijos nous a offert 25 femelles et deux mâles de la race Bufalypso, connue comme buffle de rivière. Entre 1983 et 1986, Cuba a acheté 241 femelles et 31 mâles de cette race, et entre 1987 et 1989, notre pays a acheté 2 648 femelles et 57 mâles de la race Carabao, connue comme buffle des marais. Cet animal, quand il n'y a pas de pâturage, renverse les clôtures pour aller chercher sa nourriture.

Mais, c'est le seul animal qui peut vivre dans des régions marécageuses et inhospitalières. En quelques années, ils se sont multipliés ; ils n'ont pas trop souffert de l'utilisation excessive de l'insémination artificielle, du nombre important de génisses, ni du pourcentage élevé de veaux qui mourraient de dénutrition. Dans chaque province, on avait créé des petites laiteries dans des lieux visibles depuis la route, qui produisaient du lait et du fromage de paisibles bufflonnes. Cet animal, qui constitue la principale source de lait et de viande dans des pays comme le Vietnam et d'autres en Asie, avait été écarté. Le pays va tout faire pour disposer de toutes les sources possibles de lait et de viande de bœuf, de mouton, de buffle, de porc, de volaille et de lapin. Pour la production d'aliments d'origine animale ou végétale, il faut appliquer des principes stricts et durables en matière sanitaire. Une tâche que notre pays est à même de mener à bien.

Quel est par exemple le pays qui produit le plus d'aliments? La Chine produit et consomme des centaines de millions de porcs par an. Elle ne peut pas disposer de la viande bovine du Canada, des États-Unis, du Brésil, de l'Argentine ou de l'Australie, qui disposent de quatre fois plus de territoire avec moitié moins de population que la Chine, ou peut-être plus, car une grande partie du territoire chinois, au nord ou au sud, est désertique ou montagneuse.

Nos instituts, nos spécialistes et nos scientifiques doivent connaître à fond toutes les maladies qui touchent les animaux et les plantes.

On ne doit pas oublier le sabotage du cargo La Coubre, quand nous avons acheté des armes, en Belgique, pour ne pas leur donner de prétextes politiques pour faire ce qu'ils firent contre Cuba : le bateau y va, on le charge, puis il fait escale dans un port français où l'on introduit les explosifs. Il y a eu deux explosions. Après l'explosion de la première charge, quand les caisses venaient d'être déchargées, et quand de nombreuses victimes recevaient des soins ou luttaien t contre l'incendie, la deuxième explosion se produisit. Plus de

Suite à la page (16)

<p>FRITAYE 5 STAR</p>  <ul style="list-style-type: none"> • Breakfast • Lunch • Dinner • Fritaille <p>Catering for all occasions</p> <p>Gran Pan-Pan Rice</p> <p>FOR SALE: Wholesale & Retail</p> <p>1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226</p> <p>718-975-0915-6</p>
--

Le Mississippi ratifie le 13e amendement abolissant l'esclavage presque 150 ans après son adoption

Le Mississippi a enfin ratifié officiellement l'amendement portant sur l'abolition de l'esclavage, le mois dernier. C'est le film de Steven Spielberg, « Lincoln », qui aurait inspiré les responsables à ratifier le 13ème amendement de la constitution des Etats-Unis.

En novembre dernier, le Dr Ranjan Batra, professeur agrégé de neurobiologie et de sciences anatomiques au Centre médical de l'Université du Mississippi, est allé voir le film « Lincoln ». Le long métrage se termine avec le Congrès américain votant le 13e amendement abolissant l'esclavage. Curieusement de savoir comment les Etats avaient voté, Batra, qui est devenu citoyen américain seulement en 2008, est allé en ligne pour en avoir le cœur net. Il a alors appris que lorsque la résolution avait été adoptée en 1864, quatre Etats l'avaient rejetée, à savoir le New Jersey, le Delaware, le Kentucky et le Mississippi.

Finalement, le New Jersey a ratifié l'amendement en 1866 et le Delaware en 1901. Ce fut au tour du Kentucky de le faire, en 1976. Le Mississippi était donc le seul Etat à n'avoir pas effectué la ratification, non sans une tentative ratée en 1995. En effet, une erreur de dépôt avait altéré le caractère officiel de la signature du 13ème amendement par le Mississippi, cette année-là.

Dr Batra en fit part à son collègue Ken Sullivan, originaire du Mississippi, familier des processus législatifs. Sullivan vérifia avec les Archives nationales, pour consta-

ter qu'elles n'avaient jamais reçu une copie de la résolution de 1995 du Sénat Mississippi qui pourtant l'avait adoptée à l'unanimité. Le dernier paragraphe de la résolution exigeait du secrétaire d'Etat qu'il envoie une copie à l'Office du Registre Fédéral, une étape qui n'avait jamais été faite.

La paperasserie a ensuite été envoyée au bureau de la secrétaire d'Etat, qui a accepté d'enregistrer la ratification du 13ème amendement la rendant ainsi officielle, en janvier dernier, selon le journal local, le *Clarion Ledger*. Ironie du sort, le *Clarion-Ledger* est un journal autrefois ségrégationniste qui avait discrédité le mouvement des droits civiques, ce qui lui avait valu d'être surnommé le « *Klan Ledger* » (*Ledger* du KuKluxKlan). Il s'était amendé dans les années 1970.

Le 30 janvier, le directeur du Registre fédéral devait annoncer: « Avec cette officialisation, l'Etat du Mississippi a ratifié le 13e amendement de la Constitution des Etats-Unis ».

Sources :

1. Adam Edelman. *After oversight, Mississippi ratifies 13th Amendment abolishing slavery almost 150 years after its adoption*. New York Daily News, February 18, 2013.

2. Indian doctor helps officially end slavery in America. The Times of India, 20 février 2013.

3. Clarionledger.com, 18 février 2013

4. Actucine, 20 février 2013

Suite de la page (3)

les députés du PSP ne veulent plus entendre, prétextant qu'ils ne peuvent pas laisser leurs prérogatives à d'autres groupes.

Le coordonnateur de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), Sauveur Pierre Etienne a pointé du doigt le président Martelly dans le dossier. « Le problème vient du président Martelly. Il doit inévitablement démissionner », a-t-il déclaré. Et, de plus, la semaine dernière dans une note de presse, l'OPL a dénoncé un ensemble de dérives du pouvoir et appelé à la mobilisation. « La gestion néopatrimoniale du pouvoir d'Etat, l'impunité, la corruption, le népotisme, le copinage et l'utilisation du pouvoir judiciaire à des fins d'intimidation et de persécution politique, comme des traits caractéristiques de l'ancien régime qui réapparaît. On se retrouve bel et bien en présence d'une dictature rampante. Le devoir de mémoire exige le réveil et la mobilisation de toutes les catégories sociales pour dire NON à l'inacceptable, à l'insupportable. », lit-on dans cette note.

Le Secrétaire général du Mouvement de Liberté, d'Egalité pour la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF), Oxygène David a, une fois de plus, critiqué le pouvoir kaletè de Michel Martelly qui n'a aucun souci pour la population marginalisée en exerçant un pouvoir réactionnaire contre le peuple. « Aucune élection libre, démocratique ne sera possible avec l'équipe au pouvoir. Nous allons combattre ce pouvoir qui ne travaille pas dans l'intérêt de la population exclue des quartiers populaires du pays », a fulminé Oxygène David.

Quant aux responsables de l'église catholique, depuis le début de l'année, ils appellent à la mobilisation contre le pouvoir en place. L'Archevêque du Cap-Haïtien, Mgr Louis Kébreau a fait savoir que la situation désastreuse dans laquelle vit la popu-

lation haïtienne est mûre pour des mouvements de mobilisation. « Un peuple qui a peur de prendre des risques pour préparer son avenir est voué à l'échec. Ce qui l'attend c'est le chaos et la confusion », a déclaré l'ancien président de la Conférence épiscopale d'Haïti (CEH). Le prélat qui fut très favorable au président Michel Martelly et qui lui avait même suggéré des pistes de travail lors de son investiture le 14 mai 2011, estime aujourd'hui que les dirigeants se sont écartés de la bonne voie.

Selon lui, le chef de l'Etat est très mal encadré. « Ceux qui entourent le président l'empêchent de voir au-delà de ce qui est visible physiquement », a martelé l'Archevêque du Cap-Haïtien, ajoutant que ce qui se fait aujourd'hui est une affaire de famille, de clans et de petits amis. Il a dénoncé ce qu'il appelle l'absence de projets de société, la désorganisation des institutions, ce qui, fait-il remarquer, permet à l'étranger de se mêler de manière outrancière dans les affaires intérieures du pays. Il a cité entre autres les difficultés auxquelles le pays est confronté pour réaliser les élections, rappelant toutefois que c'était l'Organisation des Etats Américains (OEA) qui avait décidé qui devait remporter les dernières présidentielles haïtiennes en 2010-2011.

Donc il est clair que le pouvoir kaletè de Martelly est tellement rétrograde et réactionnaire qu'il ne peut même pas respecter les fondements de la démocratie bourgeoise. Face à cette situation, il revient au peuple haïtien d'assumer ses responsabilités historiques pour sa propre survie.

Néolibéralisme

Suite à la page (8)

Si l'Occident a pu parvenir à la négation totale de l'homme, l'asservissant, l'esclavagisant et par-dessus le marché s'enorgueillissant d'être créateur de valeurs transcendantes, sans un véritable « mea maxima culpa », on comprendra que se sentant trop confortable dans son absolue suffisance, le moment viendra où il décidera des mesures pour rayer de la surface de la terre les milliards de souffre-la-faim des pays pauvres. D'ailleurs, les Espagnols conduits par Christophe Colomb, ont montré la voie royale pour parvenir à cette fin, en exterminant dans l'espace de quelques décennies de présence des milliers d'Amérindiens.

Les armes de destruction massive utilisées dans la guerre contre le peuple du Vietnam, celles à l'uranium appauvri continuant à frapper d'épouvante des femmes afghanes, dans leur terrible constatation de fœtus condamnés à la malformation et de populations infectieuses inconnues, sont des évidences que les impérialistes peuvent concocter n'importe quel complot pour éliminer ceux qui ne méritent pas de vivre sur la terre des hommes. Il

n'y a aucune inquiétude qui les empêcherait de déclencher des maladies assez fortes et violentes, tel un séisme, pour faire disparaître des milliards et des milliards d'habitants qui ne méritent pas de vivre sur cette planète terre. Ce n'est nullement une question de conscience, car seulement en Union Soviétique, la deuxième guerre mondiale a totalisé un chiffre record de 50 millions de morts, des gens de toutes les couleurs, de toutes les races, de toutes les ethnies. Voilà, ce n'est qu'une question de temps.

S'ils devaient voir la suprématie mondiale leur échapper pour l'émergence d'un autre système de justice sociale, d'humanité et de paix, alors ils n'hésiteraient pas à faire péter leur arsenal nucléaire. Seulement, une fois lancées, ces bombes comme des boomerangs frapperont aussi leurs maîtres. Les thuriféraires du néolibéralisme, les profiteurs et ceux qui dans leur engourdissement intellectuel et moral, appuient ce système ne reculeront même pas devant une apocalypse pour faire triompher leur orgueil, leur ambition, leur égoïsme et leurs tendances morbides.

(A Suivre)

Suite de la page (7)

plaide Béatrice Vaugrante, d'Amnesty international.

Déléguée par Amnesty pour venir assister à l'audience du 21 février de l'inculpé Jean-Claude Duvalier, Béatrice Vaugrante a renouvelé la volonté de cet organisme de défense des droits humains de continuer à accompagner les victimes du régime Duvalier dans leur lutte. « Il faut que les victimes trouvent réparation et justice. Poursuivre un dictateur n'est pas facile certes, mais le cas de Jean-Claude Duvalier doit être un exemple dans le monde », déclare Mme Vaugrante.

Le représentant de Human Rights Watch, Reed Brody, quant à lui, salue la décision de la Cour d'Appel de Port-au-Prince émettant un mandat d'amener contre l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier. « C'est une première victoire pour les victimes qui se battent pour trouver justice. Cette décision ouvre une brèche dans le mur de

l'impunité qu'a construit Duvalier », indique Reed Brody. Danièle Magloire et Raymond Davius, respectivement représentants du Collectif contre l'impunité et de KOSIJID, eux, émettent des doutes sur la capacité de l'appareil judiciaire pour faire exécuter l'ordonnance de la Cour d'Appel. « Il faut que la police aille chercher Duvalier et l'amener au tribunal le jeudi 28 février. Les victimes doivent trouver justice », prône, pour sa part, Danièle Magloire.

Pour cette dernière, la décision prise par la Cour d'Appel ne constitue pas une victoire, mais une avancée dans le dossier. Raymond Davius, ancien militaire et victime des Duvalier, encourage les juges à ne pas se laisser intimider par quiconque dans leur travail afin, dit-il, qu'une justice équitable soit rendue aux victimes qui sont encore prêtes à témoigner devant le tribunal

Somme toute, après 25 ans d'exil en France, où il se la coulait douce, l'ex-tyran d'Haïti (1971-1986), Jean Claude Duvalier, de retour sur la terre natale en janvier 2011 a bénéficié du pouvoir en place du règne de l'impunité. Le gouvernement d'extrême droite Martelly-Lamothe lui a délivré un passeport diplomatique. Il circule partout à travers le pays sans aucune forme d'inquiétude. Des victimes de la dictature des Duvalier sont l'objet de menaces, elles ont peur de se présenter au tribunal. Souvent, en Haïti, on parle d'Etat de droit. L'Etat de droit ne pourrait exister là où l'impunité règne en maître et seigneur, tant que des milliers de victimes du régime dictatorial des Duvalier ne trouvent pas justice et réparation. Le nombre de victimes de la dictature des Duvalier est évalué à 30 mille durant leurs 29 ans passés au pouvoir.

Suite de la page (13)

la pauvreté extrême de 34 à 25%. « Si le gouvernement ne veut plus de relation avec nous, nous en aurons avec les mouvements sociaux d'Espagne » (Morales)

Confronté aux protestations du gouvernement espagnol menaçant d'une rupture des relations diplomatiques avec la Bolivie, Morales a répondu de façon offensive :

« Si le gouvernement ne veut plus avoir de relation avec nous, alors nous aurons des rapports avec les mouvements sociaux d'Espagne ».

« On va pas s'excuser de réclamer une entreprise qui vole, pille un pays », a ajouté Morales.

En Espagne, le PSOE (Parti so-

cialiste) et la droite au pouvoir ont uni leurs voix pour condamner la décision de la Bolivie.

De son côté, le Parti communiste d'Espagne (PCE) a soutenu la décision qu'elle « qualifie d'exemple pour les gouvernements européens ».

« Les secteurs stratégiques ne peuvent pas être entre les mains du capital privé (...) nous sommes vaincus qu'il nous faut un secteur public des transports, y compris aérien, pour sortir de la crise, ce qui passe par la lutte contre la privatisation des aéroports et des chemins de fer ».

Dans le même temps, les deux syndicats majoritaires, l'UGT et les

CC.OO (Commissions ouvrières) ont pour l'instant préféré garder le silence. Il faut rappeler qu'en avril 2012, les deux syndicats avaient condamné la décision du gouvernement argentin de nationaliser le pétrole, touchant aux intérêts de Repsol.

La politique de nationalisations du gouvernement progressiste bolivien tranche avec celle des partis « de gauche » européens qui préfèrent renflouer banques et industrie : seule la construction du socialisme permettra de trouver une issue à la crise capitaliste.

Solidarite-internationale
21 février 2013

MAXX TAX SERVICES & REAL ESTATE CONSULTANT CORP

Income Tax: Individual • Business
• Rapid Anticipation Check (RAC)
Real Estate: Residential • Commercial
• Condo • Coop • Rentals
Notary Public



Max W. Marcelin, Tax Consultant.
Cell: 718-954-5384
Leonite Gourdet, Tax Consultant.
Cell: 718-207-3917

Nou pale kreyòl!

1424 Flatbush Ave., Brooklyn, NY 11210
 (Corner of Farragut Road)

718.576.6601

Receive a 20% discount on your tax preparation with this ad.



cent travailleurs furent tués et des centaines de personnes furent blessées. Notre problème avec l'insémination artificielle massive, c'est que la moyenne de la gestation atteint à peine 50%. Il faut trouver une solution à ce problème. Souvent, quand le taureau reproducteur s'aperçoit que la femelle est en chaleur, l'ouvrier chargé de l'insémination ne travaille pas, ou il est occupé à une autre tâche indispensable, si bien qu'on perd beaucoup d'insémination et on dépense plus d'argent. Il faut utiliser des méthodes pour avoir plus de gestations et moins de dépenses, en réservant la technique la plus sophistiquée aux troupeaux les mieux soignés, et laisser la reproduction naturelle là où les conditions adéquates ne sont pas réunies. Il y a un autre problème avec les veaux, souvent soumis à un régime absurde d'alimentation insuffisante et de mauvaise qualité, avant d'être lancés à la recherche de pâturage de faible qualité, où 30% encore des bêtes meurent, et l'on passe deux fois plus de temps pour démarrer la production. Il est indispensable d'ensemencer des pâturages de bonne qualité, aussi bien de graminées que d'autres riches en acides aminés et en protéines, qui ont été mis au point par des spécialistes. Parmi les nombreuses mesures à prendre, ce sont les plus urgentes. Je ne parlerais pas de cela si je n'étais pas profondément convaincu que nos travailleurs sont parfaitement capables de résoudre rapidement ce problème, ce qu'ils désirent, compte tenu de la nécessité d'une alimentation saine et protéinée, quelle que soit la durée de la vie sur la planète. Ce sont des principes applicables à toute la production agricole. J'espère vous rencontrer bientôt. Vous pourrez me demander tout ce que vous voudrez. Cherchez des livres et posez-moi les questions qui vous intéressent, et si je ne peux pas vous répondre, je vous le dirai en toute franchise.

Journaliste Gladys Rubio. - Et le problème de l'eau.
Fidel. - Maintenant, j'ai beaucoup d'espoir, et c'est une récompense d'avoir eu la chance de venir. Vous êtes les

porte-parole de la Révolution.

Journaliste Ana T. Badia. - Pour conclure, commandant, Radio Rebelde va fêter son 55e anniversaire le 24 prochain, quel est votre message ?
Fidel. - Ah, c'est la vieille Radio Rebelde.

Journaliste. Fondé, vous vous souvenez, de la Sierra Maestra ?
Fidel. - Et comme les avions la recherchaient ! Mais laissez-moi vous dire qu'aujourd'hui, on ne pourrait pas le faire. Il suffit d'une radio allumée pour qu'ils t'envoient directement une bombe, et c'est fini. Il faudrait inventer quelque chose pour contrecarrer cette technique. Avant de disposer de Radio Rebelde, notre guérilla avait livré de nombreux combats victorieux. Notre petite station, en disant rigoureusement la vérité à décuplé notre force, et a permis d'accélérer la victoire. Bien. Transmettez-leur toutes mes félicitations et ma satisfaction de penser qu'ils ont su remplir leur devoir pendant tant d'années.

Journaliste Amaury del Valle. - Commandant, un message pour les jeunes à travers le journal Juventud Rebelde.
Fidel. - Que je les envie beaucoup. (rires)

Journaliste. - Et pour tout le peuple, commandant, dites quelques chose en ce grand jour de vote, à votre peuple qui vous aime tant.
Fidel. - Et bien, vraiment, je dois vous dire que pour moi, le peuple, c'est tout. Sans le peuple, nous ne sommes rien, sans le peuple, il n'y aurait pas de Révolution. Avec le peuple, nous avons forgé le digne chemin de la Patrie. Nous défendrons le pays, et s'il faut mourir, nous mourrons.

Journaliste : Merci, commandant !
Fidel. - Merci d'être venu.

Journaliste Ana T. Badia. - Il manque cinq mois avant le Congrès des journalistes.
Fidel. - Vous ne faites plus aucune réunion ?

Journaliste Ana T. Badia. - Celles que

nous avons faites à la base, mais nous vous attendons les bras grands ouverts.
Fidel. - Qui va au Congrès de tout le pays, combien allez-vous être ?

Journaliste Ana T. Badia. - Pas beaucoup, cette fois, n'est-ce pas ?
Ivia Pérez Reyes. - 250 journalistes vont se réunir, commandant, de tout le pays. C'est peu. Mais si vous voulez vous réunir auparavant avec un petit groupe, on peut les réunir, vous nous invitez, et on sera là.
Fidel. - C'est vous qui les choisissez ?

Ivia Pérez Reyes. - Et bien on peut les choisir.
Journaliste Gladys Rubio. - Vous vous souvenez que nous sommes réunis un 26 juillet ? Exact. Nous parlons de sciences, d'environnement d'agriculture, du monde et de ce que vous voulez.
Fidel. - En tout cas, cela n'empêchera pas de ...

Ivia Pérez Reyes. - Que vous veniez au Congrès ensuite.
Journaliste Ana T. Badia. - Pour nous, votre présence au Congrès sera un honneur.
Journaliste. - Ensuite vous venez au Congrès, et nous en faisons deux.
Fidel. - Qui va en prendre la responsabilité ? Nous allons en parler avec la camarade, qui a beaucoup travaillé, celle dont je vous ai parlé. Elle s'engage à vous inviter et à quelques autres du secteur qui sont intéressés. Ainsi, vous n'avez pas la responsabilité, et alors...

Ivia Pérez Reyes. - Nous pouvons parler avec Alfonso Borges, qui s'occupe de toute la presse, que vous connaissez parfaitement.
Fidel. - Mais oui, bien sûr. Aujourd'hui il m'a fait parvenir quelques articles. Et Arcangel - il a un groupe. Il était à la réunion que j'ai eue avec les paysans ; elle s'est très bien passée.

Ivia Pérez Reyes. - C'est très bien, commandant, prenez soin de vous.
Fidel. - J'ai du travail, mais vous libérer m'oblige à ...

Journaliste Gladys Rubio. - Pour nous,

cela a été un moment très spécial.
Journaliste Ana T. Badia. - Nous sommes très heureux.
Journaliste Gladys Rubio. - Merci d'être venu. Merci beaucoup.
Fidel. - De quel journal est-il ?

Journaliste Amaury del Valle. - C'est mon magnétophone, commandant.
Journaliste Evelio Telleria. - De Trabajadores.
Fidel. - Ah, oui, il sort une fois par semaine. Je l'ai vu hier.

Journaliste Evelio Telleria. - Nous sortons le lundi.
Journaliste Amaury del Valle. - Juventud Rebelde sort aujourd'hui, commandant.
Fidel. - Combien d'exemplaires ?

Journaliste Amaury del Valle : Nous, 250 000 exemplaires, commandant.
Fidel. - Et Granma, combien ?

Journaliste. - Granma, à peu près le même nombre, un peu plus.
Ivia Pérez Reyes. - Non, Granma, 510 000, car 10 000 sont réservés au tourisme, et 500 000 pour la population, les centres de travail, etc. Juventud Rebelde, 250 000, le dimanche, et 200 000 quotidiennement.
Fidel. - Moins le dimanche ? Ne me dites pas ça.

Ivia Pérez Reyes. - Oui, tous les jours, et le dimanche, 250 000.
Journaliste Amaury del Valle. - Il faut dire que le dimanche, ce sont 16 pages au lieu de 8, avec plusieurs articles supplémentaires d'enquête. On publie des travaux sur l'agriculture, ceux dont vous avez parlé : les défis de l'agriculture ces derniers temps, et surtout, on s'adresse plus aux jeunes.
Fidel. - Je vous remercie infiniment pour tout ce que j'ai appris aujourd'hui, et j'espère avoir assez parlé avec vous. À bientôt. Mes amitiés.

(Des vivats pour Fidel)
(Il s'intéresse aux enfants qui gardent les urnes)

Fidel. - Et bien, vous ne m'avez pas dit

qu'on avait enlevé les escaliers.
Journaliste Niurka Prada. - Je vous l'ai dit. Quand j'ai su que vous ne pouviez pas monter les marches, j'ai préparé toutes les conditions.
Fidel. - C'est que personne ne m'a rien dit. Dis-le-moi pour ne pas voter pour le responsable aux prochaines élections.

Journaliste Niurka Prada. - D'accord, ce n'est rien. Aux prochaines élections, j'ai un fauteuil ici, je me sentais nerveuse de vous voir debout aussi longtemps.
Fidel. - Personne ne m'a dit non plus que tu étais dans les parages.

Journaliste Niurka Prada. - Ce n'est rien, ce n'est rien, je suis toujours là au cas où vous auriez besoin de moi.
Fidel. - Qu'est-ce que tu es en train de faire ?

Niurka Prada. - La même chose que quand vous m'avez quittée, je n'ai pas encore terminé.
Fidel. - ...

Niurka Prada. - Je suis dans votre équipe d'assistance. Vous devez me protéger, car je suis avec vous.
Fidel. - Niña Bonita.

Niurka Prada. - Et oui, je m'occupe directement de Niña Bonita, de Siboney et toutes ces choses.
Fidel. - Et j'ai des choses nouvelles.

Niurka Prada. - Puis-je vous raconter une anecdote ? J'ai passé deux ans à demander qu'on répare le... de Niña Bonita. Vous êtes passé en minibus par la porte, et le lendemain quand je suis arrivée, on l'avait réparé. Alors, venez faire un petit tour de temps en temps
Fidel. - On se voit bientôt.

Niurka Prada. - D'accord. C'est une grande joie de vous voir, commandant.
Exclamations : Fidel ! Fidel ! Fidel !

(Traduction de la version sténographique du Conseil d'État, révisée et actualisée par l'interviewé)
GRANMA, La Havane.
20 Février 2013

un Dieu. Le culte de la personnalité du président de la République est mis en œuvre par les moyens suivants, quoique banni par la Constitution de la République.

- 1) Fort matraquage médiatique (propagande dans des médias d'Etat; publicités de la Présidence dans des médias privés pour vanter les actions fictives du président);
- 2) Banderoles et T-shirt frappés à l'effigie du Chef de l'Etat (Durant le carnaval 2013, Stand de la Présidence);
- 3) Grands rassemblements pour tenter de prouver sa popularité (la marche organisée à son retour des Nations-Unies de l'aéroport au Palais

National quoique de nombreux manifestants ont été payés et que d'autres des employés de l'Etat).

- 4) Affiches et banderoles dans des rues de la capitale faisant l'apologie du Président;
- 5) Utilisation de couleur et symboles (la couleur rose et le bracelet portés par des hauts dignitaires du régime en signe d'allégeance);
- 6) Utilisation de surnom (Tèt kale).

Enfin, c'est comme revenu au temps où le culte de la personnalité était cultivé par certains dictateurs notoires avec des surnoms qui y étaient associés, tels Mao Tse Tong; Grand Timonier; Hitler : Führer; Staline: Petit père des peuples; Kadhafi : Guide de la révolution et Kim Il -Sung: Président éternel; Duvalier: Bon papa/ Président A Vie.

Est-ce au nom de cette logique que le président s'est accaparé de la réunion de la CARICOM. Alors qu'il parle d'Haïti comme un pays ouvert aux affaires et de l'emploi comme l'une de ses priorités, Michel Martelly se plait à ne pas créer les conditions pour atteindre cet objectif. Des hommes et femmes d'affaires se sont plaints d'ailleurs de ne pas avoir été invités à cette importante réunion. De même les partis politiques, le parlement, la société civile et toutes les forces vives du pays ont été tenues à l'écart. La réunion de la CARICOM s'est déroulée quasiment dans l'indifférence des Haïtiens. On dirait une rencontre personnelle entre Michel Martelly et ses amis intimes comme si l'Etat Haïtien n'était pas concerné. D'où viennent les fonds ayant financé l'organisation de la rencontre ? Quelles sont les retombées immédiates de ces assises pour le pays ?

En mission pour la France ? Venons-en à la proposition du président Martelly de faire du français une langue de traduction au sein de la CARICOM ! Tout d'abord, il n'est un secret pour personne que le français devenu l'une des langues officielles d'Haïti est une langue d'emprunt.

Elle est parlée et écrite pas moins de 10% de la population. Que gagnerait-il d'avoir le français comme langue de traduction au sein de la CARICOM, alors que le créole parlé par tous les haïtiens, toutes couches sociales confondues, est relégué à l'arrière scène. Il s'agit-là d'un mépris pour cette langue forgée après de durs sacrifices sur les habitations coloniales et par conséquent un mépris pour le peuple haïtien. La France vient de gagner une nouvelle bataille dans les caraïbes, dirait-on. Le chef de l'Etat, dans une attitude proche de la mégalomanie, veut faire de ses désirs les priorités de toute une nation. Ces anciens affranchis qui ont accaparé le pouvoir politique avec l'aide d'une partie de l'international veulent à tout prix dicter leurs ordres

au peuple haïtien. Ils se trompent dûment! Le moment sera venu de faire entendre la voix d'Haïti comme une nation unie dans toutes les assemblées internationales où, à ce moment-là le créole sera une langue de travail au sein de la CARICOM, en particulier et non le français comme outil d'aliénation aux mains des nouveaux colons.

Tout compte fait, le peuple haïtien est en train de vivre des moments tragiques de son histoire. Il doit aussi comprendre, ni l'international et encore moins les pays dits amis d'Haïti ne vont rien faire pour l'aider à sortir de cette situation chaotique. Au contraire, ils veulent s'accaparer, avec la complicité de ses soi-disant dirigeants, du peu de ressources minières

dont dispose le pays pour s'enrichir eux-mêmes. Il est du devoir de chacun de nous de comprendre qu'il faut désormais cesser d'être des spectateurs de nos malheurs et de nos déboires, mais plutôt de véritables acteurs dans la recherche de solutions viables aux problèmes de ce pays ruiné, avili et meurtri. Le pouvoir actuel appartient déjà au passé et est relégué aux oubliettes de l'histoire. Il faut donc regarder devant et définir de nouvelles perspectives pour un avenir meilleur pour le pays afin qu'il devienne un espace de cohabitation pacifique pour ses fils authentiques.

Jose Clément
Maryland, 25 février 2013
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

**INCOME TAXES
RAPID REFUND**

• **Electronic Filing**
• **Real Estate • Insurance**
• **Notary • Translations**

Marie Zamor
35 Years of Experience
Marc Record Tax Services
1020 Rutland Road
(between E. 94th & E. 95th Streets)
Brooklyn, NY 11212
718.953.2928

**VENUS
RESTAURANT**

Specializing in
Caribbean &
American Cuisine

**We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..**

670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'entroit idéal!"
718-287-4949

**KATOU
RESTAURANT**

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le soir
dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

**kreole
FLAVOR**

Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out
1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

Fidel et Raul assistent à l'installation du Parlement

Le leader de la Révolution cubaine, Fidel Castro, et le président Raul Castro assistent à la séance d'installation de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (Parlement) dans sa huitième législature (2013-2018) au Centre de Convocation de La Havane. Pendant la réunion, tous les 612 députés élus dans les sondages généraux en Février prêteront serments devant leurs électeurs. Une fois que la nouvelle Assemblée soit mise en place, les législateurs choisiront la présidence du Parlement et les 31 membres du Conseil d'Etat. En cette circonstance nous publions l'intervention du leader historique de la Révolution Cubaine, le Commandant en Chef Fidel Castro Ruz, durant la Session de Constitution de la VIII^e Législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire.



Fidel et Raul Castro

Chers compañeros,
Je suis profondément reconnaissant envers le geste noble du peuple qui m'a élu député à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de Cuba.

L'intervention d'aujourd'hui ne prendra pas beaucoup de temps, de même que n'occupera pas beaucoup d'espace pour ce siège honorable de député, et cela non par faute de volonté mais à cause des impératifs de la nature.

Jamais je n'aurais pensé que mon existence se prolongerait aussi longtemps et que l'ennemi serait aussi peu adroit dans ses tentatives pour éliminer un ennemi décidé à lutter.

Dans ce combat inégal, notre peuple a fait la preuve de son ahurissante capacité à résister et à vaincre. Oui ! Chacune des années de résistance entre 1959 et 2013 a été une victoire que notre pays a le droit de proclamer !

Nous ne nous battons pas pour la gloire ou les honneurs ; nous nous battons pour les idées que nous considérons comme justes, celles auxquelles des millions de Cubains, héritiers d'une longue liste de prédecesseurs, ont consacré leur jeunesse et leur vie. Un chiffre dit tout : le nombre des Cubains qui ont rempli avec abnégation des missions dictées par l'internationalisme s'élève à 80 000. Sachant qu'au triomphe de la Révolution en 1959, nous atteignons les 7 000 000 d'habitants, on peut mesurer la signification d'un tel effort.

Ceci, cependant, ne dit pas tout. En Octobre 1962, le pays allait devenir un champ de bataille nucléaire. Un an et demi avant, en Avril 1961, une expédition de mercenaires, entraînée, armée et encadrée par la Marine des États-Unis, a débarqué dans la Baie des Cochons et était sur le point de provoquer une guerre sanglante qui aurait coûté à l'envahisseur d'Amérique du Nord des centaines de milliers de vies - je le dis sans exagération - et à notre pays la destruction et des pertes humaines réellement incalculables.

Nous avons alors environ 400 000 armes et nous savions comment nous en servir. En moins de 72 heures la foudroyante contre-attaque révolutionnaire a évité cette tragédie, autant à Cuba qu'aux populations des États-Unis.

Nous avons été victimes de la "guerre sale" pendant longtemps, et 25 ans après la Crise d'Octobre, des troupes issues de l'Internationale défendaient l'Angola contre les envahisseurs racistes Sud-Africains, munis à cette époque d'armes nucléaires dont la technologie et les parties principales étaient fournies par Israël avec la bénédiction des États-Unis. A cette occasion la victoire de Cuito Cuanavale et l'avancée qui suivit donnèrent de l'audace tant aux forces Cubaines qu'Angolaises, équipées des

moyens aériens, anti-aériens et de l'organisation adéquate pour libérer les territoires encore occupés par les envahisseurs. Et elles mirent en déroute l'Afrique du Sud à qui il ne restait plus d'autre choix que d'abandonner ses ambitions nucléaires et de s'asseoir à la table des négociations. L'odieux système raciste avait cessé d'exister.

Entre toutes choses, nous avons mené une Révolution en profondeur que, partant de zéro, notre peuple a été capable de réaliser. Aux premiers noyaux révolutionnaires s'en sont ajoutés d'autres. Nous étions unis par l'envie de nous battre et la douleur d'avoir sous les yeux la tragédie de notre pays face à la brutalité d'un coup d'état. Tandis que les uns nourrissaient l'espoir d'un futur qu'ils voyaient encore lointain, nous autres réfléchissions à la nécessité de provoquer un saut dans l'histoire.

Entre les coups d'état du 10 Mars 1952 et celui du 1^{er} Janvier 1959, il ne s'est passé que 6 ans et 296 jours ; pour la première fois dans notre Patrie le pouvoir était laissé totalement aux mains du peuple.

La bataille a alors commencé contre l'ignorance politique et les principes anti-socialistes que l'Empire et la bourgeoisie avaient répandus dans notre pays.

La lutte des classes déclenchée à quelques miles du siège de l'Empire a été l'école politique la plus efficace qu'ait jamais eue un pays ; je parle d'une école qui a ouvert ses portes il y a plus de 50 ans. Hommes, femmes, depuis les fondateurs jusqu'aux gens qui avaient beaucoup plus d'années, nous avons tous été élèves de cette école.

Cependant la grande bataille qui s'impose, selon ce que me disait Raúl il y a quelques jours, c'est la nécessité d'une lutte énergique et sans trêve contre les mauvaises habitudes et les erreurs que commettent quotidiennement dans divers domaines nombre de citoyens, même militants.

L'humanité est entrée dans une époque unique de son histoire. Les dernières décennies n'ont aucun rapport avec les milliers de siècles qui les ont précédées.

En 2011, la population mondiale est arrivée à 7 000 millions d'habitants, ce qui constitue un chiffre alarmant. Rien qu'en deux siècles, la population mondiale a été multipliée par sept, atteignant un rythme en besoins alimentaires vitaux auquel la science, la technologie et les ressources naturelles sont bien loin de parvenir.

On peut faire des tonnes de calculs, parler de Malthus ou de l'Arche de Noé, il suffit de savoir ce qu'est un hectare et ce que produit un hectare en aliments pour en tirer soi-même ses conclusions.

Peut-être que le Premier Ministre Anglais ou bien le président Obama aurait la réponse pour prolonger de quelques jours la vie humaine, pour

multiplier les pains et les poissons, ainsi que des paroles magiques pour persuader les Africains, les habitants de l'Inde, d'Amérique Latine et de tous les pays du tiers-monde de se passer de blé ?

Il y a deux jours, une agence internationale rapportait qu'un multimillionnaire Américain, Dennis Tito, avait dépensé plus de 20 000 000 de dollars pour payer son voyage à la Station Spatiale Internationale où il est resté plusieurs jours en 2011.

A présent Tito, qui a l'air d'être un vrai fanatique de l'exploration spatiale, est en train d'envisager les détails de son arrivée sur la planète Mars. Le voyage durera 501 jours. Ça, c'est profiter de la plus-value ! Pendant que les pôles se désagrègent à toute vitesse, que le niveau de la mer monte à cause des changements climatiques et s'apprête à inonder de grandes surfaces en quelques dizaines d'années. Et tout ceci en supposant qu'il n'y aura pas de guerres et que les armes sophistiquées qui sont fabriquées à un rythme accéléré ne seront jamais utilisées. Qui comprend ?

Je conclurai, pour respecter ma promesse d'être bref, par ces paroles de salutation à notre Assemblée Nationale : Au moment du 118^e anniversaire du Grito de Baire [début de la guerre d'indépendance de Cuba le 24 Février 1895] et du 160^e anniversaire de la naissance de notre Héros National, [José Martí. Note du GS] je souhaite rendre hommage au révolutionnaire, anti-impérialiste et bolivarien qui a semé dans notre jeunesse les premières graines du devoir.

Merci beaucoup !

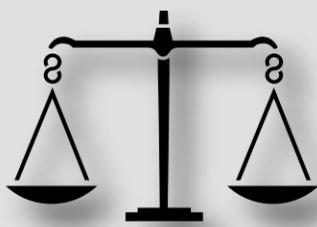
Cubadebate 25 Février 2012

PAUL J. JOURDAN ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Arafat Jaradat, mort sous la torture...



Une photo d'Arafat Jaradat, père de deux jeunes enfants...

Les responsables de l'Autorité palestinienne [de Ramallah], avec les membres de la famille, ont exigé ce samedi une enquête internationale sur la mort d'un détenu décédé quelques heures plus tôt dans une prison israélienne, disant qu'il était en bonne santé avant son arrestation.

Un porte-parole de l'Autorité de la prison d'Israël a prétendu que le détenu, Arafat Jaradat, âgé de 30 ans, serait décédé d'un arrêt cardiaque. « Notre information est que Jaradat a été interrogé puis il est mort. C'est pourquoi nous appelons à une enquête internationale sur sa mort, qui est très probablement due à la torture, » a déclaré Issa Qaraqa, le ministre de l'Autorité palestinienne pour les détenus.

Les membres de la famille ont déclaré à Ma'an que Arafat Jaradat était en bonne santé avant son arrestation et qu'il ne souffrait pas de maladies ou de quelconques problèmes de santé. « Arafat a été emmené directement dans une prison, loin de son quartier d'habitation. Il a été emmené à la prison d'al-Jalama, au nord, au lieu d'être emmené comme d'habitude dans les centres pour interrogatoires proches de son lieu de résidence. Il a été détenu là-bas pendant quatre jours avant d'être transféré à la prison Megido », a dit son oncle Moussa Jaradat.

Arafat était le père de deux enfants : Yara, 4 ans, et Mohammed, 2 ans. « Toute la ville est triste », dit son oncle.

L'épouse d'Arafat, Dalal, a

déclaré à Ma'an que l'officier du renseignement israélien avait ramené son mari un moment à son domicile, juste après son arrestation, et qu'il lui avait dit de dire adieu à ses enfants. « Pour cette raison, j'étais très inquiète. Mon mari a été arrêté plusieurs fois auparavant, mais cette fois, l'agent israélien du renseignement a parlé d'une façon étrange », dit-elle.

Ziad Abu Ein, un des responsables du ministère palestinien des détenus, doit se réunir avec la famille samedi, pour l'informer sur les modalités de la restitution du corps pour l'enterrement.

Ein Abu a déclaré que le Ministère des détenus demande qu'un médecin palestinien, représentant le ministère, puisse examiner le corps et procéder à une autopsie.

Il a appelé l'Organisation mondiale de la Santé et le Comité international de la Croix-Rouge à prendre part à l'examen.

Jaradat a été arrêté cette semaine, sur l'accusation d'avoir lancé des pierres qui auraient blessé un colon israélien en Cisjordanie occupée, a déclaré le Shin Bet. Selon Addameer, il y a aujourd'hui 4743 prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes et les centres de détention, dont 178 sont détenus sous le régime de la détention administrative [pratique héritée des Britanniques et consistant à retenir quelqu'un en prison indéfiniment sans accusation ni procès], avec 10 femmes et 193 enfants.

Ma'an News 23 février 2013
Traduction : Info-Palestine.eu
24 février 2013

J&M Accounting Service



Expert Income Tax Preparation
Jean R. St. Jour, CB

2916 Clarendon Road
(between Nostrand & E. 29th St.)
Brooklyn, NY 11226

718.284.0733



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Résumé * Fax Send & Receive
* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

Ce que le film « Lincoln » ne dit pas sur Abraham Lincoln

Suite de la page (20)

Cet article est publié en français et dans sa version originale en espagnol (sur le site *Publico*). Il est accompagné de la lettre de félicitations que reçut Abraham Lincoln le 30 décembre 1864 de la Première Internationale pour sa toute récente réélection. Ce document d'histoire – réelle, elle – fut rédigé par Karl Marx.

Le film Lincoln, produit et dirigé par l'un des réalisateurs les plus connus des Etats-Unis, Steven Spielberg, a provoqué un regain d'intérêt pour la figure d'Abraham Lincoln. Un président qui, comme Franklin D. Roosevelt, a marqué la culture étatsunienne et l'imaginaire collectif. Ce personnage politique fait figure de garant de l'unité du pays après la défaite des Confédérés qui aspiraient à la sécession des Etats du Sud vis-à-vis de l'Etat fédéral. Il s'est également distingué dans l'histoire des Etats-Unis en abolissant l'esclavage et en offrant la liberté et la citoyenneté aux descendants des immigrés d'origine africaine, à savoir à la population noire dite « afro-américaine ».

Lincoln a également été le fondateur du Parti républicain. Un parti qui, à l'origine, n'avait pas grand chose à voir avec la formation actuelle, fortement influencée par un mouvement – le Tea Party – chauvin, raciste et particulièrement réactionnaire, derrière lequel se cachent des intérêts économiques et financiers déterminés à éliminer l'influence du gouvernement fédéral sur la vie économique, sociale et politique du pays.

Le Parti républicain du président Lincoln était au contraire une organisation fédéraliste qui considérait le gouvernement central comme le garant des droits humains. Parmi ces derniers, c'est l'émancipation des esclaves, thème majeur de Lincoln, qui fut le principal cheval de bataille du président. L'abolition de l'esclavage permit aux individus asservis d'acquiescer le statut de travailleurs propriétaires de leur propre travail.

Mais Lincoln, avant même de devenir président, considérait d'autres conquêtes sociales comme faisant partie des droits humains. Parmi elles, le droit du monde du travail à contrôler non seulement son travail, mais aussi le produit de son travail. Le droit à l'émancipation des esclaves transforma ces derniers en individus libres salariés, unis – selon lui – par des liens fraternels avec les autres membres de la classe laborieuse, indépendamment de la couleur de leur peau. L'ambition de rendre l'esclave libre et celle de faire du travailleur – qu'il soit blanc ou noir – le maître non seulement de son travail, mais aussi du produit de son travail, étaient aussi révolutionnaires l'une que l'autre.

La première faisait de l'esclave un individu libre et propriétaire de son travail, tandis que la seconde rendait la classe laborieuse maîtresse du produit de son travail. Lincoln tenait à ces deux aspects de l'émancipation. Or le second est totalement absent dans le film. Il est ignoré. J'utilise délibérément le terme « ignoré » plutôt qu'« occulté », car il est tout à fait possible que les au-

teurs du film ou du livre dont il s'inspire ne connaissent même pas la véritable histoire d'Abraham Lincoln.

La guerre froide, qui perdure dans le monde culturel – y compris universitaire – des Etats-Unis et la domination écrasante de ce que l'on nomme là-bas la *corporate class* (à savoir la classe des propriétaires et des fondateurs de pouvoir du grand capital) sur la vie non seulement économique, mais aussi civique et culturelle, expliquent que l'histoire officielle des Etats-Unis enseignée à l'école et dans les universités soit fortement biaisée. Elle est purifiée de toute « contamination » idéologique liée au mouvement ouvrier, qu'il s'agisse du socialisme, du communisme ou de l'anarchisme.

La vaste majorité des étudiants américains, y compris ceux des universités les plus prestigieuses, ignorent que la fête du 1er mai, célébrée à travers le monde en tant que Journée mondiale du travail, rend hommage aux syndicalistes américains morts en défendant la journée de huit heures (au lieu de douze). C'est cette victoire qui permit de porter avec succès cette revendication dans la plupart des pays du monde. Or aux Etats-Unis, le 1er mai, outre qu'il n'est pas férié, est le jour dit de la loi et de l'ordre – Law and Order Day – (lire l'ouvrage *A People's History of the United States*, de Howard Zinn). La véritable histoire des Etats-Unis est fort différente de la version officielle promue par les structures de pouvoir étatsuniennes.

Des sympathies politiques ignorées et/ou occultées

Lincoln, lorsqu'il était membre de la Chambre des représentants de son Etat (l'Illinois), sympathisait avec les revendications socialistes du mouvement ouvrier, non seulement américain, mais aussi international. Pour lui, le droit des travailleurs à contrôler le produit de leur travail était un droit humain, ce qui constituait à l'époque – et constitue encore aujourd'hui – une position tout à fait révolutionnaire. Or ni le film ni la culture dominante aux Etats-Unis n'en font état. Cet aspect a été opportunément oublié par les appareils idéologiques de l'Establishment américain contrôlés par la *corporate class*.

En réalité, Lincoln considérait l'esclavage comme la domination suprême du capital sur le travail. Son opposition aux structures de pouvoir des Etats du Sud s'expliquait justement par le fait qu'elles représentaient pour lui les piliers d'un régime économique fondé sur l'exploitation absolue des travailleurs. Il voyait ainsi dans l'abolition de l'esclavage la libération non seulement de la population noire, mais de tous les travailleurs, y compris ceux appartenant à la classe laborieuse blanche, dont le racisme allait selon lui à l'encontre de ses propres intérêts.

Pour Lincoln, « le travail précède le capital. Le capital est seulement le fruit du travail et il n'aurait jamais pu exister si le monde du travail n'avait tout d'abord existé. Le travail est supérieur au capital et mérite

donc une plus grande considération (...). Dans la situation actuelle, c'est le capital qui détient tout le pouvoir et il faut renverser ce déséquilibre ». Il n'aura pas échappé aux lecteurs des écrits de Karl Marx, contemporain d'Abraham Lincoln, que certaines de ces phrases sont très proches de celles utilisées par le penseur allemand dans son analyse de la relation capital/travail au sein d'un système capitaliste.

Nombre de lecteurs seront en revanche surpris d'apprendre que l'oeuvre de Karl Marx a influencé Abraham Lincoln, comme le montre de manière très détaillée le journaliste et écrivain John Nichols dans son excellent article intitulé « Reading Karl Marx with Abraham Lincoln Utopian socialists, German communists and other republicans », publié dans *Political Affairs* (27 novembre 2012) et dont sont extraites les citations et la plupart des éléments figurant dans le présent article.

Les écrits de Karl Marx étaient connus des intellectuels, tel Lincoln, qui se montraient très critiques vis-à-vis de la situation politique et économique des Etats-Unis. Marx écrivait régulièrement dans *The New York Tribune*, le journal intellectuel le plus influent dans le pays à cette époque. Son directeur, Horace Greeley, se considérait comme socialiste. Il admirait Karl Marx à qui il proposa de rédiger des chroniques dans son journal.

The New York Tribune comptait d'ailleurs parmi ses collaborateurs un grand nombre de militants allemands qui avaient fui les persécutions pratiquées dans leur pays d'origine. Il s'agissait à l'époque d'une Allemagne fortement agitée, avec la naissance d'un mouvement ouvrier remettant en cause l'ordre économique existant. Certains de ces immigrés allemands (connus aux Etats-Unis, à cette époque, sous le nom de « Républicains rouges ») luttèrent ensuite au côté des troupes fédérales commandées par le président Lincoln pendant la guerre de Sécession.

Greeley et Lincoln étaient amis. Greeley et son journal soutinrent dès le départ la carrière politique de Lincoln. Ce fut d'ailleurs Greeley qui lui conseilla de se porter candidat à la présidence du pays. De plus, de nombreux éléments indiquent que Lincoln était un fervent lecteur du *New York Tribune*. Lors de sa campagne électorale pour la présidence des Etats-Unis, il proposa à plusieurs « Républicains rouges » d'intégrer son équipe. Auparavant déjà, en tant que membre du Congrès représentant les citoyens de Springfield, dans l'Etat de l'Illinois, il s'était fréquemment montré solidaire des mouvements révolutionnaires d'Europe, en particulier de Hongrie, en signant des documents témoignant de son soutien.

Au côté des travailleurs des Etats-Unis et du monde entier

Loin d'être fortuite, la connaissance qu'avait Lincoln des traditions révolutionnaires de l'époque résultait de sa sympathie pour le mouvement ouvrier international et ses institutions. Il encouragea ainsi les travailleurs des Etats-

Unis à organiser et à mettre sur pied des syndicats, y compris au cours de son mandat de président, ce qui explique qu'il fut nommé membre honoraire de plusieurs d'entre eux. Aux syndicats de New York, il déclara : « Vous avez compris mieux que quiconque que la lutte contre l'esclavage vise à émanciper le monde du travail, c'est-à-dire tous les travailleurs. La libération des esclaves du Sud et celle des travailleurs du Nord ne sont qu'un seul et même combat ». Pendant la campagne électorale, Lincoln adopta une posture anti-esclavagiste, précisant sans équivoque que l'émancipation des esclaves permettrait aux travailleurs de réclamer des salaires leur offrant une vie décente et digne, contribuant ainsi à augmenter la rémunération de tous les travailleurs, qu'ils soient noirs ou blancs.

Dans leurs textes, Marx comme Engels relatèrent avec enthousiasme la campagne de Lincoln au moment où tous deux préparaient la Première Internationale ouvrière. Au cours de l'une des sessions, ils proposèrent d'ailleurs à l'Internationale d'envoyer une lettre au président Lincoln afin de le féliciter pour son attitude et sa position. Dans cette lettre, la Première Internationale félicitait le peuple des Etats-Unis et son président pour avoir, en abolissant l'esclavage, favorisé l'émancipation de l'ensemble de la classe laborieuse, non seulement étatsunienne, mais aussi mondiale.

Dans sa réponse, Lincoln remercia la Première Internationale pour sa lettre et affirma qu'il faisait grand cas du soutien des travailleurs du monde entier à ses politiques. Son ton cordial ne manqua pas de provoquer une certaine panique parmi les membres de l'Establishment économique, financier et politique des deux côtés de l'Atlantique.

Au niveau international, il semblait évident que, comme l'indiqua ultérieurement le dirigeant socialiste américain Eugene Victor Debs au cours de sa propre campagne électorale, « Lincoln avait été un révolutionnaire et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le Parti républicain avait assumé par le passé une tonalité rouge ».

Une révolution démocratique avortée

Il va sans dire qu'aucun de ces éléments n'est relaté dans le film Lincoln, et qu'ils restent peu connus aux Etats-Unis. Mais, comme l'indiquent John Nichols et Robin Blackburn (autres auteurs ayant beaucoup écrit au sujet de Lincoln et de Marx), pour saisir le personnage de Lincoln, il est indispensable de comprendre l'époque et le contexte dans lesquels il a vécu.

Lincoln n'était pas marxiste, terme utilisé à l'excès dans l'historiographie et dénoncé par Marx lui-même. Il souhaitait non pas éradiquer le capitalisme, mais corriger l'immense déséquilibre entre capital et travail inhérent à ce système. Reste qu'il fut sans aucun doute fortement influencé par Marx et par d'autres penseurs socialistes avec lesquels il partagea des désirs immédiats, affichant une sympathie pour leurs opinions et adoptant une position très radicale dans son engagement démocratique. En ignorant ces faits,

le film Lincoln déforme ainsi l'histoire.

Il est indéniable que Lincoln fut une personnalité complexe et ambiguë. Mais il existe dans ses discours des preuves écrites et sans équivoque des sympathies qu'il entretenait. De plus, les vifs débats qui animaient les gauches européennes avaient cours également dans les cercles progressistes des Etats-Unis. En réalité, ce sont les socialistes utopiques allemands, dont une grande partie s'était réfugiée dans l'Illinois après avoir fui la répression européenne, qui eurent le plus d'influence sur Lincoln.

Le communalisme qui caractérisait ces socialistes influença la conception de la démocratie de Lincoln. Il la considérait comme la conduite des institutions politiques par le peuple, un peuple dont les classes populaires constituaient la majorité.

Sa célèbre formule « La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple » – devenue une magnifique maxime démocratique connue dans le monde entier – pointe sans équivoque l'impossibilité de faire triompher une démocratie du peuple – et pour le peuple – si elle n'est pas mise en oeuvre par le peuple lui-même.

C'est pourquoi Lincoln voyait dans l'émancipation des esclaves et des travailleurs des éléments indispensables à cette démocratisation. Sa vision de l'égalité était nécessairement en contradiction avec la domination des institutions politiques par le capital. Pour preuve, la situation actuelle aux Etats-Unis que je détaille dans mon article « Lo que no se ha dicho en los medios sobre las elecciones en EEUU » [1] (« Ce qui n'a pas été dit dans les médias sur les élections aux Etats-Unis », *Publico*, 13 novembre 2012). Aujourd'hui, c'est la *corporate class* qui contrôle les institutions politiques du pays.

Dernières observations, et un souhait

Je répète qu'aucun de ces faits n'est relaté dans le film. Après tout, Spielberg n'est pas Pontecorvo**, et le climat intellectuel aux Etats-Unis porte encore les stigmates de la guerre froide. « Socialisme » demeure un terme négativement connoté dans l'Establishment culturel du pays. Et, sur les terres de Lincoln, le projet démocratique qu'il avait rêvé n'est jamais devenu réalité du fait de l'influence considérable du pouvoir du capital sur les institutions démocratiques, une influence qui a muselé l'expression démocratique aux Etats-Unis.

Terrible ironie de l'histoire : le Parti républicain est devenu l'instrument politique le plus agressif au service du capital.

Je serais reconnaissant à celles et ceux qui trouveront cet article intéressant de bien vouloir le diffuser le plus largement possible. Y compris auprès des critiques de cinéma qui, dans le cadre de la promotion du film, ne diront pas un mot de cet autre Lincoln méconnu dans son propre pays et dans bien d'autres. L'un des fondateurs du mouvement révolutionnaire démocratique n'est même pas reconnu comme tel. L'abolition de l'esclavage a constitué une grande victoire qui mérite d'être célébrée. Mais l'action de Lincoln ne s'y réduit pas. Et de cela nul ne parle.

Traduction : Frédérique Rey

Mémoire des luttes 30 janvier 2013

*Vincenç Navarro, intellectuel catalan, Professeur de sciences politiques et de politiques publiques à l'Université Pompeu Fabra (Barcelone) et professeur d'études politiques et de politiques publiques à l'Université John Hopkins (Baltimore, Etats-Unis). L'université Pompeu Fabra est une université publique située à Barcelone et fondée en 1990 par Pompeu Fabra i Poch, un grammairien qui a fixé les normes du catalan moderne

Ndlr. ** Gillo Pontecorvo. Réalisateur, scénariste, acteur et compositeur italien d'idéologie communiste. Il est connu notamment pour « La Bataille d'Alger », une coproduction italo-algérienne. Couronné à Venise en 1966, le film sera loué pour le réalisme de la reconstitution de cet épisode essentiel de la guerre. Interdit à sa sortie en France, il sera mis à l'affiche en 1970, puis retiré pour n'être projeté régulièrement qu'après 1971. Ce qui en dit long sur le caractère « subversif » du film.

GO WITH A PRO **JOHN'S**
Tax & Financial Services



Jean Claude Denis
Income Tax Service

Electronic Filing Service &
Refund Anticipation Checks (Refund Advantage)

- 15 Years Experience
- IRS - E-File
- Year-Round Service
- Income Tax Preparation (All States)
- Notary Public

2804 Church Avenue, 2nd Floor, (between Nostrand & Rogers Aves.)
Brooklyn, NY 11226
718.284.1325 • 917.771.6294

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER
Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate



General Manager: Jerry Masters
1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226

Tel: 646.340.2561
Cell: 917.517.4216
Email: g.cadesca@verizon.net

- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public



De la même manière, les empires du passé, coupables de l'enfermement et de l'assassinat de millions de filles et de fils de l'Afrique mère dans le but d'alimenter un système d'exploitation esclavagiste dans leurs colonies semèrent dans Notre Amérique le sang africain guerrier et combatif qui brûlait du feu que produit le désir de liberté. Cette semence a germé et notre terre a enfanté des hommes aussi grands que Toussaint Louverture, **JEAN-JACQUES DESSALINES** *, Alexandre Pétion, José Leonardo Chirino, Pedro Camejo parmi beaucoup d'autres, avec pour résultat, il y a plus de 200 ans, le début d'un processus indépendantiste, unioniste, anti-impérialiste et reconstruc-teur en Amérique Latine et caribéenne.

Ensuite, au XX^e siècle, vinrent les luttes de l'Afrique pour la liberté, ses indépendances, contre ses nouvelles menaces néo-coloniales, Patrice Lumumba, Amílcar Cabral pour n'en citer que quelques-uns. Ceux qui, dans le passé nous ont conquis, aveuglés par leur soif de pouvoir, ne comprirent pas que le colonialisme barbare qu'ils nous imposaient deviendrait l'élément fondateur de nos premières indépendances. Ainsi, l'Amérique Latine et les Caraïbes partagent avec l'Afrique un passé d'oppression et d'esclavage. Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes fils de nos libérateurs et de leurs hauts faits, nous pouvons dire, nous devons dire avec force et conviction, que nous unit aussi un présent de lutte indispensables pour la liberté et l'indépendance définitive de nos nations.

Je ne me lasserai pas de le redire. Nous sommes un même peuple, nous avons l'obligation de nous rencontrer au-delà des discours formels dans une même volonté d'unité et ainsi unis, donner vie à l'équation qui devra s'appliquer dans la construction des conditions qui nous permettront de faire sortir nos peuples du labyrinthe dans lequel le colonialisme les a jetés et, par la suite, le capitalisme néo-libéral du XX^e siècle.

Pour cela, je veux évoquer la mémoire de deux grands combattants pour la coopération sud-sud comme l'ont été les deux ex-présidents du Brésil et de la Tanzanie, Luis Ignacio « Lula » da Silva et Julius Nyerere dont les apports et les efforts ont permis, en leur temps, la mise en place de magnifique forum pour une coopération solidaire et complémentaire comme l'est l'ASA (1).

Cependant, les temps que nous vivons nous obligent à consacrer nos plus profondes et urgentes réflexions à l'effort nécessaire pour transformer l'ASA en un véritable instrument générateur de souveraineté et de développement social, économique, politique et environnemental.

C'est sur nos continents que l'on trouve les ressources naturelles, politiques et historiques suffisantes, nécessaires, pour sauver la planète du chaos où elle a été conduite. Faisons que le sacrifice indépendantiste de nos ancêtres qui nous offre le jour d'aujourd'hui serve à unifier nos capacités pour transformer nos nations en un authentique pôle de pouvoir qui, pour le dire avec le père Libérateur Simon Bolívar, soit plus grand par sa liberté et sa gloire que par son extension et ses richesses.

Les paroles de cet immense général uruguayen José Gervasio Artigas résonnent toujours dans mon âme et dans ma conscience : « Nous ne pouvons rien attendre si ce n'est de nous-même ». Cette pensée si profonde renferme une grande vérité que nous devons assumer, j'en suis absolument convaincu.

Notre coopération sud-sud doit être un lien de travail authentique et permanent qui doit tourner toutes ses stratégies et ses plans de développement soutenable vers le sud, vers nos peuples.

Quoiqu'en aucune manière nous ne nions nos relations souveraines avec les puissances occidentales, nous devons nous rappeler que ce ne sont pas elles qui sont la source de la solution totale et définitive pour l'ensemble des problèmes de nos pays. Loin de l'être, quelques-unes d'entre elles appliquent une politique néo-coloniale qui menace la stabilité que nous avons commencé à renforcer sur nos continents.

Frères et sœurs, je voudrais rappeler pour ce III^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'ASA, l'esprit de fraternité, d'unionisme et de volonté qui a dirigé le déroulement de

ce II^e merveilleux Sommet dans l'île de Margarita, au Venezuela, qui nous permit d'adopter unanimement les engagements de la Déclaration de Nueva Esparta. Je souhaite avec beaucoup de foi et d'espérance que nous puissions récupérer à Malabo l'impulsion et l'effort de ce moment extraordinaire pour notre processus d'unité, le Sommet de 2009, qui a montré autant par sa fréquentation massive que par la quantité et le contenu des accords atteints.

Depuis le Venezuela, renouvelons aujourd'hui notre plus ferme engagement dans le renforcement du Secrétariat Permanent de la Table Présidentielle Stratégique de l'ASA avec ses principales tâches et fonctions pour accélérer le rythme dans la consolidation de nos institutions et obtenir ainsi une plus grande efficacité dans notre travail conjoint.

Je regrette avec beaucoup de douleur et de peine que tout notre travail commencé formellement depuis 2006 ait été interrompu par les forces impérialistes qui prétendent encore dominer le monde. Ce n'est pas un hasard, je le dis et je l'assume pleinement, que depuis le Sommet de Margarita, le continent africain ait été victime des multiples interventions et des multiples attaques de la part des puissances occidentales.

Les nombreux bombardements et invasions impériaux empêchant toute possibilité de solution politique et pacifique aux conflits internes qui ont commencé dans diverses nations d'Afrique, ont eu comme objectif principaux de freiner le processus de consolidation de l'unité des peuples africains et, en conséquence, de miner les progrès de l'union de ces états avec les peuples latino-américains et caribéens.

La stratégie néo-coloniale a été, depuis le début du XIX^e, de diviser les nations les plus vulnérables du monde pour les soumettre à des rapports de dépendance esclavagiste. C'est pour cela que le Venezuela s'est opposé, radicalement et depuis le début, à l'intervention militaire étrangère en Libye et c'est pour le même motif que le Venezuela réitère aujourd'hui son rejet le plus absolu de toute activité d'ingérence de l'OTAN.

Face à la menace extra-régionale pour empêcher l'avance et l'approfondissement de notre coopération sud-sud, je le dis avec Bolívar dans sa Lettre de Jamaïque de 1815 : « Union, union, union, cela doit être notre plus importante consigne. » Notre Gouvernement renouvelle, en ce III^e Sommet de l'ASA dans cette république sœur de Guinée Equatoriale, son absolue disposition à avancer dans le travail nécessaire pour consolider notre coopération dans les secteurs que j'ai personnellement proposés à notre dernier sommet, dans la belle île de Margarita. Energie, Education, Agriculture, Finances et Communication continuent d'être nos priorités et pour celles-ci, nous réitérons notre engagement pour avancer dans des initiatives concrètes comme Petrosur, l'Université des Peuples du Sud ou la Banque du Sud, pour ne citer que quelques exemples. Dans le secteur de la communication, nous proposons, depuis le Venezuela, que cet effort que nous avons réussi à mettre en place ensemble dans différents pays de l'Amérique du Sud, TeleSur, s'articule avec l'Afrique afin qu'il puisse accomplir depuis ces latitudes sa principale fonction : relier les peuples du monde entre eux et leur apporter la vérité et la réalité de nos pays.

Enfin, je veux renouveler à tous mon désir que les résultats projetés lors de ce III^e Sommet ASA nous permette de transformer ce forum en un outil utile pour conquérir notre définitive indépendance en nous plaçant à la hauteur de l'exigence de l'époque et comme le dirait le Libérateur, le plus de bonheur possible pour nos peuples. Je suis un convaincu, simple et obstiné, nous réussirons à mener à bien cette cause que nos libérateurs et martyres nous ont transmise depuis des siècles. Nos millions de femmes et d'hommes présentés en sacrifice pour leur pleine et absolue liberté. Avec le père infini, notre Libérateur Simon Bolívar, je dis une fois de plus : « Nous devons attendre beaucoup du temps, son ventre immense contient plus d'espérance que de faits passés et les prodiges futurs doivent être supérieurs aux anciens ».

Marchons donc vers notre union et notre indépendance définitive. En paraphrasant Bolívar, je dis maintenant

Les Reptiles* Dans Nos Murs

Avant son regrettable trépas le 17 février 2013, le Dr. Daniel Mathurin avait investi son temps et son savoir à localiser et à valoriser les ressources souterraines d'Ayiti. Lesquelles sont convoitées par les mégapoles de ce monde qui veulent s'en approprier quitte à exterminer tous les enfants du pays. Ce poème lui est dédié en toute sympathie.

Les **Reptiles** entament un voyage aquatique. Ils explorent l'Atlantique, Écument la mer pareils aux aventuriers À l'époque des flibustiers.

Les **Reptiles** investissent nos mers. Et, c'est perturbation océanique. Palmiers, cocotiers deviennent agoniés, Car il ne leur reste plus de terres À cultiver, pourtant leurs uniques comptes bancaires.

Ils nous imposent une agriculture bancale Pour nous exporter du crottin de cheval. Grace à nous, ils arrondissent leurs bourses; Mais, ils nous sautent dessus comme des ours.

...et, c'est deuil national. Rossignols, colibris et cigales Ne font qu'errer dans l'air À cause du climat incendiaire Provoqué par les **Reptiles** sanguinaires Qui font de nos mines les joyaux de leur univers.

Ils investissent nos mers! Exécutent une plongée sous-marine, Ils éclipsent la pleine lune Et crient avec force: « C'est bien notre ère!».

Nicolas Tesla présente sa formule, Et les Reptiles l'émulent. La terre tremblante Transforme des nappes dormantes En une marée noire Qui donne à sourire aux détracteurs du terroir.

Le flux fait flotter le carburant.

De la panique dans nos rangs... Les **Reptiles** s'en estiment contents, Car ils nous prennent tous pour des ignorants.

Notre carburant: de quoi nourrir **Astarté**, Leur déesse de la fertilité. Notre carburant De là dépend leur prospérité du moment.

Les **Reptiles** détectent la Gonâve, Remarquant qu'il n'y reste plus de guayaves. En y observant valser, cependant, le liquide noir, Ils chantent en chœur :«Que c'est beau à voir!».

Les **Reptiles** visitent le Plateau Central. D'un air confiant, magistral Ils parcourent la savane, Creusent le sous-sol fertile; Puis, ils entonnent:«Mon île, Du ciel, tu es vraiment une manne».

Les **Reptiles** survolent le Massif du Nord. Après un atterrissage dans la région nord, Ils se sont aperçus du Trou-du-Nord. À la vue d'une mine d'or, Ils s'époumonent: «Voilà notre cher trésor!».

Une petite virée à Caracol Leur procure une joie des plus folles. Ils se souviennent de la S.H.A.D.A Et concluent: Caracol, pourquoi pas?

Ils saccagent les champs de canne Après un long séjour à Léogane. En route pour Jacmel, ils découvrent l'iridium Et chuchotent: ça va rapporter de fortes sommes.

Les **Reptiles** veulent tout piocher, Tout défricher, tout voler. Déjà, ils ont nerveusement jeté Notre espoir dans un fossé de chagrin Pour nous réduire en un rien En nous enlevant nos plus uniques biens.

C'est ce qu'on appelle le temps reptilien

Ou l'ordre reptilien: Un sordide va-et-vient Qui brouille le quotidien, Et dénature l'existence des humains Que le roi reptilien dénomme siens.

Les **Reptiles** intiment l'ordre au *Soleil-Levant* De ne jamais luire sur nous. Ils menacent le *Soleil-Couchant* De creuser l'ombre autour de nous: Que l'aurore nous soit étrangère! Que l'obscurité permanente soit notre bergère!

Ils changent l'arôme des champs fleurdelisés En une odeur de cadavres décomposés. Comme ça, tout respire la mort Y compris nos esprits, nos âmes et nos corps.

Ils affichent leur contentement Quand, sur nos visages d'enterrement, On lit la peur, la mélancolie, L'angoisse, l'anxiété et la nécrologie. En vérité, leurs rudes perfidies N'ont pas de prix!

Les **Reptiles** nagent dans nos mers. À l'instar des pirates aux yeux bleus, Ils nous font voir le bleu Pour mieux exécuter leurs activités lapidaires.

Ils naviguent, voguent dans la mer... Le liquide noir, leur butin de guerre. Pour eux, la parade des cercueils Est la plus belle des merveilles.

Ah! Les **Reptiles** sont dans nos murs. Menaçants, ils filent à toute allure. Partout, on tombe sur leurs visages de loup. Convoitant Ayiti, ils se disent: «ceci est à nous».

***Reptiles**. - Selon le penseur britannique, David Icke, les mercenaires qui dirigent le monde via des sociétés secrètes se disent des descendants de reptiles ; ils se considèrent comme une «sélection naturelle» (pour citer Darwin) plus intelligente que les autres espèces.

Réginal Souffrant
N.Y., 23 janvier 2010

: « Formons une patrie, un continent, un seul peuple, à tout prix et tout le reste sera supportable. »

Vive l'union sud-américaine et africaine !
Vive l'ASA !
Jusqu'à la victoire toujours !
Nous vivrons et nous vaincrons !

Hugo Chavez Frias

Note:

(1) L'ASA: América del Sur/Africa. Le troisième sommet Afrique-Amérique du Sud, qui a réuni une soixantaine de

chefs d'État à Malabo (Guinée Equatoriale) du 20 au 23 février 2013 a permis la signature de 27 accords de coopération sud-sud dans tous les secteurs d'activité. La réunion se poursuivra à Caracas le 26 avril 2013.

NDLR * Le journal Haiti Liberté a pris la responsabilité d'ajouter et de souligner dans le texte le nom du fondateur de la Nation Haïtienne, Jean-jacques Dessalines. Ce n'est pas par mépris que Chavez a omis de mentionner le nom du révolutionnaire haïtien au lieu même de celui de Pétion. C'est le résultat de la

campagne de propagande pour diaboliser notre héros national, une façon d'effacer ses prouesses sur la scène politique internationale. Rappelons pour l'histoire que bien avant la rencontre de Pétion et de Simon Bolívar le 2 janvier 1816, il y eut celui de Francisco de Miranda et de Dessalines à Jacmel au mois de Février 1806 ; à la suite le dirigeant haïtien lui avait offert des armes et des munitions pour combattre la colonisation et l'esclavagisme espagnols.

Traduction Gaston Lopez
Venezuela infos 24 février 2013



Radio
Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Grand Dîner de Solidarité

Avec Haiti Liberté

Samedi 27 Avril 2013, au Lady of Miracle's Auditorium
Situé au 741 East 86th Street Brooklyn, NY
entre Glenwood et Flatland Aves
De 9h du soir à 3h du matin



Animation : Rétro Band

Vous êtes tous invités à venir nous soutenir par votre participation, particulièrement tous ceux là touchés par l'ampleur de notre travail et qui sont conscients des difficultés que nous éprouvons à faire paraître ce journal d'indéfectible défense du peuple haïtien.

Samedi 27 Avril 2013, au Lady of Miracle's Auditorium

Donation : \$50.00 par personne, à la porte \$60.00

Information : 718-421-0162

Émancipation des esclaves et émancipation des travailleurs Ce que le film « Lincoln » ne dit pas sur Abraham Lincoln

Par Vicenç Navarro*

À l'occasion de la sortie en salle de Lincoln, le film réalisé par Steven Spielberg, Mémoire des luttes publie un article inédit en France, et dont le propos sera, à n'en pas douter, absent de la plupart des commentaires et des critiques proposés par les grands médias.

Qui sait que le seizième président des Etats-Unis fut très proche des idées socialistes et des revendications du mouvement ouvrier ? Et qu'il liait indissociablement la question



de l'abolition de l'esclavage à celle de l'émancipation de la classe ouvrière tout entière? berg déforme l'histoire, et les raisons idéologiques et culturelles de ce parti pris.

On verra en quoi l'adaptation de Steven Spiel-

Suite à la page (18)

FADKIDJ VARIETY STORE

TAX SERVICES

**GET YOUR MONEY BACK
THE WAY YOU WANT IT.**

CERTIFIED TAX PREPARATION

MULTIPLE PREPARERS:

NO WAIT!

CONVENIENTLY LOCATED.

- PREPAID MASTERCARD
- REFUND CHECK
- DIRECT DEPOSIT
- MAIL

13886 West Dixie Highway, North Miami, FL 33161

305.492.3149

SHIP YOUR CAR FROM NYC TO HAITI:

ONLY
\$1,450
(INCLUDES APN PORT FEES)

RECEIVE
A SPECIAL GIFT
WHEN YOU BRING THIS
AD WITH YOUR
SHIPMENT.



THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)

DEVON SHIPPING INC.

- CARS • TRUCKS • TRAILERS
- BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
- ROLL-ON • ROLL-OFF

DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE
115 VAN BRUNT ST.,
BROOKLYN, NY
RED HOOK CONTAINER TERMINAL

HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM
• SAT-SUN 9AM - 3PM
NOU PALE KREYÒL

718-243-2929



Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA)
Haitian Coalition to Support Haiti

*Cordially Invites You to
Its Eight Annual Dinner Dance
On Saturday, March 16, 2013
Nine o'clock in the evening*

at

*New Hyde Park Lodge
901 Lakeville Road
New Hyde Park, NY 11040*

Donation: \$70.00 per person
Proceeds Will Fund Our Support Work in Haiti
FOR RESERVATIONS, PLEASE CALL (917) 251-6057
EMAIL: KONBITLA@YAHOO.COM
Your Presence Will Be Greatly Appreciated!